



Histoire, archéologie et société
conférences académiques franco-chinoises

ENTRE ROUTINE BUREAUCRATIQUE ET PASSION DU MÉTIER

Sur la pratique médicolégale en Chine à l'époque des Qing

Pierre-Étienne Will

Cahier № 17



École française d'Extrême-Orient Centre de Pékin *Juin 2015*

如法驗

得已死人林連瑞查年

甲子歲

面赤色黃

屍身量長

四尺八寸

兩耳竅右

致頂心

命双偏辛

鼻孔準

致額頸

命額角辛

兩鼻竅左

致太陽

人中

丙眉

上六牙齒

丙眼

口微開

丙耳

舌抵齒

丙眼

咽喉

丙耳

食氣類

丙耳輪

金骨

**Histoire, archéologie et société
conférences académiques franco-chinoises**

Cahier N° 17

**Entre routine bureaucratique et passion du métier
Sur la pratique médicolégale en Chine à l'époque des Qing**

Pierre-Étienne Will

École française d'Extrême-Orient
Centre de Pékin

Ouvrage réalisé avec le concours du ministère des Affaires étrangères

EFEO Centre de Pékin

Histoire, archéologie et société - conférences académiques franco-chinoises

Cahier n° 17

ISBN 978-2-85539-143-4

Imprimé à Pékin en Juin 2015 à 500 exemplaires

Ce texte est la version révisée et adaptée en français par l'auteur d'une communication présentée au colloque « Global Perspectives on the History of Chinese Legal Medicine » organisé par l'Université du Michigan en octobre 2011.

La traduction chinoise du texte a été réalisée par Mme Xie Xin-zhe, que nous remercions chaleureusement pour son aide dans la conception de ce Cahier et le choix des illustrations.

Ce cahier a été réalisé par Luca Gabbiani et la mise en page par Cathy Shi.

Depuis 1997, le centre de l'École française d'Extrême-Orient à Pékin organise avec le soutien du ministère des Affaires étrangères et de l'Ambassade de France un programme de conférences intitulé *Histoire, archéologie et société - conférences académiques franco-chinoises* (conférences HAS).

Des spécialistes français et chinois viennent exposer les résultats de leurs travaux les plus récents devant un public de chercheurs, de professeurs et d'étudiants. Plusieurs universités et institutions ont accueilli à tour de rôle les conférenciers et participé à l'organisation de ces rencontres : l'université de Pékin, l'université Tsinghua, l'université normale de Pékin, les Instituts d'histoire, d'archéologie et de sociologie de l'Académie des sciences sociales de Chine, l'Institut d'histoire des sciences de l'Académie des sciences, la Bibliothèque nationale. Afin de diffuser plus largement ces interventions, nous avons entrepris leur publication, en français et en chinois.

À l'occasion du départ à la retraite de Monsieur Pierre-Étienne Will, professeur au Collège de France (chaire d'Histoire de la Chine moderne, 1991-2014), ce cahier reproduit une conférence qu'il a prononcée en-dehors du cycle HAS. Historien spécialiste de la Chine impériale tardive (XIV^e-XX^e siècles), l'auteur s'intéresse entre autres au fonctionnement de l'appareil d'Etat de la monarchie bureaucratique chinoise sous les dynasties Ming (1368-1644) et Qing (1644-1911). À travers ses nombreux travaux, il a activement contribué au renouvellement du champ de l'histoire sociale, institutionnelle et politique de la Chine impériale tardive au cours des dernières décennies. S'intéressant ici à la riche tradition de médecine légale chinoise, il met en lumière un des aspects importants de l'activité judiciaire des fonctionnaires territoriaux de l'empire. Par la confrontation des matériaux juridiques normatifs, des recueils d'affaires judiciaires et des autobiographies professionnelles de certains magistrats, il brosse un tableau détaillé des procédures et de la pratique médicolégales sous les Qing. Ainsi, malgré les côtés déplaisants et même pénibles de la conduite des autopsies que ne manquent pas de souligner les sources, l'auteur montre dans cet exposé lumineux que ce domaine encore méconnu et pourtant essentiel du processus judiciaire chinois pré-moderne a vu fleurir au fil du temps un corpus de savoirs spécialisés qui a continué d'être perfectionné jusqu'à la fin de l'empire, et même au-delà.

Entre routine bureaucratique et passion du métier Sur la pratique médicolégale en Chine à l'époque des Qing

Pierre-Étienne Will

Comme tant d'autres choses en Chine, la médecine légale peut se prévaloir d'une très longue histoire. Certains documents administratifs découverts dans des tombes révèlent que les fonctionnaires locaux du début de l'ère impériale, sous les dynasties des Qin (221-206 av. J.-C.) et des Han (206 av. J.-C.-220 ap. J.-C.), pratiquaient déjà l'examen systématique des victimes d'homicides ou des personnes mortes dans des circonstances peu claires dans le but de déterminer les causes exactes du décès. À vrai dire nous en savons assez peu sur les principes, les techniques et les règlements qui régissaient la médecine légale en Chine à cette époque, et de même pendant les siècles suivants, ce qu'on est convenu d'appeler l'époque médiévale. En revanche la situation change du tout au tout avec la dynastie des Song (960-1269). Il est clair alors que la pratique médicolégale a atteint un niveau élevé de sophistication ; et si on peut l'affirmer, c'est sur la foi du premier manuel de médecine légale qui nous ait été conservé, le *Xiyuan jilu* 洗冤集錄 (« Textes réunis pour laver les injustices »). Song Ci 宋慈 (1186-1249), son auteur, était un fonctionnaire judiciaire de la fin des Song du Sud, et la préface qu'il a donnée à son œuvre date de 1247. Comme l'indique son titre, et comme le confirme sa préface, le *Xiyuan jilu* tirait une partie de sa substance de textes plus anciens, aujourd'hui perdus. On considère en général que la procédure suivie pour les autopsies à l'époque des Qing, qui nous concerne ici, tout comme les formulaires et les diagrammes utilisés pour rendre compte des observations faites, remontent à l'époque des Song du Nord (960-1127) et ont été mis au point sous les Song du Sud¹.

Des recensions variées du *Xiyuan jilu* ont circulé pendant les siècles suivants, portant la plupart du temps le titre *Xiyuan lu*, ainsi qu'un certain nombre d'ouvrages portant d'autres titres mais s'inspirant largement de la même source ; deux d'entre ces ouvrages sont parvenus jusqu'à nous, dont les titres parlent non plus de « laver les injustices » (*xiyuan*), mais de les « aplanir » (c'est le *Pingyuan lu* 平冤錄), voire de les « supprimer » (le *Wuyuan lu* 無冤錄). Tous ces textes jouissaient d'une autorité pratique ; en revanche ils n'avaient aucune autorité légale. La situation changea du tout au tout sous la dynastie des Qing (1644-1911) avec l'apparition d'une recension officielle du *Xiyuan lu*, compilée en 1742 par le ministère de la Justice et dénommée *Lüli guan jiaozheng Xiyuanlu* 律例館校正洗冤錄 (« Le *Xiyuan lu* revu et corrigé par le bureau du Code »)². À partir de là, les fonctionnaires furent

¹ Telle était en tout cas l'opinion du grand juriste chinois Xue Yunsheng (1820-1901) : cf. son *Tang Ming lü hebian*, p. 805-806. On ne trouve pas dans le code des Tang (618-906) d'article correspondant directement à l'article « Ne pas être exact dans l'examen des blessures d'un cadavre » du code des Ming et des Qing, dont il va être question dans un instant. L'expression « Ne pas être exact dans un [rapport d']autopsie » se rencontre cependant dans l'article 384 du *Tanglü shuyi* 唐律疏議 (653), juan 25, consacré aux maladies, aux blessures et aux décès simulés.

² La compilation de la version officielle du *Xiyuan lu* sous les Qing est généralement datée de 1694 dans les travaux relatifs à la question, bien qu'il n'existe aucune source confirmant cette date. Chen Chongfang a montré de façon convaincante que 1742 est la date la plus vraisemblable. Voir son étude « Qing *Lüli guan*

tenus de suivre exclusivement cette recension officielle, à laquelle était attribuée une autorité égale à celle du Code pénal, dans la rédaction des rapports d'autopsie et des propositions de jugement s'appuyant sur eux qu'ils devaient adresser à leur hiérarchie.

Pourtant, même si cette recension officielle semblait figer les choses, les érudits et les praticiens — c'étaient souvent les mêmes personnes — n'en ont pas moins continué jusqu'à la fin de l'empire, et au-delà, de perfectionner et de faire évoluer le corpus de connaissances sur lequel reposait la médecine légale en Chine. Un bon nombre de ces améliorations ont été incorporées à des éditions privées du *Xiyuan lu* dans lesquelles le texte officiel était enrichi de diverses sortes de commentaires, d'additions, d'annotations et de cas judiciaires donnés en exemple. Ces éditions privées, dont la majorité dérivent d'un ouvrage intitulé *Xiyuan lu jizheng* 洗冤錄集證 (litt. « le *Xiyuan lu* avec commentaires réunis »), se sont multipliées pendant toute la durée du XIX^e siècle ; elles témoignent d'un intérêt persistant et actif pour les problèmes de médecine légale de la part, à tout le moins, d'une partie des fonctionnaires concernés³.

Cela étant, les pages qui suivent ne sont pas consacrées à la médecine légale chinoise traditionnelle en tant que *science* — elles ne cherchent pas à élucider la nature de cette science ou à en décrire le développement. C'est à la *pratique médicolégale* qu'elles s'intéressent, en tant qu'élément de la procédure judiciaire et, surtout, en tant que tâche administrative incombe directement, comme tellement d'autres, aux fonctionnaires locaux, autrement-dit à ceux qu'on a coutume de nommer les « magistrats »⁴. Avec quel sérieux et avec quel degré de compétence s'acquittaient-ils de cette tâche particulière, une tâche qu'en dehors de quelques circonstances strictement délimitées par la loi il leur était interdit de déléguer à quiconque ? Il ne manquait à vrai dire pas de raisons pour les détourner d'y attacher trop d'importance. La science médicolégale et les techniques d'autopsie ne faisaient pas normalement partie de leur formation, et il était tentant de laisser tout cela aux agents subalternes spécialisés et fort peu considérés appelés « agents légistes »⁵. De toute façon, l'examen des cadavres (ou

jiaozheng *Xiyuan lu* xianguan wenti kaozheng ». Je remercie Xie Xin-zhe pour avoir attiré mon attention sur ce travail.

³ La première édition du *Xiyuan lu jizheng* date de 1796, mais elle ne semble pas avoir été préservée. Plusieurs recensions enrichies à chaque fois de matériaux nouveaux ont été publiées au cours des décennies suivantes. Ces éditions augmentées, dont la première a été imprimée en 1813, portent des titres dans lesquels le titre original s'augmente de préfixes et de suffixes variés, par exemple *chongkan* 重刊 (« nouvelle édition »), *zengding* 增訂 (« édition augmentée »), *buzhu* 補注 (« avec annotations supplémentaires »), etc. Pour plus de détails sur l'histoire du texte du *Xiyuan lu*, voir Will, « Developing Forensic Knowledge through Cases in the Qing Dynasty », p. 69-75, et plus particulièrement « Forensic Science and the Late Imperial Chinese State ».

⁴ Ou « sous-préfets », puisqu'ils étaient à la tête de circonscriptions que nous avons coutume d'appeler les sous-préfectures — ordinaires (*xian* 縣) ou supérieures (*zhou* 州) —, dépendant des préfectures (*fu* 府). Le choix du mot « magistrat », courant en français ou en anglais pour désigner les sous-préfets chinois, s'explique par le fait qu'une grande partie de leurs fonctions était de nature judiciaire.

⁵ “Agent légiste” est la traduction que je propose pour le terme chinois *wuzuo* 仵作 ; elle est calquée sur le terme « médecin légiste », courant en français, mais que l'on ne peut employer ici car, même si certains d'entre eux semblent avoir eu de bonnes connaissances médicales, les *wuzuo* n'étaient en aucun cas considérés comme des médecins. La traduction usuelle dans les travaux en anglais est *coroner*.

celui des blessures de victimes ayant survécu à une agression) n'était jamais une activité très plaisante, d'autant que bien souvent il fallait en plus de cela affronter une troupe bruyante de témoins, de parents des parties en cause, ou même de simples badauds, tous prompts à contester les observations que l'agent légiste « criait » au fur et à mesure au fonctionnaire et que celui-ci était censé vérifier en personne [Fig. 1]. Enfin, comme les autopsies devaient être faites *in situ*, elles obligeaient souvent le fonctionnaire à des déplacements pénibles dans des villages éloignés et causaient beaucoup de pertes de temps.

Et pourtant, les autopsies étaient un maillon essentiel de la procédure criminelle. Il s'agissait d'autant moins d'y procéder à la va-vite qu'elles étaient encadrées par un ensemble de règlements détaillés et très contraignants. Lorsqu'elles étaient révélées, les irrégularités et les erreurs (délibérées ou non) pouvaient entraîner des conséquences graves pour le fonctionnaire en charge d'une affaire. Le danger existait donc que, pour éviter de futurs problèmes, les magistrats — sur qui retombaient en premier lieu les enquêtes criminelles — se préoccupent d'abord et avant tout de *maintenir les formes* ; autrement dit, qu'ils s'appliquent à transmettre à leur hiérarchie des dossiers bien ficelés, montrant que les règles avaient été strictement respectées, ne présentant aucune contradiction entre le rapport d'autopsie et les aveux et les témoignages, et par conséquent ne risquant pas d'être rejetés — plutôt que de chercher à établir à tout prix la vérité sans craindre d'affronter les difficultés et les incertitudes, et tout en respectant scrupuleusement les règlements.

Les attitudes et les comportements qu'on observe dans la pratique — c'est-à-dire dans les sources judiciaires proprement dites, par opposition aux textes théoriques ou normatifs — reflètent ces contraintes et à ces inquiétudes. Les choses variaient évidemment beaucoup en fonction des individus et des circonstances. Il ne manque pas de textes déplorant que les magistrats n'accordent pas vraiment d'importance aux autopsies, que non seulement ils sont d'une grande ignorance en matière de science médicolégale mais qu'en outre ils répugnent à s'impliquer personnellement dans les aspects les plus physiques de l'examen des victimes, et qu'en conséquence ils sont prêts à accepter toute conclusion dont ils pensent qu'elle leur permettra d'éviter les complications. D'un autre côté, la littérature spécialisée qui s'est accumulée autour du *Xijuan lu*, de façon particulièrement remarquable au XIX^e siècle, révèle l'existence, parmi les fonctionnaires et leurs conseillers techniques (ou « secrétaires privés », *muyou* 幕友), d'un cercle d'enthousiastes de la science médicolégale qui non seulement ont su développer celle-ci bien au-delà des limites imposées par la recension officielle de 1742, mais en outre n'avaient de cesse de rappeler qu'une administration appropriée de la justice est inconcevable sans l'implication directe et, surtout, compétente des fonctionnaires dans la pratique médicolégale, quelles que soient les difficultés techniques rencontrées⁶.

Tel est l'éventail d'attitudes que je me propose ici d'examiner plus en détail. Sur le papier, et quoi que l'on puisse penser de la valeur scientifique de la médecine légale traditionnelle des Chinois, les institutions relatives à son application apparaissent d'une précision et d'une rigueur exemplaires. En outre, comme je l'ai déjà noté, elles occupaient une place cruciale au sein du processus judiciaire. Ce qu'on attendait des autopsies, c'était qu'elles contribuent à établir *les faits*, donc à punir les criminels sans commettre d'injustices,

⁶ Sur tous ces points voir Will, « Developing Forensic Knowledge », p. 74-75, 77-78.

en mettant en évidence des preuves irréfutables, ou au moins en réduisant le plus possible la marge d'incertitude. Pour reprendre les termes d'un des grands commentateurs du Code pénal à la fin des Ming, Wang Kentang 王肯堂 (1549-1613), dont l'influence est restée grande sous les Qing, les deux piliers de l'enquête criminelle sont l'autopsie et l'interrogatoire du coupable et des témoins ; or, alors que le coupable et les témoins peuvent très bien s'entendre entre eux ou revenir sur leurs déclarations, les lésions visibles sur un cadavre sont des données objectives qu'il est beaucoup plus difficile de trafiquer⁷. En outre, les règles présidant aux autopsies étaient conçues de façon à garantir les meilleures conditions possibles pour obtenir des résultats fiables.

Cela étant, il est clair que dans la réalité les choses ne se passaient pas toujours de façon idéale : les conséquences de la faiblesse humaine et celles des insuffisances professionnelles étaient impossibles à éviter, les difficultés du terrain pouvaient être redoutables, et le poids de la routine bureaucratique contribuait à limiter l'efficacité et la fiabilité des autopsies. Il est indispensable d'évaluer ces facteurs négatifs de façon aussi précise et concrète que possible si l'on souhaite dépasser les généralités et ne pas se contenter des dénonciations habituelles ; et il faut en faire de même en ce qui concerne les efforts de l'appareil d'État et de certains fonctionnaires particulièrement motivés pour en limiter les effets. C'est donc ce que je tenterai ici, même si ce ne peut être que de façon relativement sommaire.

J'ajoute que la situation sous les Qing est d'autant plus intéressante à étudier que jamais la pratique des autopsies n'avait été prise aussi sérieusement et n'avait été soumise à de telles exigences réglementaires. En outre, autant que je puisse en juger, cette situation est documentée de façon beaucoup plus précise qu'à n'importe quelle autre époque. Dans ce qui suit je m'intéresserai d'abord aux textes qui régissaient officiellement la pratique médicolégale et aux difficultés qu'ils révèlent. La section la plus longue de cet essai examinera ensuite un certain nombre d'affaires livrant des exemples concrets de ces difficultés et de leurs effets sur l'application effective des règles. Pour finir, je citerai deux témoignages autobiographiques, le premier émanant d'un fonctionnaire local extrêmement réputé de la fin du XVIII^e siècle dont la carrière a été interrompue par un conflit avec ses supérieurs tournant, précisément, autour d'une affaire d'autopsie, le second venant d'un de ses collègues du début du XIX^e siècle, lui aussi considéré comme un modèle dans la profession, et de plus visiblement ravi de raconter ses expériences médicolégales.

1. L'examen médicolégal dans le Code pénal et dans la réglementation administrative

Le seul article du Code pénal des Qing traitant spécifiquement des autopsies est l'article 412, dont le titre est « Ne pas être exact dans l'examen des blessures d'un cadavre » (*Jianyan shishang bu yi shi 檢驗屍傷不以實*)⁸. Si l'on fait abstraction des notes en petits caractères

⁷ Voir Wang Kentang, *Da Ming lü fuli jianshi*, 28/25b. Deux adaptations successives du commentaire de Wang Kentang ont été publiées au début des Qing ; les commentaires plus tardifs du Code des Qing reconnaissent son influence et le citent fréquemment.

⁸ L'expression *bu yi shi* peut également être comprise « ne pas être sincère ». C'est probablement ainsi qu'il

insérées en 1646, qui lui enlèvent quelque peu de sa concision, cet article est identique à l'article 436 du Code des Ming. À la fin des Qing, il était complété par vingt-et-un articles additionnels⁹. La version un peu plus verbeuse proposée dans le Code des Qing se traduit comme suit :

Dans tous les cas d'examen préliminaire des blessures d'un cadavre par les autorités, si après avoir reçu son ordre de mission le fonctionnaire en charge invoque des prétextes pour temporiser au lieu de faire procéder immédiatement à l'examen, laissant au cadavre le temps de s'altérer ; ou si, bien qu'il fasse procéder immédiatement à l'examen, il ne se rend pas en personne sur le lieu où se trouve le cadavre pour superviser lui-même l'autopsie, mais délègue la tâche à des secrétaires ou à des sbires qui augmenteront ou diminueront le nombre et la gravité des blessures comme il leur plaît ; ou encore, si les fonctionnaires en charge de l'examen préliminaire et de l'autopsie de contrôle se rencontrent et s'entendent sur le contenu du rapport ; ou si un fonctionnaire, bien qu'étant allé en personne superviser l'autopsie, ne procède pas à l'examen avec soin, change certaines choses (par exemple, il écrit « tête » au lieu de « cervelle », etc.), mélange ce qui est important et ce qui ne l'est pas (par exemple, il mentionne une blessure légère comme « grave », ou vice-versa, etc.), augmente ou diminue (par exemple, s'il y a beaucoup de lésions il dit qu'il y en a peu, ou s'il y en a quelques-unes il dit qu'il n'y en a aucune, etc.), si bien que le rapport sur les blessures subies par la victime est inexact et que la détermination des points létaux est faite de telle sorte que les causes de la mort ne sont pas claires ; [dans tous ces cas], le fonctionnaire en titre sera puni de soixante coups de bâton lourd, le fonctionnaire supérieur qui a participé à (la seconde) autopsie sera puni de soixante-dix coups, et les fonctionnaires subalternes seront punis de quatre-vingts coups. L'agent légiste et les autres exécutants qui auront transmis des observations inexactes ou se seront entendus [avec les fonctionnaires] sur le contenu du rapport d'autopsie subiront la même peine que les fonctionnaires subalternes, à savoir quatre-vingts coups. Si par suite des déclarations inexactes des fonctionnaires et de l'agent légiste le châtiment [du coupable] est aggravé ou allégé [par rapport à ce qu'il devrait être], ils seront punis pour « aggravation ou diminution d'une sentence par négligence », avec une réduction de cinq degrés si la sentence a été diminuée et de trois degrés si elle a été aggravée.

Si les fonctionnaires ou le responsable d'autopsie ont accepté des pots-de-vin et ont été délibérément insincères dans le rapport d'autopsie, avec pour effet d'aggraver ou d'alléger la sentence, ils seront punis pour « aggravation ou diminution délibérée d'une sentence ». Si la peine entraînée par le montant du pot-de-vin excède celle entraînée par l'aggravation ou la diminution délibérée d'une sentence, chacun des coupables subira la sentence la plus lourde pour « subversion de la loi », calculée en fonction du montant du pot-de-vin. Ceci ne concerne que ceux qui se seront laissés corrompre pour faire un rapport d'autopsie inexact ; ceux qui n'étaient pas au courant du complot seront néanmoins punis pour « aggravation ou diminution d'une sentence par négligence ».

Cet article mentionne la plupart des abus dus à la négligence ou commis dans une intention délibérée régulièrement dénoncés par les auteurs évoquant la façon dont les autopsies étaient pratiquées : les retards induits qui laissent au cadavre le temps de se décomposer et compromettent par là-même la fiabilité de l'examen ; l'abandon des

faut l'entendre dans le code des Tang, car elle apparaît dans des articles traitant de fraudes et de fausses déclarations.

⁹ Pour la numérotation des articles principaux et additionnels dans le Code des Qing (i.e., le *Da Qing lüli* promulgué en 1740 pour ce qui concerne les articles principaux), nous suivons le *Duli cunyi* de Xue Yunsheng dans l'édition réalisée par Huang Jingjia ; pour celle des articles du Code des Ming nous suivons la traduction de Jiang Yonglin, *The Great Ming Code*.

opérations à des subalternes peu sûrs ; les ententes entre fonctionnaires supposés se contrôler mutuellement¹⁰ ; les négligences conduisant à des erreurs dans l'établissement du rapport d'autopsie ; et enfin, la falsification délibérée des résultats d'une autopsie en échange de pots-de-vin.

Ce dernier point est séparé du reste dans le texte de l'article : il s'agit en effet de faits de corruption, autrement dit de comportements criminels, et non pas de simple fautes professionnelles comme tout ce qui est énuméré dans la première partie du texte — des fautes graves, certes, puisqu'elles entraînent des peines de bastonnade, même pour les fonctionnaires en titre¹¹, mais sans qu'il y ait aucune « subversion de la loi » (*wangfa* 杢法). La distinction entre les deux est bien mise en évidence par Shen Zhiqi dans son *Da Qing lü jizhu*, le commentaire le plus influent du Code des Qing : pour lui, les irrégularités mentionnées dans le premier paragraphe de l'article, qu'il définit comme des « délits dans l'exercice des fonctions » (*gongzui* 公罪), n'impliquent aucune *intention* de faire le mal (*fei youyi* 非有意), alors que par définition accepter un pot-de-vin implique bel et bien une telle intention¹².

¹⁰ Les autorités supérieures ordonnaient qu'il soit procédé à une deuxième autopsie (*fujian*), confiée à un fonctionnaire différent, lorsqu'elles constataient des contradictions ou des invraisemblances dans le rapport d'enquête du magistrat (lequel incluait le rapport d'autopsie aussi bien que les aveux et les témoignages qu'il avait recueillis), ou lorsque les parents de la victime contestaient ses conclusions et faisaient appel auprès des tribunaux supérieurs, jusqu'à la capitale dans certains cas. On ne pouvait en théorie procéder qu'à deux autopsies (cf. le précédent de 1675 reproduit dans l'édition 1899 du *Da Qing huidian shili*, 125/1a, ainsi que l'article additionnel 412/03 du code des Qing). Cependant l'on rencontre des cas où l'on en faisait trois de suite, voire plus (cf. les exemples donnés à la fin de cet essai). La plupart du temps la seconde autopsie, qui avait lieu après un délai parfois fort long, devait s'effectuer sur des restes décomposés, surtout lorsque le corps de la victime devait être extrait de son cercueil ; il fallait alors examiner les ossements, qu'on soumettait à diverses manipulations afin de faire apparaître les traces de lésion. D'après la majorité des auteurs, ce second type d'autopsie était appelé *jian* 檢, par opposition à l'examen externe du cadavre, appelé *yan* 驗. En réalité l'utilisation de ces deux termes semble avoir été fort peu rigoureuse. À en croire Wan Weihan, un conseiller technique extrêmement prolifique à qui l'on doit notamment un commentaire influent du Code pénal, le *Da Qing lüli jizhu*, « les anciens disaient *jiayan* dans tous les cas. Aujourd'hui, l'examen [externe] des cadavres est appelé *xiayan*, alors que lorsqu'on brise et qu'on fait bouillir [les ossements] on dit *jiayan* » (cité in *Da Qing lüli quanzuan jicheng*, juan 31, commentaire de l'article 412). En réalité on trouve partout dans les textes d'époque Qing le mot *jiayan* avec le sens général d'« autopsie », quelle qu'en soit la forme. Et dans son commentaire à l'article 436 du Code des Ming, Wang Kentang (cf. note 7 ci-dessus) use du mot *jian* aussi bien pour la première que pour la seconde autopsie (respectivement *chujian* 初檢 et *fujian* 覆檢).

¹¹ C'était du moins le châtiment stipulé par le Code, mais en tant que fonctionnaires les coupables avaient la possibilité de payer une amende à la place. Celle-ci s'ajoutait à diverses sanctions administratives décidées par le ministère de la Fonction publique, telles que la rétrogradation, les retenues sur salaire, les transferts de poste, le renvoi pur et simple, etc.

¹² Cf. Shen Zhiqi, *Da Qing lü jizhu*, 28/1032-1034. Les remarques de Shen Zhiqi se répartissent entre un commentaire placé à la suite de chacun des articles du Code pénal (*lühou zhu* 律後註), dont il offre une sorte d'amplification accompagnée de quelques explications, et un commentaire imprimé dans la partie supérieure de la page (*lüshang zhu* 律上註), qui fournit d'autres explications ainsi que diverses considérations d'ordre théorique et historique, discute les interprétations des commentateurs précédents, etc. En 1746, un certain Hong Hongxu 洪弘緒 publia une version révisée du commentaire de Shen Zhiqi qui tenait compte des changements introduits dans le texte du code par les versions promulguées sous les empereurs Yongzheng et

Ce sont ces « délits dans l'exercice des fonctions » (ou ces fautes professionnelles) qui m'intéressent au premier chef, plutôt que les faits de corruption proprement dits, car ils concernent spécifiquement les activités médicolégales des administrateurs impériaux, auxquelles est consacrée la présente étude, et renvoient directement aux problèmes structurels de comportement professionnel et d'application des règles qui en étaient inséparables. Les autopsies, je l'ai dit, étaient un maillon crucial de la procédure criminelle ; mais c'était aussi un maillon faible en raison non seulement des problèmes de comportement administratif mentionnés à l'instant, mais encore des difficultés techniques inhérentes à l'examen médicolégal et à l'interprétation des résultats, sans parler de la propension des justiciables à mettre en cause ces résultats, tant les enjeux étaient considérables en termes de détermination des responsabilités légales et de décision sur les peines.

Il y avait aussi les problèmes objectifs de temps et d'éloignement. Comme on l'a vu, le magistrat était tenu d'aller examiner la victime en personne aussitôt qu'un homicide ou un décès suspect lui avait été signalé¹³. Tous les commentateurs du code pénal et tous les auteurs de manuels d'administration rappellent avec la plus extrême insistance que pour offrir toutes les garanties de fiabilité l'examen médicolégal doit être effectué dans les plus brefs délais, sans même attendre qu'on en ait reçu formellement l'ordre : si l'on procède ainsi, en effet, le cadavre sera parfaitement préservé et les marques externes permettant de déterminer sans ambiguïté la cause du décès seront parfaitement visibles. En outre, si l'on procède rapidement les personnes impliquées n'auront pas le temps de s'organiser, de falsifier les autres preuves ou de préparer un scénario qu'elles essaieront d'imposer au magistrat, voire de soudoyer le responsable d'autopsie pour qu'il transmette au magistrat des conclusions qui les arrangent. Or, les homicides ne surviennent pas toujours dans les environs immédiats du siège de l'administration, et dans certaines sous-préfectures les villages les plus reculés se trouvent à des distances considérables et peuvent être extrêmement difficiles d'accès. En outre, il arrive que lorsqu'un homicide est signalé à ses bureaux le magistrat ait dû s'absenter pour s'occuper de quelque autre tâche administrative — voire, comme cela arrive parfois, d'une autre autopsie —, ou qu'il ait été envoyé ailleurs dans la province remplir quelque mission spéciale. Du coup, les délais s'accumulent et l'examen de la victime risque de devenir de plus en plus difficile à accomplir de façon satisfaisante et sans encourir la contestation des parties en présence ou le rejet des autorités supérieures.

Ces problèmes tiennent une grande place dans les articles additionnels annexés à

Qianlong ; cette nouvelle version fut à nouveau révisée en 1755, et c'est cette dernière mouture qui semble avoir eu la plus large circulation. Les citations du commentaire de Shen Zhiqi occupent une place importante dans les innombrables éditions commentées du Code des Qing publiées à la fin du XVIII^e et au XIX^e siècle.

¹³ Remarquons que la règle était un peu différente lorsqu'un individu avait été blessé dans une rixe mais était toujours en vie : le magistrat était tenu d'examiner les blessures en personne si l'incident s'était produit dans la ville où il avait son siège où dans les faubourgs, ou alors s'il s'agissait d'une sous-préfecture classée « facile à administrer » (*shijian zhoushian* 事簡州縣), autrement dit avec une charge de travail modérée. Dans les autres cas le magistrat était autorisé à déléguer un magistrat-adjoint (*xiancheng* 縣丞) ou un officier de police (*xunjian* 巡檢), mais c'était encore à lui qu'il incombaît de vérifier la liste des blessures et d'envoyer un rapport à ses supérieurs. Cf. *Da Qing huidian shili*, 851/4a (précédent de 1736).

l'article 412 du Code des Qing, qui dans leur majorité ont été codifiés au XVIII^e siècle, sous les règnes de Yongzheng (1723-1735) et de Qianlong (1736-1795). Plusieurs d'entre eux portent sur certaines situations dans lesquelles un magistrat est empêché de procéder à une autopsie immédiatement et en personne, soit parce qu'il est en déplacement, soit parce que la distance est trop grande. Ainsi, l'article 412/05 (codifié en 1735, révisé en 1740) prévoit que, si le site d'un homicide est proche de la frontière avec une sous-préfecture voisine, il est permis de demander au magistrat de cette sous-préfecture d'aller procéder à l'autopsie ; de même, si l'homicide a eu lieu dans une zone éloignée et montagneuse qui ne peut être atteinte en une seule journée, la possibilité est réservée de déléguer l'autopsie à un magistrat-adjoint ou un préfet-adjoint (*tongzhi* 同知) dont le siège est plus proche. Mais dans tous les cas le rapport d'autopsie devra être remis au magistrat en titre, qui devra le valider, puisque aussi bien c'est lui qui aura à juger l'affaire¹⁴.

D'autres articles additionnels affinent encore ces règles. Par exemple, l'article 412/10 (qui date de 1747) traite des préfectures et des sous-préfectures du Sichuan, du Guizhou, et d'autres régions comparables par leur environnement, ne possédant pas de fonctionnaire adjoint : si le magistrat n'est pas disponible, il est permis de confier l'autopsie à un fonctionnaire subalterne (*zazhi*), comme par exemple le chef de prison (*dianshi* 典史) ou le greffier (*jingli* 經歷), mais non le rapport final : le fonctionnaire subalterne remplira la « liste des blessures » standard (*shangdan* 傷單), mais le magistrat devra ensuite la vérifier et en porter lui-même les indications sur le diagramme type représentant la forme d'un cadavre (*shitu* 尸圖), qu'il joindra à son rapport sur le cas en question [Fig. 2]. L'article 412/11 (datant de 1753) traite également de situations dans lesquelles il est permis de déléguer une autopsie à un fonctionnaire subalterne, soit quand le magistrat est absent et qu'il n'y a pas de magistrat adjoint dans la ville sous-préfectorale, soit quand le fonctionnaire subalterne est posté dans une localité plus proche du lieu de l'homicide ; comme ailleurs, le but est de procéder le plus rapidement possible : lorsque même les fonctionnaires subalternes disponibles sont trop éloignés du site de l'homicide, il reste encore la possibilité d'envoyer le chef local de la police (*xunjian*). Mais dans de tels cas le magistrat (ou à défaut un magistrat voisin) est requis d'aller procéder lui-même à une seconde autopsie (*fujian* 覆檢) pour vérifier les résultats de celle qui a été effectuée par ses subordonnés. Il est vrai qu'un autre article additionnel (412/17, datant de 1776) le dispense de cette obligation, mais c'est alors dans un contexte très particulier : il s'agit de la province excentrée et montagneuse du Guizhou, et seulement dans les périodes de très grande chaleur, pendant lesquelles les agents subalternes qui ont procédé à l'autopsie sont autorisés à inhumer le cadavre tout de suite après avoir dressé la liste de ses blessures, puisque dans tous les cas il se serait déjà décomposé le temps que le magistrat arrive sur les lieux¹⁵. Déléguer une autopsie à un fonctionnaire adjoint posté loin du siège de l'administration sous-préfectorale est également

¹⁴ Dans son commentaire sur cet article additionnel, Xue Yunsheng (l'auteur du *Duli cunyi*) insiste sur le fait que déléguer l'autopsie à des fonctionnaires adjoints (*zuo'er* 佐貳), *a fortiori* à des fonctionnaires subalternes (*zazhi* 雜職), ne saurait être qu'un dernier recours.

¹⁵ Xue Yuncheng émet des réserves sur cet article additionnel en faisant remarquer qu'il existe d'autres endroits que le Guizhou où la chaleur la plus extrême peut régner.

autorisé au Guangxi (article 412/19, codifié en 1773, révisé en 1826 et 1827) ; ou à un fonctionnaire subalterne, cette fois dans trois sous-préfectures supérieures (*ting 廳*) du Fengtian — et là la distance est précisée : au moins 300 *li* (environ 150 kilomètres) (article 412/21, codifié en 1822 et révisé en 1827)¹⁶.

Il est un autre type de problème dont discutent plusieurs articles additionnels : quand peut-on se dispenser d'autopsie ? Ainsi, l'article 412/01 (qui remonte à 1585, sous les Ming, et a été révisé en 1725) énonce que dans les cas de suicide ou de mort de maladie dont certaines personnes intéressées affirment *a posteriori* qu'il s'agissait en réalité d'homicides, il n'y a pas de raison d'ordonner systématiquement une autopsie — et le commentaire de Xue Yuncheng précise que cela s'applique lorsque le suicide ou la mort naturelle avaient été dûment établis et que la personne avait été inhumée. De même, dans certaines circonstances bien délimitées la famille de la victime a la possibilité de demander une dispense d'autopsie et l'autorisation d'inhumer la victime immédiatement — en particulier lorsqu'il aurait été nécessaire de recourir à une autopsie invasive et d'examiner le squelette, par opposition à un simple examen externe [Fig. 3]. C'est ce que prévoit l'article 412/02, qui a sa source dans un décret du fondateur de la dynastie des Ming, l'empereur Hongwu (r. 1368-1398), et d'après lequel, lorsque la famille d'une personne qui s'est suicidée demande l'autorisation de l'inhumer, et que par ailleurs la mort n'a pas d'autre cause connue (*bie wu tagu 別無他故*), la dispense d'autopsie (*mianjian 免檢*) peut être accordée une fois que les circonstances ont été clairement établies ; et il en va de même lorsque la victime a été tuée par un voleur : une inspection visuelle du corps (*xiangshi 相視*) suffit¹⁷ ; et de même encore lorsqu'un prisonnier est mort de maladie malgré les soins prodigues et qu'il ne subsiste aucun doute sur la cause de son décès¹⁸.

Pour en venir à présent aux autopsies elles-mêmes, un certain nombre d'articles secondaires énoncent de façon plus ou moins précise les règles procédurales à suivre. Pour plus de détails sur ces points, cependant, et aussi pour mieux comprendre quand et comment ces règles ont été élaborées, il est nécessaire de se tourner vers le domaine proliférant des règlements et des précédents administratifs. Il existe en fait beaucoup de recouvrements entre les deux catégories de législation, la codification pénale et la réglementation administrative. Et l'une comme l'autre combine, de façon typiquement

¹⁶ Il existe un précédent daté de 1822 concernant le même problème dans une des trois sous-préfectures en question, celle de Changtu 昌圖, où les distances à parcourir jusqu'aux frontières les plus éloignées du siège de l'administration pouvaient atteindre 500 *li*, voire 1000 *li* lorsqu'il fallait aller procéder à une autopsie en territoire mongol, ce dont l'administration de Changtu avait la responsabilité : cf. *Shuotie bianli xinbian*, 48/44a-b. De même encore dans certains environnements très différents, comme par exemple trois localités du Fujian où étaient basés des magistrats adjoints et qui étaient très éloignées du siège de leurs magistrats respectifs ; cf. le précédent de 1741 cité in *Cheng'an huibian*, 26/37a-b.

¹⁷ Il faut comprendre que le voleur court toujours et n'a pu être identifié. Xue Yuncheng critique le contenu de cet article en remarquant que si le voleur finit par être arrêté l'on sera en présence d'un cas ordinaire d'homicide, et une autopsie aurait alors été requise.

¹⁸ En revanche l'autopsie est obligatoire si le prisonnier est mort à la suite de blessures qui lui auraient été infligées ; et elle est toujours obligatoire lorsqu'un prisonnier meurt non pas dans une prison régulière (c'est-à-dire attachée à une unité administrative), mais pendant un transfert sous escorte, ou lorsqu'il se trouvait dans un lieu de détention provisoire placé sous le contrôle d'agents subalternes.

chinoise, l'énoncé des normes et l'énumération des sanctions menaçant quiconque s'avise de les enfreindre¹⁹.

Outre le problème de savoir qui était habilité à se charger d'une autopsie, dont il a déjà été question, les règles de procédure portaient sur des points tels que l'interrogatoire du *dibao* 地保 (le responsable local qui faisait la liaison avec les bureaux de l'administration), des plaignants, du coupable et des témoins préalablement à l'autopsie, les délais autorisés, le nombre et le statut des assistants que le magistrat était autorisé à emmener avec lui, le financement du déplacement (la population locale n'était pas supposée avoir à payer quoi que ce soit), l'ordre suivi dans l'examen du cadavre (d'abord de face puis de dos, et chaque fois de haut en bas du corps), comment mesurer et décrire les lésions observées²⁰, la façon dont l'agent légiste devait « crier » (*bebao* 喝報) leur nature et leur emplacement et dont un secrétaire devait en prendre note, celle dont le magistrat devait vérifier ces informations en personne une fois l'examen terminé, comment s'y prendre avec les parents de la victime et les témoins invités à assister à l'autopsie, comment remplir les formulaires, et ainsi de suite. Tout cela a déjà été décrit dans divers travaux et il n'y a pas lieu ici d'entrer dans le détail.

On retrouve aussi, comme on peut s'y attendre, et de façon plus ou moins détaillée, ces diverses règles dans la plupart des manuels d'administration publiés à l'usage des magistrats²¹. Ce qu'y ajoutent au moins certains d'entre eux est la note personnelle. Même s'il s'agit par définition d'ouvrages destinés à enseigner à leurs lecteurs comment appliquer les règles de façon stricte, il arrive que leurs auteurs empruntent à leur propre expérience pour montrer de façon plus concrète comment on peut y parvenir en dépit des innombrables difficultés qu'on est sûr de rencontrer. De ce point de vue, le *Fubui quanshu* de Huang LiuHong, rédigé en 1694, imprimé pour la première fois en 1699 et réédité à de multiples reprises pendant toute la durée des Qing, est assurément l'un des plus intéressants. Outre que l'ouvrage compte parmi les plus longs et les plus détaillés de son genre — au point de tomber à l'occasion dans la verbosité —, Huang LiuHong est très porté à parler à la première personne et à s'exprimer, en quelque sorte, directement depuis le terrain. Le texte est riche en documents personnels et en récits des faits et gestes de l'auteur et abonde en notations concrètes sur les conditions particulièrement difficiles auxquelles Huang a été

¹⁹ Les normes ne sont pas nécessairement énoncées de manière « positive » (i.e. indépendamment des sanctions), en particulier dans les articles du code pénal ; mais elles ressortent toujours de l'exposé des sanctions. On trouve un nombre important de règlements administratifs relatifs aux autopsies dans la dernière édition des « institutions et précédents des Qing » (*Da Qing huidian shili*, 1899), aux *juan* 125 (où ils font partie des « règlements sur les sanctions administratives » [*chufan lu*], section « ministère de la Fonction publique) et 851 (faisant suite au texte de l'article 412 du Code pénal et de ses articles additionnels). Je n'aborde pas ici la question des réglementations particulières s'appliquant au territoire de la capitale, ou aux cas impliquant les membres des Huit bannières (l'organisation militaire spécifique à la dynastie mandchoue).

²⁰ L'article 412/08 (datant de 1747) prescrit de mesurer la longueur, la largeur et la profondeur des blessures avec les instruments de mesure officiels distribués par le ministère des Travaux publics.

²¹ Pour un examen détaillé de la place occupée par les problèmes de médecine légale dans les manuels pour fonctionnaires, voir Xie Xin-zhe, « Procedural Aspects of Forensics Viewed through Bureaucratic Literature in Late Imperial China ». Xie remarque qu'à partir du milieu des Qing les aspects procéduraux des autopsies dominent dans la plupart des manuels, les lecteurs étant renvoyés au *Xijuan lu* pour les aspects plus techniques.

confronté à Tancheng 鄣城, au Shandong, l'une des deux sous-préfectures qu'il a eues à administrer au début de sa carrière. Le *Fuhui quanshu* mérite d'être distingué, non seulement parce que l'ouvrage était considéré comme un classique à l'époque des Qing et qu'il a été beaucoup lu et beaucoup cité, mais aussi parce que son auteur possède une *voix* et une présence qu'on rencontre assez rarement dans ce genre de texte²². Et ces qualités sont également en évidence dans les quelques pages consacrées à l'enquête médicolégale²³.

2. Les autopsies dans la vie réelle

Huang LiuHong, comme il se doit, affirme qu'il procédait toujours dans les règles, et nous sommes obligés de le croire sur parole. Pourtant, comme je l'ai suggéré, tout le monde n'était pas aussi scrupuleux, et d'ailleurs il n'était pas toujours *possible* de faire exactement comme il était prescrit. Les exemples que je m'apprete à présenter vont nous donner à voir, à partir d'un certain nombre de cas concrets relevés dans les sources, l'éventail d'attitudes dont je parlais plus haut — du respect pointilleux de la procédure à la négligence, voire aux irrégularités délibérées.

Le respect des règles

Il est plus que probable en fait que la réglementation relative aux autopsies était très largement respectée, surtout dans les cas ne présentant pas de difficulté particulière — que ce soit pour l'établissement des faits à partir des aveux et des témoignages, pour celui du diagnostic médicolégal proprement dit ou pour la rédaction des rapports. Appliquer strictement les règles, et le faire publiquement, comme il était prescrit, réduisait le risque de voir une proposition de jugement rejetée par les autorités supérieures. De fait, assembler un dossier inattaquable, c'est-à-dire ne présentant aucune contradiction et dans lequel chaque mot et chaque détail contribue aux conclusions présentées en fin de parcours, était un art en soi, et les meilleurs praticiens de cet art étaient les conseillers juridiques employés par les fonctionnaires locaux, ces « secrétaires privés » (*muyou*) spécialistes du Code pénal et de la procédure qu'on appelait les *xingming shiye* 刑名師爺 (les « maîtres en matière judiciaire »). En réalité, tout le monde au sein de la hiérarchie administrative provinciale, et pas seulement les magistrats, avait intérêt à ce que les affaires judiciaires puissent être conclues de suite, c'est-à-dire sans rejet du dossier pour vice de forme ou argumentation insuffisante, donc sans avoir à procéder à de nouvelles investigations et, tout spécialement, sans avoir à effectuer une nouvelle autopsie dans des conditions qui ne pourraient qu'être plus difficiles que la première. Il était en particulier de l'intérêt de tous que les propositions de jugement

²² Dans les travaux de langue anglaise le *Fuhui quanshu* est le manuel d'administration le plus souvent cité, mais c'est en règle générale à partir de la traduction partielle, et pas toujours parfaitement sûre, qu'en a donné Djang Chu en 1984.

²³ Ces pages se trouvent dans la section consacrée aux homicides, 14/3b-7b. (Toutes les éditions du *Fuhui quanshu* sont paginées de façon identique.) L'une des correspondances administratives de Huang LiuHong reproduites dans l'ouvrage porte également sur des problèmes d'examen médicolégal.

transmises au gouvernement central par les autorités provinciales dans toutes les affaires capitales ne soient pas rejetées par les fonctionnaires du ministère de la Justice, dont on peut voir dans les compilations de « cas homologués » et de mémoires internes au ministère dont il sera question plus loin qu’ils avaient tendance à ne rien laisser passer.

J’ai présenté ailleurs une compilation de tels « dossiers inattaquables », publiée en 1838 à l’initiative du gouverneur général du Yunnan et du Guizhou, un certain Yilibu 伊里布, sous le titre *Xue'an chumo* 學案初模 (Modèles élémentaires pour s’initier aux affaires judiciaires)²⁴. L’idée était de faire circuler parmi les magistrats une sélection de cas extraits des archives provinciales du Yunnan de façon à leur montrer comment il convenait de procéder. Chacun des dossiers composant l’ouvrage est présenté dans sa quasi intégralité ; et si le formulaire type fournissant la liste des blessures et le diagramme représentant le corps de la victime, qui devaient être joints au dossier, n’y figurent pas, en revanche leur contenu est dûment noté dans le rapport d’autopsie que les magistrats devaient inclure dans le rapport préalable communiqué à leurs supérieurs (appelé *tongbao* 通報). Comme on peut le voir dans chaque dossier, le magistrat commence par indiquer qu’aussitôt après avoir été informé d’un homicide il s’est rendu sur place, accompagné uniquement — comme prescrit par le règlement — d’un agent légiste et d’un secrétaire du bureau judiciaire de la sous-préfecture²⁵. Puis il explique comment, après avoir fait porter le cadavre dans un endroit plat, « il a procédé à l’autopsie en présence de tous et conformément aux règles » (*duizhong rufa xiangan* 對眾如法相驗). Il cite les observations « criées » par l’agent légiste, dans l’ordre correspondant au formulaire standard ; et une fois cela fait, il ajoute dûment qu’il a « vérifié personnellement qu’il n’y avait pas de contradiction (i.e., avec les déclarations de l’agent légiste) » (*qinyan wuyi* 親驗無異), qu’il a comparé les blessures avec les objets qui les ont causées, qu’il a rempli les formulaires, et qu’il a « récupéré les garanties » (*qujie* 取結) au moyen desquelles les personnes concernées certifient qu’elles reconnaissent les résultats de l’autopsie. Autrement dit, il se protège à l’avance de toute accusation d’avoir bâclé la procédure. Le fait qu’on retrouve exactement les mêmes phrases type dans tous les dossiers suggère fortement que les magistrats étaient encouragés à faire passer dans leurs rapports une image routinière, pour ne pas dire ritualisée, de leurs fonctions médicolégales, de façon à bien montrer que la procédure se poursuivrait sans incident.

Or, cette représentation aseptisée de la procédure médicolégale, cette impression de parfaite adéquation entre le règlement et la pratique, ont de grandes chances d’être souvent trompeuses. Tout d’abord, il existe des descriptions moins formelles — j’en mentionnerai quelques-unes — qui permettent de se faire une idée plus réaliste de ce qu’était une autopsie, même conduite dans les règles. Le magistrat était parfois obligé de braver la

²⁴ Cf. Will, « Developing Forensic Knowledge », p. 76-77, 81. L’ouvrage présente vingt cas, classés par type de crime ; vingt autres ont été publiés en 1839 sous le titre *Xue'an chumo xubian* 續編. Pour une analyse extrêmement détaillée du raisonnement médicolégal figurant dans un cas extrait du *Xue'an chumo*, voir Daniel Asen, « Vital spots, Mortal Wounds, and Forensic Practice: Finding Cause of Death in Nineteenth-Century China ».

²⁵ Dans certains cas le magistrat précise la distance qu’il a eu à couvrir. Par exemple, dans le cas n° 12, l’endroit où le corps d’un homme mort de ses blessures doit être examiné se trouve à cinq relais postaux du siège de la sous-préfecture ; dans le cas n° 18 la distance indiquée est de 120 *li* (environ 60 km).

chaleur et les intempéries pour se rendre dans quelque localité perdue accompagné d'une poignée d'agents de rang subalterne, avant de se retrouver face au cadavre mutilé d'un individu mort depuis plusieurs jours et en piteux état, d'avoir à vérifier en personne les observations d'un agent légiste peu fiable ou ignorant, et d'être confronté à une troupe de parents et de témoins dont les déclarations n'étaient pas toujours aussi unanimes et accommodantes que l'affirment systématiquement les rapports reproduits dans le *Xue'an chumo*. En fait, même quand les circonstances n'étaient pas aussi pénibles, on a parfois l'impression que le rapport présenté par le magistrat était le résultat d'une négociation avec les personnes impliquées plutôt qu'une conclusion établie scientifiquement à partir de faits objectifs et indiscutables. Et même lorsqu'un cas paraissait clairement établi et dénué d'ambiguïté, on ne pouvait jamais être sûr qu'une des parties ne ferait pas appel, parfois des années plus tard, et les problèmes médicolégaux qu'il faudrait alors résoudre risquaient d'être quasiment insurmontables²⁶. Et il va de soi que tous les cas n'étaient pas clairement établis et dénués d'ambiguïté.

Les magistrats risquaient donc de rencontrer de réelles difficultés même s'ils appliquaient strictement les règles, et du coup ils pouvaient être tentés de trouver des failles réglementaires ou des raccourcis susceptibles de limiter les contrariétés et les désagréments de l'autopsie, voire d'y échapper complètement. On l'a vu, un certain nombre d'articles additionnels attachés à l'article 412 du code pénal cherchent à remédier aux situations dans lesquelles la règle d'or selon laquelle le magistrat est tenu d'aller immédiatement et en personne examiner le corps de la victime est difficile à appliquer, ou permettent même de l'ignorer. Il était tentant de se prévaloir de ces provisions plus qu'il n'était justifié, même si l'on encourrait le risque d'être censuré et sanctionné. Et au-delà, il y avait la négligence pure et simple, les complicités, voire la corruption. Il est impossible de savoir avec quelle fréquence de tels dysfonctionnements se produisaient — ou pour le dire autrement, dans quelle proportion les autopsies pratiquées dans la Chine des Qing à une époque quelconque se conformaient strictement aux règles et n'entraînaient aucune « injustice » (*yuan*) qui pût être imputée à ceux qui en étaient chargés. Les exemples d'irrégularités rencontrés dans les sources venaient au jour au cours des procédures de révision par les instances judiciaires supérieures, ou à la suite des plaintes de justiciables mécontents. Si leur analyse ne suffit pas à proposer une évaluation globale de la pratique médicolégale dans la Chine impériale tardive, elle aide en revanche à se faire une image plus réaliste et, surtout, plus contrastée de

²⁶ Les sources abondent en exemples d'appels émanant de justiciables qui affirment après coup — pas toujours pour des motifs désintéressés — que les conclusions de l'agent légiste et du magistrat étaient erronées. Pour citer un cas intéressant, on rencontre dans une affaire examinée en 1804 par le département du Sichuan (四川清吏司) au sein du ministère de la Justice un individu ayant fait appel contre des autopsies successives qui toutes établissaient de façon probante que sa fille s'était suicidée par noyade : d'après lui, son mari l'avait battue à mort et l'avait ensuite jetée dans une rivière. L'homme fut dûment puni pour avoir faussement accusé son gendre, mais le ministère n'en admit pas moins qu'il avait de bonne raisons d'éprouver des doutes : l'un des agents légitimes avait omis de mentionner un indice important, et un autre avait endommagé par négligence des ossements au cours de l'opération. L'un et l'autre furent dûment punis. Quant au magistrat, il fut déféré au ministère de la Fonction publique pour être sanctionné, encore que nous ne sachions pas ce qui lui était exactement reproché. Voir *Shuotie leibian*, 36/20a-21a.

la façon dont les fonctionnaires locaux assumaient leurs responsabilités médicolégales.

Sources

Il existe une source particulièrement commode pour identifier de tels exemples : c'est le corpus des affaires examinées et dans bon nombre de cas rejetées par le ministère de la Justice. Je ne parle pas ici de sources d'archives, mais bien de compilations se présentant comme des *ouvrages* et conservées aujourd'hui dans les bibliothèques. Dans certains cas les compilateurs se contentaient de collecter des documents diffusés par le pouvoir central par le canal de ce que les missionnaires ont appelé la *Gazette de Pékin*, c'est-à-dire le journal officiel du gouvernement (*dibao* 邸報, ou *jingbao* 京報), ou par tout autre moyen de communication bureaucratique : il s'agissait alors de documents publics, et les juges étaient autorisés à les citer comme précédents. Mais dans d'autres cas l'on rassemblait des documents inédits, recopiés dans les archives du ministère de la Justice ou dans celles des gouvernements provinciaux par des fonctionnaires ou par des conseillers techniques y ayant accès. Pour l'essentiel, et quelle que soit leur provenance, les documents ainsi reproduits sont soit des « cas homologués » (*cheng'an* 成案), autrement dit des jugements définitifs sanctionnés par un rescrit impérial, soit des notes internes du ministère de la Justice (*shuotie* 說帖) discutant sur certains points particuliers les propositions de jugement adressées au ministère par les gouverneurs provinciaux²⁷. Quoi qu'il en soit, ces ouvrages, dont le contenu couvre des périodes allant de quelques années à plusieurs décennies, commencent de paraître au début du XVIII^e siècle, et ils se multiplient considérablement dans le courant du XIX^e. Beaucoup ont été imprimés, mais on trouve également dans les fonds d'ouvrages rares des bibliothèques spécialisées un certain nombre de compilations restées à l'état de manuscrit²⁸. Toute cette littérature avait pour principal objet d'aider les fonctionnaires locaux et leurs assistants à se familiariser avec les conceptions juridiques et les types de raisonnement favorisés par le ministère, tout particulièrement lorsqu'il s'agissait de juger par analogie (*bizhao* 比照) et qu'il existait par conséquent une certaine marge d'interprétation.

Dans presque tous les cas les documents compilés sont classés dans l'ordre des sections et des articles du code pénal : chaque document est rattaché à l'article du code auquel son contenu renvoie principalement. On dispose dans un grand nombre de cas de tables des matières détaillées dans lesquels le contenu de chaque entrée est précisé, et les

²⁷ On trouve occasionnellement d'autres types de documents, par exemple des citations de précédents codifiés, ou encore des édits promulgués par l'empereur à l'occasion de telle ou telle affaire. Pour une liste détaillée de recueils de cas judiciaires, voir Wang Zhiqiang, « Case Precedent in Qing China », p. 327-333. Voir aussi les descriptions sous les titres correspondants in Will, *Official Handbooks and Anthologies*.

²⁸ J'ai eu pour le moment la possibilité d'examiner une cinquantaine de compilations de cas homologués et de notes ministérielles, publiées entre 1707 et 1902, mais il en existe d'autres. (Je ne compte pas ici les compilations spécialement consacrées aux Assises d'automne, qui forment une catégorie à part et dans lesquelles les cas sont résumés en quelques lignes.) On note une remarquable concentration de publications de ce genre dans les années 1830 et 1840, qui sont également un âge d'or pour les éditions commentées du *Xiyuan lu*. L'un des ouvrages les plus populaires et les plus cités, aujourd'hui encore, est le *Xing'an huilan*, qui date de 1834 et a connu plusieurs rééditions, et dont plusieurs suppléments ont été compilés par la suite.

marges centrales (l'équivalent du titre courant dans les ouvrages occidentaux) fournissent des indications telles que la section ou l'article du code auxquels correspond le contenu de la page, parfois la nature du cas traité, le nom du coupable, ou encore la province où l'affaire est survenue. Pour peu qu'on soit un peu familier de l'organisation du code pénal, tout cela facilite grandement la consultation rapide et la localisation des documents concernant un problème juridique donné²⁹. C'est ainsi que, dans le cas présent, j'ai consulté la section correspondant à l'article 412 du Code des Qing dans un certain nombre d'ouvrages de ce type. Même si cette sélection reste limitée, je crois qu'elle offre un panorama assez complet des problèmes susceptibles d'apparaître au cours de la procédure médicolégale. Je me suis également reporté à certaines éditions privées du Code des Qing, datant surtout du XIX^e siècle, dont les abondants commentaires imprimés au-dessus du texte du code proprement dit contiennent parfois des fragments de cas homologués ou d'autres types de données concernant les mêmes problèmes.

Négligences

Ces problèmes, quels sont-ils ? Le premier type, c'est la négligence pure et simple, ou à tout le moins l'attitude désinvolte de certains magistrats au regard de la réglementation présidant aux autopsies. On en trouve plusieurs exemples dans le *Dingli cheng'an hejuan*, une compilation du début du XVIII^e siècle rassemblant des édits impériaux et des règlements actuellement en application (*xianxing zeli* 現行則例) et les illustrant au moyen de cas judiciaires, le tout étant arrangé suivant l'ordre du code pénal. L'ouvrage couvre les quarante-cinq premières années du règne de l'empereur Kangxi (jusqu'en 1707), et plusieurs suites en ont été publiées. L'impression qu'on en retire est que pendant ces premières décennies de la dynastie des Qing les procédures n'étaient pas encore aussi systématisées et rationnalisées qu'elles le deviendraient sous les deux règnes suivants (ceux de Yongzheng et Qianlong), ce même si les principales règles présidant aux autopsies avaient été édictées depuis longtemps³⁰.

Ainsi nous parle-t-on d'un fonctionnaire qui ne s'est pas préoccupé de désigner un agent légiste pour l'assister dans l'examen du corps d'un individu poussé par les pressions qu'il avait subies (*weibi* 威逼) à se donner la mort en se pendant : il s'était contenté d'emmener un gardien de prison et avait transmis un rapport d'autopsie erroné³¹. Autre exemple :

²⁹ Dans quelques ouvrages les documents sont regroupés par années, mais à l'intérieur de chaque année ils sont classés dans l'ordre des articles du code.

³⁰ Par exemple, le mémoire d'un censeur approuvé par le ministère de la Justice en 1697 suggère qu'à cette époque on ne vérifiait pas systématiquement que l'arme supposée du crime coïncidait avec les blessures observées (*shangzhang xiangfu* 傷仗相符) ; l'auteur déplore également que dans certaines provinces on se dispense de spécifier les « points létaux » (*zhiming* 致命) dans le rapport d'autopsie — il devrait être obligatoire pour tout le monde de le faire. De fait, vérifier l'arme et spécifier les points létaux sont devenus des actes de routine au XVIII^e siècle. Voir *Dingli cheng'an hejuan*, 28/23a.

³¹ *Ibid.*, 28/22a. Les circonstances des affaires citées dans l'ouvrage sont souvent difficiles à reconstituer dans la mesure où les citations de documents se limitent aux fragments intéressant le problème discuté : dans le cas présent, il s'agit des sanctions encourues par le magistrat en question et par ses supérieurs qui ont omis

en 1690, un homicide survenu à Changyi 昌邑 (Shandong) au cours d'une bagarre est resté « caché » pendant une vingtaine de jours : le magistrat intérimaire n'a pas effectué la moindre autopsie et n'a envoyé aucun rapport, et son successeur a attendu encore trente jours avant de procéder à l'examen du cadavre et de rendre compte. Ses supérieurs étaient restés dans l'ignorance de l'affaire parce qu'ils n'avaient pas reçu de rapport préliminaire (*tongbao*) et qu'aucun parent de la victime n'était venu porter plainte. Les deux magistrats sont en conséquence cassés de leur charge³². Dans une autre affaire, datée de 1704, le magistrat de Yongxing 永興 (Hunan) a bien envoyé dans les délais son rapport sur le cas d'un individu battu à mort par son adversaire, mais c'est son supérieur, le magistrat de la sous-préfecture supérieure de Chenzhou 郴州, qui ne s'est pas préoccupé de demander que le dossier et les personnes impliquées soient remis à son *yamen* (*zhaojie* 招解) pour une nouvelle enquête. Une nouvelle autopsie a bien été ordonnée, nous est-il dit, mais le magistrat intérimaire à présent en charge de Yongxing s'est dispensé d'aller y procéder de suite sous prétexte qu'un parent du coupable « bloquait l'examen » (*lanjian* 拦檢), si bien que son rapport a subi un délai considérable. Le magistrat de Chenzhou est cassé de sa charge, et son collègue de Yongxing est rétrogradé et transféré dans un autre poste sur la base du règlement relatif aux fonctionnaires qui ne procèdent pas à la nouvelle autopsie dont ils ont été chargés³³. Une autre façon de prendre les règlements à la légère consistait à envoyer un officier militaire ou un fonctionnaire subalterne effectuer l'autopsie à sa place, alors que cela était interdit par un règlement de 1686³⁴. Ainsi, la même source mentionne un cas d'homicide survenu dans la sous-préfecture supérieure de Taizhou 泰州 (Jiangsu), où le magistrat s'est dispensé d'effectuer l'autopsie en personne et a envoyé le chef de la police (*limu* 吏目) à sa

de transmettre l'affaire. La raison pour laquelle celle-ci a fini par être soumise au ministère n'est pas précisée (peut-être s'agissait-il d'un appel). Curieusement, il est décidé que le magistrat sera sanctionné sur la base d'un règlement relatif aux magistrats qui font confiance aux déclarations mensongères des agents légitimes (cité *infra*, note 33), alors que dans ce cas particulier il n'y avait pas d'agent légitime.

³² *Ibid.*, 28/22a-b.

³³ *Ibid.*, 28/22b. Ce règlement, daté de 1670 et souvent cité, traite en fait de deux sujets différents. En voici le texte : « Les fonctionnaires en charge d'une autopsie qui font confiance à l'agent légitime et indiquent dans leur rapport qu'il n'y a pas de blessure là où il y en a une, ou parlent d'une blessure causée par un coup ou par une arme tranchante (*dakan* 打砍) comme si elle était la conséquence d'une chute ou d'un impact causé par la victime (*dieke* 跌磕), subiront une rétrogradation de deux degrés et seront transférés dans un autre poste (*jiang erji diaoyong* 降二級調用). Les fonctionnaires supérieurs qui auront transmis les informations [erronées] perdront une année de salaire. Si les fonctionnaires supérieurs ont ordonné une nouvelle autopsie et que celle-ci n'est pas effectuée, et que le fonctionnaire [qui en est chargé] n'envoie pas un rapport complet sur les blessures, il subira une rétrogradation d'un degré et sera transféré. » Cf. *Da Qing huidian shili*, 125/1a (également 851/3b). Le même texte se trouve dans le *Dingli cheng'an bejuan*, 28/23a, non daté et avec quelques mots ajoutés. Seule la dernière partie de ce règlement s'applique ici. La même source mentionne d'autres affaires à propos desquelles le même règlement est cité pour sanctionner des magistrats ayant omis de révéler les blessures effectivement subies par la victime ou s'étant dispensés d'effectuer une seconde autopsie.

³⁴ *Da Qing huidian shili*, 125/1a. La sanction se limitait à une rétrogradation d'un degré. L'article 412 du code pénal sanctionne le fait de sous-traiter une autopsie à quelqu'un d'autre, comme nous l'avons vu, mais ne parle que de commis ou de coursiers de l'administration.

place³⁵.

Il va de soi que ce genre de négligence ne se rencontre pas seulement au début des Qing. Par exemple, le *Cheng'an huibian*, qui date de 1746, cite une affaire dans laquelle ce n'était pas le magistrat, mais le chef de prison (*dianshi*) de Nanfeng 南豐 (Jiangxi) qui était supposé, en l'absence du magistrat, faire appel au magistrat d'une sous-préfecture voisine pour procéder à l'autopsie d'une femme décédée après avoir reçu un coup de pied : or, il avait négligé de procéder de la sorte et avait omis d'envoyer le moindre rapport avant le retour de son magistrat, quelque dix jours plus tard, si bien que le cadavre de la femme avait eu le temps de se détériorer sérieusement ; en conséquence de quoi il avait été cassé de sa charge³⁶.

Délais

Les délais indus, avec ou sans excuses, sont l'une des irrégularités les plus constamment dénoncées dans l'exécution de la procédure médicolégale. Nous avons déjà rencontré la mention de retards tout à fait excessifs dans des cas où, selon la loi, le fonctionnaire concerné aurait dû aller immédiatement procéder à une première autopsie (externe). Il existe d'autres exemples de tels délais sans explication apparente. Pour n'en donner qu'un seul, nous apprenons qu'en 1732-1733 le magistrat de la sous-préfecture supérieure de Xingguo 興國州, au Hubei, attendit plus de cinq mois avant d'aller examiner la victime d'un homicide — un homme qui avait été battu à mort par son frère cadet — et envoyer son rapport d'autopsie ; en outre il n'avait toujours pas envoyé ses conclusions d'enquête (*shenjie* 審解) au terme de la période légale de six mois allouée pour résoudre une affaire³⁷.

Certaines affaires survenues dans des environnements inhabituels suggèrent en fait une combinaison de complication bureaucratique et de nonchalance, sans parler des problèmes de simple distance, dont le résultat apparent était que répondre instantanément à l'annonce d'un homicide, comme l'exigeait la loi, était simplement impossible. Ainsi, lorsqu'en 1742 le nouveau magistrat de la sous-préfecture de Taiwan, un certain Yang Yunxi 楊允璽, prit possession de son poste, on l'informa qu'un individu appartenant à une bande qui avait tué un homme au cours d'une rixe venait d'être arrêté. (L'homicide avait été signalé à l'administration par le frère de la victime environ neuf mois après les faits, et l'autorisation de pratiquer une autopsie de type *jian* avait été demandée.) Les aveux du criminel — à savoir, qu'il avait tué l'homme à coups de poing — furent dûment enregistrés, mais le magistrat ne se soucia pas de faire extraire la victime de sa sépulture pour être autopsiée (*kaijian* 開檢)³⁸, si bien que deux années après, alors qu'il s'apprétait à quitter son poste

³⁵ *Dingli cheng'an bejuan*, 28/24a.

³⁶ *Cheng'an huibian*, 26/36a. La sanction pénale prévue dans ce cas était soixante coups de bâton lourd, et la sanction administrative était la rétrogradation d'un degré. Comme le système des « degrés » (*ji* 級) ne s'appliquait pas aux gardiens de prison, on décida à la place de le casser de sa charge (*gezhi* 革職).

³⁷ *Ibid.*, 26/23a.

³⁸ L'expression *kaijian* signifie extraire le corps de la victime de son cercueil ou de sa sépulture provisoire pour

pour cause de maladie, l'affaire n'avait toujours pas été réglée. On proposa de le casser de sa charge en vertu d'un règlement assez souvent invoqué dans ce genre de situation, à savoir « ne pas conclure un cas facile à conclure » (*yijie bujie* 易結不結)³⁹. Le préfet de Taiwan, qui avait omis de signaler le retard aux autorités supérieures, fut également proposé pour une sanction, et les deux magistrats intérimaires qui avaient succédé à Yang pour de courtes périodes furent eux aussi impliqués, soit pour avoir délibérément retardé l'autopsie, soit pour s'être désintéressés du cas ; et il en alla de même pour les fonctionnaires supérieurs, jusqu'au gouverneur et au gouverneur général du Fujian, qui au bout de trois ans n'avaient toujours pas été capables de faire clore le cas et de dénoncer les fonctionnaires fautifs⁴⁰.

Le cadavre est en trop mauvais état

Ce qui précède nous laisse entrevoir la situation quelque peu confuse qui régnait dans une région frontière comme l'était Taiwan au XVIII^e siècle, que ce soit parmi les habitants (un homicide collectif signalé de longs mois après les faits, sans apparemment qu'un *dibao* soit intervenu) ou au sein de l'administration. Une autre affaire, survenue dans un type de frontière assez différent, suggère le même genre de retards et de désinvolture administrative tout en introduisant un élément intéressant, et dont on rencontre de nombreux exemples : la condition dégradée du cadavre invoquée comme prétexte pour ne pas procéder immédiatement à une autopsie. En 1728, un réfugié qui fuyait la famine battit à mort un individu quelque part sur le territoire de la sous-préfecture spéciale de Rehe (Jehol) 热河廳, laquelle relevait alors de la juridiction du gouverneur général du Zhili. Dans de tels cas les autopsies devaient être effectuées par le magistrat de la sous-préfecture spéciale — un poste récemment créé ; mais la personne qui signala l'homicide alla d'abord s'adresser à l'administration de la bannière dont elle dépendait, et le commandant des quatre bannières mongoles en garnison à Rehe (*sigi zongguan* 四旗總管) attendit jusqu'au mois suivant pour transmettre l'information au magistrat. Ce dernier aurait dû aller de suite examiner le corps de la victime, mais il prétendit que celui-ci était décomposé et ne pouvait être examiné : il demanda aux autorités supérieures d'autoriser un autopsie de type *jian*, et ce n'est que lorsque le ministère de la Justice lui donna ordre d'y procéder qu'il se décida à y aller. Or, à ce moment, le corps avait été dévoré par les chiens. Le magistrat fut sanctionné sur la base de l'article 412 du code pénal, pour « retard dans l'examen du cadavre » (*yanshi chijian* 驗屍遲延)⁴¹.

Ce genre de situation est tout aussi fréquemment mentionné dans des environnements moins difficiles. La principale raison pour laquelle il était recommandé de procéder aux

examiner ses restes (on trouve aussi l'expression plus explicite *kaiguan jianyan* 開棺檢驗), et non pas « couper dans les chairs du cadavre », comme je l'ai écrit à tort dans « Developing Forensic Knowledge », p. 98, n. 60. Elle est apparemment synonyme de *qijian* 敞檢, « ouvrir le cercueil et examiner ».

³⁹ Ce règlement est en réalité invoqué dans toutes sortes d'affaires, pas seulement pour des cas judiciaires. Je n'ai pour le moment pas été en mesure d'en retrouver la formulation originale.

⁴⁰ *Cheng'an huibian*, 26/24a-b.

⁴¹ *Cheng'an huibian*, 26/18a-b.

autopsies sans aucun délai était bien sûr que plus on attendait pour examiner un cadavre, plus il avait le temps de se détériorer — tout particulièrement dans les conditions de climat et d'hygiène qui prévalaient dans la plus grande partie de la Chine —, et donc plus il devenait difficile de déterminer les causes de la mort sans avoir à en chercher les signes sur les ossements de la victime, et ces signes pouvaient être fort difficiles à discerner. La détérioration des restes de la victime semble avoir été souvent invoquée pour justifier l'absence d'autopsie initiale — mais avec certaines variations. Lorsqu'il estimait que le cadavre était trop abîmé pour une autopsie externe, il arrivait que le magistrat décide de clore le cas en se basant sur d'autres éléments de preuve ; à moins qu'il ne demande (comme dans l'exemple juste mentionné) l'autorisation de procéder à une autopsie de type *jian* — autrement dit, l'examen des ossements de la victime —, et cela entraînait inévitablement des délais [Fig. 4].

Une affaire survenue en 1740 dans la province du Anhui livre un exemple intéressant de la première possibilité⁴². À une date non précisée au cours de l'année 1738, nous est-il dit, un homicide est signalé par un *dibao* (comme il était de règle) à l'administration de Shouzhou 壽州 : un groupe d'individus a tué un voleur au cours d'une bagarre. Comme le magistrat est en train de superviser une autopsie dans une autre localité de la sous-préfecture, six jours s'écoulent avant qu'il puisse s'occuper de l'affaire. Mais il décide alors que le cadavre est trop abîmé en raison de la chaleur intense qui règne et qu'il n'est pas possible de procéder à un examen externe (*xiangyan* 相驗) de façon satisfaisante. Comme les témoins sont unanimes dans leurs dépositions et que personne ne conteste l'identité de celui qui a porté le coup fatal, le magistrat se contente d'envoyer un rapport préliminaire basé sur les témoignages (*xungong tongbao* 訊供通報), suivi d'une proposition de jugement (*shenxiang* 審詳) proposant les mêmes conclusions. Mais il ne s'en tire pas à si bon compte : le juge provincial du Anhui refuse en effet de le suivre, insistant au contraire sur le fait qu'une affaire de ce type ne saurait en aucun cas être conclue sans autopsie. Le magistrat demande donc l'autorisation de procéder à une autopsie de type *jian* (*tongxiang qingjian* 通詳請檢), mais là encore les choses vont traîner des mois durant à cause d'une nouvelle difficulté soulevée par le magistrat : le fils de la victime, dont la présence est indispensable au moment de l'ouverture du cercueil, est introuvable depuis qu'il est parti gagner sa vie comme mendiant. Et ce n'est qu'après qu'on aura réussi à mettre la main sur lui, un an plus tard, que l'autopsie pourra enfin être pratiquée.

Cette relation des faits contient plusieurs éléments différents. Pour le ministère de la Justice, le fait qu'il n'y ait pas eu d'autopsie dès le début constituait un cas de « report délibéré conduisant à embarrasser [d'autres gens] » (*guyi chiyan tuolei* 故意遲延拖累) et le magistrat était possible de destitution pour « n'avoir pas conclu un cas facile à conclure »⁴³ ; et la conséquence avait été cet interminable délai avant que l'on puisse enfin procéder à une

⁴² Le cas en question est mentionné dans au moins trois sources différentes, avec quelques variantes d'expression dues au fait que ce ne sont pas les mêmes parties du dossier qui sont citées : le *Cheng'an huibian*, 26/19a-b, le *Xinzeng cheng'an suojian ji*, 1^{ère} série (1780), 37/28a-30b, et le commentaire de l'article 412 in *Da Qing lüli quanzuan jicheng*, 3b.

⁴³ Suivant un règlement de 1725 qui figure dans le *Da Qing huidian shili*, 125/1a.

autopsie. En réalité il y a dans le document beaucoup de chicaneries sur les délais autorisés : le gouverneur avait omis de censurer le magistrat une fois atteint le délai réglementaire de six mois, et à présent le magistrat essayait d'obtenir un délai supplémentaire de six mois calculé à partir de la seconde autopsie (qui était en réalité la première), ainsi qu'un allongement des six premiers mois tenant compte d'une période de trois mois pendant laquelle il avait été tenu éloigné de son poste par une mission officielle⁴⁴. Le gouverneur soutenait cette demande, et c'est un fait qu'on a souvent l'impression que les autorités provinciales tendaient à protéger les magistrats. Du coup, ceux-ci pouvaient se sentir encouragés à être beaucoup moins stricts avec les règlements qu'il n'était acceptable pour le ministère. C'est ce qu'on constate dans le cas présent : le ministère considéra qu'il ne s'agissait que d'un prétexte pour gagner du temps dans une affaire qui aurait dû être conclue depuis longtemps, et le magistrat fut dûment sanctionné⁴⁵. Or, le détail intéressant est qu'à l'origine lui-même avait estimé qu'il s'agissait d'une « affaire facile à conclure », et qu'il pensait l'avoir effectivement conclue — sur la base des témoignages, et sans autopsie.

Clore une affaire en se contentant des témoignages

Dans ses remarques relatives à cette même affaire, le ministère de la Justice insistait sur le fait qu'« il n'existe absolument aucun précédent [autorisant à] se dispenser d'autopsie et à faire son rapport après avoir recueilli les témoignages ». Pourtant l'on rencontre plus d'un exemple de magistrat ayant essayé de faire exactement cela, en invoquant des arguments tels que la détérioration excessive du cadavre, ou le fait que la victime avait déjà été enterrée par la famille et que celle-ci s'opposait de toute façon à l'autopsie, ou encore qu'il s'agissait d'une affaire ne soulevant aucun doute puisque tous les témoins affirmaient la même chose. En bref, le problème était de convaincre les autorités supérieures qu'il s'agissait d'un cas pour lequel il était légitime d'être « dispensé d'autopsie » (*mianjian* 免檢). Mais tout indique que le ministère n'était pas disposé à se laisser faire aussi facilement.

En 1752, les fonctionnaires du ministère de la Justice obtinrent l'approbation de l'empereur sur leur façon de voir concernant une affaire passablement compliquée qui avait commencé cinq ans plus tôt au Henan⁴⁶. Au début de 1746 un certain Peng Jiazhi 彭家植, un propriétaire foncier apparemment fort puissant, titulaire d'un brevet de vice magistrat de sous-préfecture supérieure acquis par la voie vénale (*juanzhi zhoutong* 捐職州同), avait avec l'aide d'un serviteur battu brutalement un de ses fermiers, un nommé Sun Qi 孫起, un homme à qui il avait depuis longtemps confié la charge de collecter les loyers pour son

⁴⁴ Accorder un nouveau délai pour conclure un cas à partir de la seconde autopsie est explicitement autorisé par un règlement de 1806 (*Da Qing huidian shili*, 125/2a), donc postérieur à notre affaire. Il semble dans le cas présent que le gouverneur ait tenté de se justifier en invoquant un cas similaire qui s'était produit antérieurement.

⁴⁵ L'homicide en question avait été signalé pour la première fois le 16^e jour du 6^e mois lunaire 1738, l'autopsie avait été effectuée le 25^e jour du 6^e mois 1739, et le rescrit impérial ordonnant que le magistrat soit destitué et déféré au ministère de la Fonction publique est daté du 12e mois 1740.

⁴⁶ *Xinzeng cheng'an suojian ji*, 37/34a-36a. Voir aussi le commentaire de l'article 412 dans le *Da Qing lüli quanzuan jicheng*, 4a.

compte en échange d'un salaire se montant à trois *shi* de grain (environ trois hectolitres) par an. Or, il l'accusait à présent d'avoir détourné un *shi* de grain, alors qu'il s'agissait en réalité d'un montant dû par un fermier décédé entretemps. Sun était sorti de cette raclée dans un tel état qu'il avait fallu le transporter sur une charrette jusque chez son frère, où il était mort au bout de vingt-cinq jours. Mais ses proches avaient tellement peur de Peng et de son « influence de fonctionnaire » (*huanshi* 宦勢) qu'ils s'étaient abstenus de signaler le décès et de porter plainte et avaient enterré Sun sans attendre. On ne nous dit pas comment l'affaire vint au jour cinq ans plus tard, mais dans tous les cas le gouverneur, probablement sur la suggestion du magistrat, décida qu'il n'y avait pas lieu de procéder à une autopsie, d'abord parce que la victime était décédé au-delà de la période légale pendant laquelle on doit soigner une victime ayant survécu à une agression (*baogu* 保辜), et ensuite parce que la famille affirmait que la victime avait été inhumée des années avant et que ses restes devaient s'être décomposés depuis longtemps. C'est pourquoi, affirmait le gouverneur dans son mémoire relatif à l'affaire, « il semble qu'on puisse conclure le cas sur la base des témoignages et qu'il ne soit pas nécessaire d'ouvrir le cercueil et de procéder à une autopsie » (似可據供定案毋庸開檢)⁴⁷.

Les fonctionnaires du ministère rejetèrent tous ces arguments. D'abord, affirmaient-ils, « nul n'a jamais invoqué le précédent relatif aux “parents de la victime demandant une exemption d'autopsie” » (從無據屍親告免檢驗之例) lorsqu'il s'agissait d'une affaire d'homicide. Quant au délai légal pour soigner un blessé (*baogu*), il dépendait de la nature des blessures — plus précisément, du fait qu'il y avait eu ou non des os fracturés ; or, cela pouvait facilement être établi par une autopsie, même au bout d'une longue période⁴⁸. Il était donc inapproprié de clore le cas à la va-vite (未便草率完結), et ils recommandèrent par conséquent de donner instruction au gouverneur de désigner quelqu'un pour procéder à une autopsie dans les plus brefs délais.

Le cas qui fait suite, toujours dans la même source, est de nature analogue ; il porte pour titre « Clore une affaire immédiatement et sans avoir conduit une autopsie » (屍傷未驗即行定案)⁴⁹. Nous sommes en 1755, dans la province du Guangdong : deux hommes en sont venus aux mains parce qu'il manquait quelques sapèques à la somme remise par le premier au second en paiement d'une livraison de bois de chauffage. Les échanges de coups de poing, décrits avec un grand réalisme par la source, avaient été d'une violence telle que l'un des deux avait reçu un coup fatal. Le magistrat était à ce moment en déplacement pour affaires officielles, et c'était donc au magistrat adjoint de procéder à l'autopsie et de remettre les documents à son supérieur une fois celui-ci de retour ; or, le magistrat adjoint

⁴⁷ Les considérations du gouverneur portent aussi sur le statut de la victime par rapport à Peng Jiazhi : selon lui, c'était un employé salarié plutôt qu'un fermier, ce qui avait des implications sur la peine encourue par Peng.

⁴⁸ Selon l'article 303 du code des Qing, le délai de *baogu* est de vingt jours dans le cas de blessures légères, mais de cinquante jours lorsqu'il y a des fractures osseuses. Le fait que la victime décède avant ou après la limite avait des conséquences considérables sur le châtiment infligé au coupable.

⁴⁹ *Xinzeng cheng'an suojian ji*, 37/37a-38a ; le même cas figure dans le commentaire de l'article 412 in *Da Qing lüli quanzuan jicheng*, 7a. Nous savons qu'il est survenu au Guangdong, mais la présentation que nous en avons omis d'indiquer le nom de la sous-préfecture et ceux des fonctionnaires concernés.

prétend—six jours seulement après les faits—que la peau et les chairs de la victime se sont déjà décomposés au point qu'un examen externe (*xiangyan*) ne saurait être concluant. Une fois de retour, le magistrat accepte l'argument et décide que le cas peut être conclu sur la base des témoignages et des aveux. Il communique cette conclusion à ses supérieurs en demandant à être dispensé d'une autopsie de type *jian*, et à son tour le gouverneur de la province déclare dans le mémoire adressé à la capitale que « ce n'est pas la peine de procéder à une autopsie » (*wuyong qijian* 毋庸起檢) dans la mesure où les blessures infligées à la victime ont été décrites par tous les témoins sans la moindre divergence. Mais là encore les responsables du ministère vont juger que conclure une affaire de manière aussi hâtive est en totale contradiction avec tous les textes et demander que l'on ordonne au gouverneur de faire procéder à une autopsie méticuleuse : « Même s'il peut arriver qu'un cadavre se soit décomposé pendant une longue période, les règlements exigent un rapport d'autopsie précis, car c'est alors seulement qu'un jugement fiable pourra être prononcé » (即或屍久發變，例應詳檢明確，方成信讞).

Mort de maladie, pas de ses blessures

Au total, il semble clair que, même si les articles relatifs à la dispense d'autopsie ne s'appliquaient qu'à un très petit nombre de situations, certains magistrats, bénéficiant parfois de l'appui de leur gouverneur, n'en cherchaient pas moins à élargir leur champ d'application afin de s'épargner les désagréments de l'examen des cadavres et de faire l'économie des disputes qui accompagnaient souvent cette opération. Il était en particulier tentant — aussi bien pour les proches des parties que pour le magistrat lui-même — de jouer sur les règlements relatifs aux cas de mort par maladie.

Comme nous l'avons vu plus haut, la dispense d'autopsie était régie par les deux premiers articles additionnels annexés à l'article 412 du code, qui remontaient l'un et l'autre à la dynastie des Ming. Les circonstances dans lesquelles les proches de la victime étaient autorisés à requérir une telle dispense se limitaient aux suicides « sans autre cause connue », aux morts naturelles, et aux décès de prisonniers pour cause de maladie. En revanche, si une personne ayant subi des blessures décédait au bout d'une certaine période de temps, il était impératif de procéder à une autopsie afin de déterminer si le décès était la conséquence des blessures reçues au moment de l'incident ou d'une quelconque autre cause : la différence était cruciale du point de vue du châtiment encouru par le coupable.

Les affaires classées sous l'article 412 dans les recueils de jugements dont nous avons parlé suggèrent qu'il n'était pas rare que les proches de l'accusé, voire même de la victime, cherchent par tous les moyens à prouver que cette dernière était décédée non pas de ses blessures, mais « par suite d'un refroidissement ou de toute autre maladie » (*shangfeng ji qita bing shengsi* 傷風及他病身死) — ceci pour citer un règlement de 1686 consacré à ce genre de tromperie et aux sanctions encourues par les fonctionnaires qui n'ont pas été capables de les détecter, ainsi que par leurs supérieurs⁵⁰. De même arrivait-il qu'ils tentent de camoufler un décès par blessures en décès par maladie afin de pouvoir demander l'inhumation

⁵⁰ *Da Qing huidian shili*, 125/1a.

immédiate et d'éviter une autopsie⁵¹. On ne manque pas d'exemples de fonctionnaires s'étant effectivement laissés abuser par de telles allégations, ou à tout le moins n'ayant pas cherché avec beaucoup d'énergie à en vérifier l'exactitude, car les prendre pour argent comptant leur permettait de se dispenser d'une nouvelle enquête et leur épargnait les inconvénients d'une autopsie. Mais dans tous les cas qui nous sont parvenus ils se sont fait prendre et ils ont été sanctionnés⁵².

C'est ce qui se passe, par exemple, dans une affaire jugée en 1785, qui s'était déroulée à Tongcheng 桐城, dans la province du Anhui. Un homme avait tué son neveu au cours d'une bagarre. La mère de la victime s'était rendue au *yamen* pour dénoncer le crime, et le magistrat aurait dû normalement aller sur le champ examiner les blessures visibles sur le cadavre. Mais pour des raisons qui ne sont pas précisées la mère avait soudain changé d'avis : elle prétendait à présent que son fils était mort de maladie et ne voulait pas entendre parler d'autopsie. Le magistrat s'en tint dès lors à cette nouvelle version de la plainte et demanda à ses supérieurs l'autorisation d'inhumer la victime sans attendre. Son rapport fut rejeté par le juge provincial, qui envoya un autre fonctionnaire procéder à l'autopsie en compagnie du magistrat, à la suite de quoi il fut établi que la victime était bien décédée des coups qu'elle avait reçus. Le magistrat essaya bien de se rattraper en invoquant un règlement sur le cas des « fonctionnaires qui tiennent compte du rejet [de leur rapport initial] et rectifient d'eux-mêmes leurs conclusions » (經遵駁自行審出改正), mais il n'en fut pas moins rétrogradé et envoyé dans un autre poste pour avoir échoué à détecter un homicide et avoir demandé à la légère l'autorisation d'inhumer⁵³.

Une autre affaire, celle-là adjugée en 1740, évoque une autopsie erronée, peut-être sous l'influence de la famille du criminel. (La source se concentre sur le problème de la sanction à appliquer au magistrat et est quelque peu allusive en ce qui concerne les détails de l'affaire.) Tel que je le comprends, un homme avait été blessé par un jet de pierre, mais après son décès quelques temps plus tard l'autopsie avait conclu que la cause du décès était une maladie appelée *fasha* 發痧, qui pourrait désigner une soudaine éruption cutanée⁵⁴ ; et cette conclusion justifiait l'inhumation immédiate. Mais le frère de la victime fit appel et réclama avec la plus grande insistance qu'on procède à nouveau à une autopsie pour établir la vérité. Le magistrat, conscient apparemment de ce qu'il avait un problème sur les bras, affirma à ses supérieurs qu'il s'était rendu compte de sa propre erreur et se dénonça spontanément (自行查出檢舉), demandant qu'un collègue soit envoyé pour procéder de concert à une nouvelle autopsie. En fait, comme il avait été transféré dans un autre poste entretemps, il ne participa pas lui-même à la nouvelle autopsie, et c'est le magistrat intérimaire qui lui avait succédé qui identifia la blessure causée par le jet de pierre. Ses excuses furent rejetées et il

⁵¹ Il existe un règlement de 1727 visant les fonctionnaires qui se laissent abuser par de telles manœuvres. Cf. *ibid.*, 851/4a.

⁵² C'est bien parce qu'ils se sont fait prendre que les affaires en question figurent sous l'article 412 dans les compilations de documents.

⁵³ *Cheng'an huibian*, 26/22a-b. La sanction infligée au magistrat s'appuyait sur le règlement mentionné à la note 51.

⁵⁴ Dans la source citée ici, et dans d'autres également, le caractère *sha* est écrit sans le radical de l'eau.

fut sanctionné sur la base de l'article 412 du code pénal⁵⁵.

Au moins y avait-il eu, dans ce cas particulier, une autopsie au départ, même si les résultats en étaient grossièrement inexacts. Certes, les véritables motifs qui avaient déterminé le comportement du magistrat à ce stade nous restent obscurs — peut-être s'était-il laissé influencé par un agent légiste incompetent ou corrompu, comme nous en verrons quelques exemples. La situation est en revanche beaucoup plus claire dans une affaire s'étant déroulée au Jiangsu en 1743, où l'on voit à quel point la naïveté, ou au minimum l'extrême négligence d'un magistrat étaient de nature à encourager les manœuvres des parties intéressées pour cacher la vérité. Il s'agissait en l'occurrence d'une femme qui avait été battue par un mari jaloux et était décédée de ses coups vingt-neuf jours plus tard. Sa mère s'était vu offrir la somme assez considérable de 120 taels, de toute évidence pour la décourager de porter plainte et d'accuser son gendre d'avoir battu sa fille à mort : et en effet, quand le magistrat était arrivé pour examiner le corps elle avait refusé de le laisser procéder à l'autopsie en prétendant que sa fille était morte de maladie, produisant même le certificat d'un médecin à l'appui de ses dires. Il ne semble pas, à en croire le rapport consacré à cette affaire, que le magistrat ait reçu aucun pot-de-vin destiné à l'influencer ; en tout cas il accepta sur-le-champ les affirmations de la mère de la victime, conclut à la mort par maladie, accorda une dispense d'autopsie conformément à la loi, et autorisa l'inhumation ; après quoi il quitta son poste pour aller prendre soin de son père souffrant, sans se préoccuper de procéder à l'enquête qui s'imposait ni d'envoyer des conclusions à sa hiérarchie. Son attitude prêtait d'autant plus au soupçon que le frère de la victime avait fait appel en clamant que sa sœur était morte des coups infligés par son mari, ce qui aurait normalement dû entraîner une enquête sérieuse. Or il n'y avait eu ni autopsie ni rapport, si bien que le ministère recommanda que le magistrat soit puni conformément au précédent stipulant que « les fonctionnaires indignes qui dissimulent [une affaire] et n'envoient pas de rapport seront sanctionnés comme s'ils avaient couvert un homicide » (不消官員隱匿不報照諱命議處), plutôt que de l'accuser seulement d'avoir « fait passer un décès causé par des blessures pour une mort de maladie »⁵⁶.

D'autres cas semblables pourraient être cités, dans lesquels la confusion entre la mort par blessures et la mort par maladie était encouragée par des autopsies mal faites, tout cela avec des conséquences évidentes sur le sort des personnes impliquées. En 1769, par exemple, une bagarre éclata dans les collines du Fujian entre deux groupes de cueilleurs de thé qui s'accusaient mutuellement d'empiéter sur leur territoire. Au cours de la mêlée une petite fille fut atteinte à la tête par une pierre. Elle décéda le soir même dans la maison de ses parents, mais non sans s'être plainte de maux au ventre, ce qui fit soupçonner à son père un accès de la maladie mal définie déjà rencontrée sous le nom de *fasha*⁵⁷. L'autopsie initiale

⁵⁵ *Cheng'an huibian*, 26/30a.

⁵⁶ Ces deux incriminations se trouvent dans le règlement de 1727 déjà mentionné (cf. note 51). D'après le texte de ce règlement, la raison pour laquelle les « fonctionnaires indignes » en question « dissimulent une affaire et n'envoient pas de rapport » est qu'ils craignent de ne pas parvenir à retrouver les criminels, ce qui aura des conséquences négatives sur leur évaluation et leur carrière.

⁵⁷ Dans le cas présent la description donnée suggère une sorte d'abcès dans la gorge.

confirma sans la moindre réserve cette façon de voir, mais une seconde autopsie ordonnée par les autorités provinciales établit que la fillette était bien morte des suites de la blessure reçue au cours de la bagarre. Il semble que dans ce cas particulier il faille parler d'ignorance et d'incompétence plutôt que de négligence ou de malhonnêteté ; mais cette ignorance et cette incompétence étaient susceptibles d'avoir des conséquences pénales considérables puisque, nous est-il dit, l'erreur commise au cours de la première autopsie « avait presque conduit à permettre à un criminel de passer à travers les mailles » (*ji zhi xiongfan louwang* 幾致兇犯漏網)⁵⁸.

Si, dans l'affaire dont il va de suite être question, l'on peut encore parler d'ignorance de la part du fonctionnaire et de l'agent légiste, en revanche la malhonnêteté des proches du coupable ne fait aucun doute. Cette affaire remonte à 1803, elle a pour cadre la sous-préfecture de Jinhua 金華 au Zhejiang, et elle part d'une de ces disputes entre paysans s'accusant mutuellement d'empiéter sur leurs terres ou sur leurs droits d'irrigation dont on trouve un tel nombre dans les sources judiciaires. En l'occurrence, deux cousins se sont battus sous prétexte qu'un arbre planté par le premier dérangeait le second, et l'un des deux est mort de ses blessures trente jours plus tard. Le détail intéressant dans le long rapport consacré à l'affaire⁵⁹ est qu'en dépit du fait que l'autopsie avait révélé des lésions sérieuses, dont une au sommet du crâne de la victime, le père du coupable affirmait qu'en réalité celle-ci était morte après avoir pris du poison et non pas à cause de ses blessures ; et le fait était qu'au moment de l'autopsie le corps avait commencé à se décomposer en raison de la chaleur intense qui régnait et que son aspect pouvait suggérer l'empoisonnement. L'agent légiste avait donc confirmé l'affirmation du père du criminel sans chercher sérieusement à y regarder de plus près, et dans son propre rapport le magistrat s'était pour sa part contenté de transmettre les conclusions de l'agent légiste sans chercher à les vérifier. Pourtant le gouverneur du Zhejiang — qui n'était autre alors que le célèbre Ruan Yuan 阮元 (1764-1849), l'un des hommes d'État et lettrés les plus éminents de son époque — rejeta le rapport du magistrat et ordonna une autre autopsie, laquelle établit qu'il n'y avait en réalité pas la moindre trace d'empoisonnement et que la victime était sans aucun doute possible décédée des suites de ses blessures. Après que toutes les personnes impliquées, y compris le magistrat et l'agent légiste, eurent été amenées à Hangzhou pour être interrogées par le gouverneur⁶⁰, l'agent légiste reconnut son erreur mais l'attribua à l'incompétence et au manque d'expérience, tout en niant absolument avoir reçu le moindre pot-de-vin. Pour sa part, le magistrat essaya de se justifier en soulignant qu'il avait reconnu spontanément son erreur (*zixing jianju* 自行檢舉) et avait demandé lui-même une nouvelle autopsie — mais comme dans d'autres exemples déjà cités il n'en fut pas moins sanctionné, tout comme l'agent légiste.

⁵⁸ *Xinzeng cheng'an suojian ji*, 1^{ère} série, 37/39a-40a ; le « criminel » en question était bien sûr l'individu ayant lancé la pierre qui avait atteint la fillette par erreur.

⁵⁹ In *Xinzeng cheng'an suojian ji*, 4^e série (1805), 17/17a-21a.

⁶⁰ En l'occurrence le gouverneur intérimaire nommé en remplacement de Ruan Yuan pendant que celui-ci était en déplacement à la capitale pour y être reçu en audience par l'empereur.

Que faire quand le corps a disparu ?

D'une manière générale, et comme nous l'avons vu, il était extrêmement difficile de clore légitimement une enquête sans avoir procédé à une autopsie. Le seul cas où la question ne se posait pas était lorsqu'il n'y avait tout simplement pas de cadavre à examiner. L'on rencontre de fait des exemples dans lesquels on voit le ministère obligé d'admettre qu'il faudra bien se passer d'autopsie, mais à la condition que les circonstances aient pu être précisément établies par tous les autres moyens disponibles. Tel est le cas dans une affaire survenue au Gansu en 1753, dans laquelle un individu avait tué son adversaire au cours d'une bagarre et avait jeté son corps dans la rivière, sur la suggestion apparemment d'un complice et pour « détruire les preuves » (*mieji 滅跡*). Bien que le corps n'ait pu être retrouvé, le ministère décida qu'il était néanmoins légitime d'inclure le cas dans la documentation relative aux assises d'automne dans la mesure où le criminel et son complice avaient été arrêtés et avaient avoué⁶¹.

Mais les juristes de Pékin n'étaient pas toujours aussi accommodants, comme on le constate dans une affaire datant de 1741 et impliquant un groupe d'individus qui semblent avoir été assez hauts en couleurs⁶². Le milieu est urbain, et plutôt brutal, mais nous ne savons pas de quelle ville il s'agit, en dehors du fait qu'elle se trouve dans la province du Shandong. La victime, dans cette affaire, est un individu qui a été battu à mort par un voleur professionnel de ses accointances, lequel avait décidé de se venger de lui, pour des raisons qui ne sont pas précisées, et avait surtout bénéficié de l'aide d'un groupe d'agents de police (*buyi 捕役*) du *yamen* local qui étaient de ses amis. La victime étant décédée de ses blessures pendant la nuit suivant l'altercation, l'agresseur et ses complices transportent le corps jusqu'au bord de la rivière locale et le jettent à l'eau. Les coupables seront arrêtés par la suite, et confondus par les déclarations de témoins et par certains indices matériels. Le gouverneur propose donc des châtiments sur la base de ce qu'il considère comme des preuves irréfutables ; mais les fonctionnaires du ministère ne l'entendent pas de cette oreille : ils soulèvent toutes sortes d'objections concernant la valeur des témoignages et des indices fournis et les véritables intentions du criminel, et requièrent une enquête complémentaire qui « devra établir les faits réels » (*wu de shiqing 務得實情*). En d'autres termes, même s'ils ne manquent pas de rappeler au début de leur rapport qu'une affaire d'homicide ne saurait être jugée en toute confiance que lorsqu'on dispose à la fois de données médicolégales solides et de témoignages indiscutables (命案全以屍傷證見明確，方成信讞)，ils reconnaissent la possibilité d'avoir à se passer des premières — parce que le cadavre a disparu —, mais à la condition que le reste soit d'une qualité irréprochable.

Cela étant, on avait parfois du mal à admettre que la source même des données médicolégales, autrement dit le corps de la victime, puisse avoir disparu pour de bon. Si

⁶¹ Cf. *Da Qing lüli quanzuan jicheng*, j. 31, commentaire à l'article 412, 7a. Les administrations provinciales étaient tenues de dresser chaque année une liste des condamnés à mort en attente d'exécution dans leur juridiction et de la communiquer avec leurs recommandations aux instances judiciaires centrales en vue d'un réexamen des cas au cours des assises présidées chaque automne par l'empereur.

⁶² *Cheng'an huibian*, 26/33a-b.

les rivières s'écoulent et emportent ce qu'on y a jeté, le désert, lui, ne bouge pas. D'où l'attitude des autorités dans une affaire compliquée et assez fascinante où il est question d'un homicide impliquant des soldats des bannières, qui se serait produit dans un camp volant quelque part en Mongolie intérieure⁶³. Le meurtre avait eu lieu devant témoins et l'accusé avait reconnu avoir tué la victime et l'avoir enterrée en secret ; mais lorsque la veuve avait demandé qu'on lui restitue les restes de son mari, personne n'avait été capable de les retrouver. L'accusé était alors revenu sur ses déclarations, affirmant qu'il n'avait tué personne et que la prétendue victime avait en fait déserté. Après force discussions, le censorat, qui était en charge de l'affaire, avait obtenu que l'on expédie un corps de deux cents soldats équipés de pelles et de pioches avec pour mission de passer au peigne fin les environs de l'ancien camp en emmenant le présumé assassin avec eux — ceci se passait six ans après les faits. Or, après dix jours d'efforts ils n'avaient toujours rien trouvé. Pourtant le censorat ne put se résoudre à clore l'affaire sur la seule base des témoignages, puisque le suspect niait désormais son implication et que la preuve ultime — les restes de la victime — demeurait introuvable. Le jugement fut donc suspendu, on requiert les autorités militaires locales de fouiller encore une fois la région dans l'espoir d'un indice, tout en donnant instruction aux « généraux tartares » de la frontière de rechercher l'éventuel déserteur, qu'il soit ou non encore en vie. Ce n'est qu'après avoir reçu le résultat de leurs investigations qu'on conclurait finalement l'affaire. Nous ignorons s'ils réussirent en fin de compte à trouver quoi que ce soit — probablement non, car sans cela la source l'aurait certainement mentionné.

« Les affaires où il n'y a pas de cadavre à examiner doivent être traitées avec d'autant plus de prudence ! » (*yu wushi keyan zhi an, you ying shen yu jia shen yi* 於無屍可驗之案尤應慎愈加慎矣) : telle est l'injonction de Gao Tingyao, un fonctionnaire du début du XIX^e siècle dont il sera question plus en détail dans un moment, après qu'il nous a parlé d'une affaire dans laquelle une femme et son amant avaient avoué sous la torture avoir assassiné le mari, brûlé son cadavre et tenté de faire disparaître les restes, alors qu'après enquête il s'était avéré que le mari était en fait parti en voyage ; et en effet, il était rentré chez lui un an plus tard ! De telles occurrences ne sont pas rares, à en croire Gao Tingyao, et c'est bien pourquoi il ne faut jamais accepter sans examen critique des conclusions semblant *a priori* aller de soi⁶⁴.

Les magistrats trompés par les agents légistes

Pour en revenir aux affaires où il y avait effectivement un corps à examiner, je voudrais évoquer un dernier type de problème mentionné dans nos sources : celui que posent les magistrats qui se laissent duper par les fausses déclarations des agents légistes, que ce soit par incomptence ou par indifférence. En dépit du rôle crucial qu'ils jouaient, les agents en question étaient incontestablement un maillon faible au sein de la structure judiciaire, et c'est bien ainsi qu'ils étaient perçus. En fait, la réussite d'une autopsie dépendait moins de l'agent ou du magistrat que de l'équipe qu'ils formaient à eux deux, supposée offrir

⁶³ *Ibid.*, 26/31a-32a (rescrit imperial de 1740).

⁶⁴ *Huanyou jilie*, 1/21b-25a

une combinaison idéale de savoir-faire technique et d'intégrité. Les sources nous donnent assurément à voir certains agents légistes hautement compétents, capables de poursuivre des échanges très techniques avec les fonctionnaires qui les supervisent, capables surtout de défendre leur point de vue avec science et autorité lorsqu'il est mis en question par les tribunaux supérieurs⁶⁵. Certains de ces spécialistes avaient en fait acquis une véritable réputation : ainsi un édit de 1786 nous montre-t-il l'empereur Qianlong lui-même évoquer la compétence et l'autorité d'un agent légiste de la sous-préfecture de Daxing 大興 qui avait brillamment résolu une affaire dans laquelle il y avait eu beaucoup de tricherie (c'était la troisième autopsie), et qui avait refusé de s'entendre avec ses prédécesseurs et de soumettre un rapport trafiqué⁶⁶.

Mais l'opinion dominante concernant les agents légistes était nettement moins élogieuse. On affirmait que les agents réellement compétents étaient extrêmement rares (je vais y revenir), et pour l'ensemble des personnes impliquées dans une affaire les conclusions de l'autopsie constituaient un enjeu si élevé qu'il était toujours tentant de soudoyer le personnage qui serait le premier, et en fait le seul dans la majorité des cas, à tirer des conclusions de ce qu'il avait sous les yeux. Associer un agent légiste corrompu à un magistrat incompétent ou peu intéressé était la plus sûre manière de saboter une procédure et de produire un rapport propre à susciter les disputes et à être contesté en appel. Il existait bien un règlement, datant de 1670, pour mettre en garde les « magistrats en charge d'une autopsie qui font confiance à l'agent légiste » et transmettent des rapports erronés⁶⁷. Quant aux agents légistes, l'empereur en personne les avait encouragés à rester honnêtes en promulguant en 1728 un rescrit impérial qui promettait une forte récompense — jusqu'à dix taels d'argent dans une sous-préfecture classée comme « difficile » — à ceux d'entre eux qui avaient réussi à ne commettre aucune infraction pendant trois ans⁶⁸.

Il existe un grand nombre d'affaires citant des magistrats qui se sont laissé abuser par des agents légistes malhonnêtes. En 1706, par exemple, les membres de la famille d'un individu mort de maladie quelques temps après avoir été impliqué dans une bagarre relative à des droits d'irrigation allèrent se plaindre au magistrat en prétendant qu'il était mort des blessures subies pendant la bagarre. Afin de rendre leurs accusations plus convaincantes ils firent subir des coups au cadavre et réussirent à lui briser quelques côtes, puis soudoyèrent l'agent légiste afin qu'il décrive la couleur des lésions de façon à confirmer leurs affirmations. Le magistrat accepta ses conclusions et les transmit. Un autre magistrat chargé de procéder à une autopsie de contrôle (*fujian*) se laissa lui aussi abuser par les déclarations

⁶⁵ Voir pour quelques exemples Will, « Developing Forensic Knowledge », p. 73, 79 et *passim*.

⁶⁶ Cf. *Xinzeng cheng'an suojian ji*, 2^e série, 19/37a-38b. Daxing était l'une des deux sous-préfectures se partageant le territoire de Pékin. L'année suivante, malheureusement, le même individu n'avait pu résister à la tentation et avait accepté un pot-de-vin dans une autre affaire. Sa sanction avait été cependant adoucie eu égard à ses états de service. L'empereur Qianlong semble avoir éprouvé un intérêt personnel pour les questions médicolégales, en tout cas celles qui avaient la capitale pour cadre.

⁶⁷ Voir note 33 ci-dessus pour une traduction de ce règlement.

⁶⁸ *Da Qing huidian shili*, 851/4. Ce rescrit (cité en l'occurrence dans un précédent de 1736) répondait à une proposition de ministère concernant le nombre d'agents légistes à instituer dans chaque sous-préfecture de l'empire, à savoir de trois à un seul en fonction de la taille de la sous-préfecture.

mensongères d'un autre agent légiste (qui apparemment avait été lui aussi soudoyé) et confirma le jugement. Il fallut une troisième autopsie, confiée à deux autres magistrats, pour établir que les blessures avaient été infligées après la mort de la « victime », ce qui aboutit à complètement changer l'attribution des sanctions⁶⁹.

Dans une autre affaire, datant de 1730, un magistrat de Shaanzhou 陝州 (Henan) qui avait accepté les conclusions grossièrement tendancieuses d'un agent légiste corrompu sans examiner de près les circonstances du crime, et qui en outre avait adressé des rapports totalement confus à ses supérieurs, eut à en supporter les conséquences : il fut condamné à mort parce que sa négligence, qui n'était pas loin d'avoir l'air délibérée, avait conduit à remettre en liberté un criminel qui aurait encouru la décapitation s'il avait été proprement dénoncé⁷⁰. Et l'on pourrait citer plusieurs autres cas dans lesquels les rapports trompeurs d'agents légitimes soudoyés pour exonérer l'accusé ou un complice, ou pour toute autre raison, sont transmis sans le moindre examen par des magistrats incompétents, certains ne se donnant même pas la peine d'aller examiner eux-mêmes le corps de la victime⁷¹.

3. Magistrats péripatétiques et compétences introuvables

On a vu dans la première partie de cet essai qu'il était recommandé dans certaines circonstances — lorsque le site d'un homicide était trop éloigné du siège du gouvernement sous-préfectoral, ou lorsque le magistrat local était parti en mission — de requérir le magistrat d'une circonscription voisine pour qu'il vienne conduire l'autopsie à la place du titulaire. De toute évidence ce genre de corvée n'enthousiasmait guère les fonctionnaires locaux. C'est en tout cas ce que suggère un règlement de 1729 traitant du cas des magistrats qu'on appelle à l'aide pour une autopsie dans une sous-préfecture voisine, mais qui traînent

⁶⁹ *Dingli cheng'an hejuan*, 28/23b-24a. L'affaire est mentionnée après le règlement interdisant plus de deux autopsies : dans le cas présent la troisième autopsie se justifiait en raison de la complication de l'affaire.

⁷⁰ *Cheng'an huibian*, 26/25a-26a. Deux individus en avaient assassiné un troisième à la suite d'une dispute à propos d'une femme. L'un des deux avait soudoyé le second pour qu'il s'accuse d'être seul coupable, puis avait fait de même avec l'agent légiste afin qu'il confirme cette version des faits.

⁷¹ Voir par exemple *Cheng'an huibian*, 26/29a-b ; *Xinzeng cheng'an suojian ji*, 1^{ère} série, 37/31a-33b ; *Ibid.*, 4^e série, 17/22a-27a. Il s'agit dans ce dernier cas d'une affaire compliquée mais extrêmement intéressante, s'étant déroulée au Zhejiang en 1803 et ayant nécessité plusieurs sessions d'interrogatoires, y compris par le gouverneur en personne après une intervention personnelle de l'empereur. Était en cause un groupe d'« immigrants vivant dans des huttes » (*pengmin* 棚民) qui défrichait illégalement les collines de Jiande 建德 (préfecture de Yanzhou 嚴州) : sommés par les autorités de quitter les lieux, ils résistent avec une telle détermination qu'il faut dépêcher une petite armée d'agents de *yamen* et de paysans recrutés localement pour réussir à s'emparer de l'homme de main qu'ils ont engagé pour les protéger des représentants de l'autorité. Sur le chemin du retour l'individu en question tente de s'échapper, est tué par un des membres de l'escorte et jeté dans un ravin. Les agents du *yamen* persuadent l'agent légiste (sans avoir besoin de lui verser un pot-de-vin) de proclamer que l'individu est mort de ses blessures après avoir trébuché et être tombé dans le ravin ; ce qu'il fait sans même aller examiner le cadavre, qui était de toute façon en très mauvais état en raison de la chaleur extrême et de pluies torrentielles. Le magistrat transmet le diagnostic sans procéder à la moindre vérification. La vérité est finalement révélée par un témoin qui avait menti après avoir reçu un pot-de-vin, mais s'en était ensuite repenti.

des pieds et cherchent tous les prétextes pour ne pas avoir à y aller : ils ont des affaires très importantes à régler, ils viennent de tomber malades, etc. Le règlement en question requiert que ces affirmations soient soigneusement vérifiées, et comme il se doit il prévoit diverses sortes de sanctions pour le cas où elles se révéleraient infondées⁷².

Les « secondes autopsies » (*fujian*) — quand ce n'étaient les troisièmes autopsies — requises pour vérifier les résultats de la première autopsie, effectuée sous le contrôle du magistrat local, étaient une autre cause fréquente de déplacements hors de la circonscription où l'on exerçait. Il pouvait tout à fait arriver que le juge provincial ou le gouverneur affecte à cette tâche un « chargé de mission » (*weiyuan* 委員) choisi parmi les nombreux fonctionnaires en attente d'affectation qui résidaient dans les capitales provinciales. Il n'en reste pas moins fréquent, dans les recueils de cas que j'ai consultés, de voir des magistrats en fonctions, voire des préfets, recevoir l'ordre de se rendre dans telle ou telle sous-préfecture pour y conduire une autopsie de contrôle. Outre le fait qu'avoir à quitter ses bureaux pour une période prolongée ne pouvait que gêner la conduite des affaires administratives quotidiennes, ces voyages vers le site lointain d'un homicide étaient souvent aussi longs qu'inconfortables, sans parler du fait qu'avoir à faire ouvrir un cercueil et à manipuler les restes d'un corps décomposé n'était jamais une expérience agréable [Fig. 5].

Il est donc facile d'imaginer que les fonctionnaires locaux n'étaient guère enthousiastes lorsqu'ils se voyaient confier ce genre de mission. Certes, les archives judiciaires ne laissent rien apercevoir de cet aspect des choses. Mais nous avons la chance de posséder au moins un récit où il est question de tels déplacements, un récit qui en outre livre au passage quelques détails tout à fait frappants. Qui plus est, le héros de l'histoire n'était pas le premier venu dans la profession, et il l'est encore moins aux yeux des historiens qui s'intéressent à l'administration locale sous les Qing. Aussi vaut-il la peine de nous attarder un moment sur ses expériences.

Les infortunes de Wang Huizu

Que certains fonctionnaires étaient capables de prendre très au sérieux les problèmes de médecine légale, mais que ces derniers étaient également susceptibles d'avoir des conséquences sérieuses sur leur carrière, nous en rencontrons en effet une belle illustration dans l'autobiographie chronologique dictée à la fin de sa vie par Wang Huizu 汪輝祖 (1731-1807) et publiée sous le titre *Bingta menghen lu*, ou “Traces de rêves sur un lit de malade”⁷³. La carrière et l'importance de Wang sont trop connues des spécialistes pour qu'il soit nécessaire de beaucoup élaborer. Avant de devenir fonctionnaire il avait passé une bonne partie de sa vie comme conseiller technique spécialisé dans les affaires judiciaires

⁷² *Da Qing huidian shili*, 121/1a-b

⁷³ Wang Huizu a passé les dernières années cloué au lit par la paralysie. Ses souvenirs ont été dictés à ses fils, édités sous forme d'autobiographie chronologique (*nianpu* 年譜) et publiés en 1796. Un supplément poursuit le texte jusqu'à la mort de l'auteur. Le *Bingta menghen lu* a connu de nombreuses rééditions pendant toute la durée du XIX^e siècle, et en fait jusqu'à nos jours. Il existe plusieurs biographies modernes de Wang Huizu ; pour une bonne introduction, voir Arthur W. Hummel, *Eminent Chinese of the Ch'ing Period*, p. 824-826.

et avait acquis une très grande réputation dans l'exercice de cette profession. Bien qu'il eût finalement passé l'examen du doctorat en 1775, il lui avait encore fallu attendre onze années avant de recevoir sa première affectation, à l'âge de 55 ans. Ce premier poste était la magistrature de Ningyuan 寧遠, une sous-préfecture isolée dans les montagnes du sud du Hunan. Deux ans plus tard il avait été nommé magistrat intérimaire dans une sous-préfecture voisine, et de nouveau deux ans plus tard magistrat intérimaire de la sous-préfecture supérieure de Daozhou 道州, toujours dans cette même région du Hunan. Et c'est là que, de façon tout-à-fait inattendue, sa carrière va prendre fin au bout d'un an seulement dans le poste en raison d'un conflit avec un de ses supérieurs au terme duquel il est renvoyé de l'administration pour s'être « soustrait à ses devoirs » (*guibi* 規避).

À première vue, s'agissant de Wang Huizu, pareille accusation paraît stupéfiante : Wang était hautement compétent, infatigable, très admiré dans la profession, auteur enfin d'un manuel pour conseillers techniques qui avait tout de suite connu un grand succès, les *Prescriptions pour assister le gouvernement* (*Zuozhi yaoyan* 佐治藥言), qui avait connu d'emblée un grand succès et était considéré comme l'équivalent d'un manuel pour magistrats⁷⁴. Autrement dit, ce n'était vraiment pas le genre de fonctionnaire à se soustraire à ses devoirs. La notice qui lui est consacrée dans le recueil classique de biographies de personnages célèbres de la dynastie des Qing, *Eminent Chinese of the Ch'ing Period*, affirme qu'il avait été renvoyé de sa charge « à la suite des intrigues de certains individus qui lui en voulaient pour son impartialité sans concession⁷⁵ ». Le fonctionnaire intègre victime de la jalouse de collègues corrompus, ceci n'est pas sans évoquer le genre de cliché qu'on rencontre couramment dans les biographies chinoises traditionnelles. En réalité le problème était beaucoup plus compliqué que cela, comme nous l'explique Wang lui-même dans le récit détaillé de l'affaire, très factuel et en outre — ce qui mérite d'être souligné — dépourvu d'acrimonie, qu'il donne dans son autobiographie. Wang se pose effectivement en victime, mais pas du tout d'un supérieur jaloux : ce dont il a pâti, plutôt, c'est de l'insurmontable difficulté de la mission qu'on lui avait assignée, et en même temps de l'intransigeance d'un haut fonctionnaire qui n'admettait pas que l'on pût ne pas exécuter un ordre, même avec les meilleures raisons possibles.

La mission en question consistait à diriger une autopsie dans une autre sous-préfecture que celle dont Wang Huizu avait la charge. L'affaire illustre bien l'un des problèmes majeurs de l'administration locale chinoise sous l'empire, en particulier dans les régions isolées comme l'étaient les périphéries montagneuses du Hunan où se sont passés les faits — à savoir, la densité extrêmement faible du personnel qualifié réparti sur le territoire. Non seulement les magistrats devaient administrer des circonscriptions fort étendues avec très peu de personnel pour les assister — du moins, très peu de personnel en qui ils pussent

⁷⁴ La première édition de l'ouvrage date de 1785. Wang est l'auteur d'un autre manuel fameux et très souvent réédité, les *Opinions personnelles sur l'apprentissage du gouvernement* (*Xuezhi yishuo* 學治臆說), publié après son départ de l'administration, en 1793.

⁷⁵ Hummel, *Eminent Chinese*, p. 825. L'inclusion dans le “Hummel” d'une personnalité dont la carrière bureaucratique avait été aussi modeste s'explique par la réputation dont il jouissait auprès des meilleurs lettrés de son temps, même sans avoir lui-même laissé une œuvre érudite particulièrement marquante.

avoir toute confiance —, mais en outre, comme nous l'avons vu, ils étaient susceptibles d'être appelés assez fréquemment à s'acquitter de missions spéciales en-dehors de leur juridiction, ce qui les exposait parfois à des voyages longs et pénibles. Et c'est ce qui s'est passé pour Wang Huizu alors qu'il était en poste à Daozhou⁷⁶.

Comme d'autres fonctionnaires locaux connus pour leur compétence et leur efficacité en matière judiciaire, Wang Huizu était occasionnellement requis de se rendre dans d'autres sous-préfectures de la région pour enquêter sur des affaires difficiles. En 1790, peu après avoir quitté son poste à Ningyuan pour aller remplacer le magistrat de Daozhou, mort en fonctions, il avait ainsi reçu du juge provincial du Hunan l'ordre d'aller à Guiyang 桂陽 pour essayer de débrouiller les circonstances mystérieuses dans lesquelles étaient morts pas moins de quatre individus. Wang avait en fait déjà entendu parler de ce cas par son collègue le magistrat de la sous-préfecture supérieure de Guiyang lorsqu'il y avait été envoyé enquêter sur une affaire d'incendie criminel dont avait été victime un couvent⁷⁷. Une certaine Mme He, née Liu, prétendait que les quatre personnes avaient été tuées par un tigre, alors qu'apparemment leurs restes ne laissaient apparaître aucune trace de morsure de tigre et que leurs vêtements n'avaient pas été déchirés⁷⁸. Autrement dit, un cas typique de décès inexpliqué qu'il incombaît aux autorités de tirer au clair afin d'établir s'il s'agissait effectivement d'une mort accidentelle (comme l'affirmait le témoin), ou au contraire d'un homicide — et même d'un quadruple homicide —, peut-être la conséquence d'un crime sexuel (*yin jian zhi si* 因姦致死), comme en courrait la rumeur, et dans ce cas il y aurait un ou plusieurs criminels à identifier, arrêter et punir.

Un fonctionnaire précédemment dépêché pour enquêter sur l'affaire s'était révélé incapable d'établir les faits, et à présent c'était au tour de Wang Huizu de s'y frotter. D'après Wang, lorsqu'il s'agissait d'examiner les ossements d'une victime la règle était de rechercher un agent légiste suffisamment savant et expérimenté⁷⁹. Comme il n'existant apparemment pas d'agent possédant ces qualités dans les diverses sous-préfectures dépendant de la préfecture de Yongzhou 永州, à laquelle appartenait aussi Daozhou (là où Wang était en poste), Wang avait expédié un courrier aux sous-préfectures supérieures de Chenzhou 郴州 et Guizhou 桂州, dont il avait entendu dire qu'on y trouvait des agents passant pour compétents. Il n'y avait à ses yeux pas d'autre moyen de tirer l'affaire au clair, et il attendrait donc que le spécialiste dont il avait besoin arrive à Guiyang pour s'y rendre lui-même. Un tel délai, devait-il affirmer plus tard au gouverneur du Hunan au cours d'une audience, était parfaitement légal. Quoi qu'il en soit, comme il ne recevait pas de réaction aux demandes adressées à Chenzhou et Guizhou, Wang accepta de répondre à une autre requête, venant celle-là du chef de prison de la sous-préfecture de Jianghua 江華, au sud de Daozhou, qui

⁷⁶ Voir, pour un récit exhaustif de l'épisode, Wang Huizu, *Bingta menghen lu*, 2/26b-40b.

⁷⁷ La sous-préfecture supérieure indépendante (*zhili zhou* 直隸州) de Guiyang, directement rattachée au gouvernement provincial depuis 1732, ne doit pas être confondue avec la sous-préfecture (*xian*) de Guiyang, rattachée à la sous-préfecture supérieure de Chenzhou 郴州.

⁷⁸ Une entrée du *Xiyuan lu* (3/13b-14a) mentionne bien comment identifier les blessures causées par un tigre (*bian buyao shang* 辨虎咬傷). Voir aussi le commentaire dans le *Dulü peixi*, p. 375-376.

⁷⁹ Je n'ai pas pour le moment été en mesure de retrouver un tel règlement dans la littérature spécialisée.

lui demandait de venir superviser une autopsie pour son compte⁸⁰. On était alors en plein hiver, et il y avait quelque 200 *li* (environ 100 kilomètres) à parcourir en terrain escarpé en bravant la neige et la pluie. Sur le chemin du retour Wang fit une chute et se cassa la jambe. Comme sa fracture non seulement ne guérissait pas mais était sujette à complications, et qu'il était incapable de marcher, il se trouva dans l'incapacité de faire le déplacement à Guiyang en dépit des ordres répétés du juge provincial.

En fait, il demanda à être déchargé de toutes ses fonctions pour cause d'invalidité. Deux collègues dépendant d'autres préfectures furent envoyés pour procéder à l'autopsie à Guiyang, et ils purent établir que les victimes avaient effectivement été battues ou étranglées et qu'il n'y avait pas le moindre tigre en cause. Malheureusement pour Wang Huizu, l'histoire ne s'arrêta pas là. Le juge provincial, qui était extrêmement remonté contre lui, insista pour qu'il fût censuré pour manquement à ses devoirs. Wang suggère qu'il avait suscité la colère du juge provincial en faisant mention à la fois de « neiges auspicieuses » (*ruixue* 瑞雪) et de son propre accident dans le rapport où il rendait compte de son retour depuis Jianghua⁸¹. En tout cas, après plusieurs mois d'échanges d'arguments et en dépit du soutien manifesté par le trésorier provincial du Hunan, le juge provincial finit par avoir gain de cause et, comme on l'a vu, Wang fut démis de ses fonctions pour s'être « soustrait à ses devoirs ».

Le manque d'agents légistes compétents

Comme le montre ce qui précède, la cause première des malheurs de Wang Huizu était la rareté des agents légistes sur les compétences desquels on pouvait vraiment s'appuyer : s'il avait pu mettre la main dès le début sur un pareil oiseau rare, il n'aurait pas eu le loisir de se rendre à Jianghua à la demande du chef de prison local et il ne se serait pas cassé la jambe sur le chemin du retour, avec l'enchaînement malheureux de conséquences que je viens d'évoquer. Il est bien possible que les sous-préfectures montagneuses et isolées du sud du Hunan aient été particulièrement mal loties de ce point de vue. Pourtant le problème semble avoir été beaucoup plus général. Comme j'ai eu l'occasion de le mentionner ailleurs, en dépit des règlements extrêmement détaillés concernant non seulement l'effectif requis d'agents légistes dans chaque sous-préfecture de l'empire, mais aussi leur formation, l'on ne cessait de déplorer aussi bien leur nombre insuffisant que l'ignorance dont faisait preuve la majorité d'entre eux⁸².

On rencontre effectivement des exemples d'agents légistes incomptétents dans les affaires mentionnées plus haut, comme dans beaucoup d'autres ; mais les plaintes mentionnées à l'instant doivent-elles être prises à la lettre ? Le problème est peut-être celui

⁸⁰ On a donc là un exemple de fonctionnaire subalterne faisant appel à un magistrat voisin lorsque le siège de la sous-préfecture est trop éloigné du site du crime ou lorsque le magistrat local est indisponible, conformément à certains articles du code pénal évoqués plus haut.

⁸¹ Une « neige auspicieuse » est une neige qui tombe au moment approprié et augure de bonnes récoltes. Les fonctionnaires en déplacement ne manquaient jamais de signaler au passage ce genre d'événement climatique dont le mérite revenait implicitement à la vertu de la dynastie régnante. Wang Huizu avait commis la maladresse d'en parler en même temps que de sa jambe cassée, qui n'avait rien d'auspicieux.

⁸² Cf. Will, « Developing Forensic Knowledge », p. 72-74.

des normes par rapport auxquelles on se situe. Il est tout à fait possible que la grande majorité des autopsies aient été exécutées avec une fiabilité satisfaisante par des agents qui possédaient à peu près les bases du métier. Les déplorations relatives à l'incompétence des agents légistes — et aussi bien des fonctionnaires eux-mêmes, concernant leurs connaissances médicolégales — étaient d'abord le fait de spécialistes pour qui la médecine légale était une science, voire une passion, et dont les exigences s'appuyaient sur les traités et les éditions critiques du *Xiyuan lu* les plus récents. J'ai esquissé ailleurs les parcours, l'attitude intellectuelle et les publications de quelques-uns d'entre eux⁸³. Ce qui intéressait ces spécialistes (qui pouvaient aussi se prévaloir d'une expérience étendue du terrain), c'étaient les affaires compliquées, comme celle que Wang Huizu était supposé aller résoudre à Guiyang, les « cas difficiles et pleins d'incertitudes » (*yinan da'an* 疑難大案), exigeant par conséquent une vaste expérience et une connaissance approfondie du sujet : c'est à de tels cas que fait allusion Xue Yuncheng dans un commentaire où il affirme que lorsqu'ils se présentent, on est le plus souvent obligé d'aller chercher dans une autre province pour trouver un agent légiste à la hauteur⁸⁴. Xue écrivait au tournant du XX^e siècle, et même si ce qu'il dit était vrai à son époque, il nous est impossible de savoir quelle était exactement la situation à un quelconque autre moment sous les Qing. Comme je l'ai mentionné, les recueils de cas de médecine légale datant du début du XIX^e siècle nous donnent à voir quelques agents d'autopsie extrêmement savants et respectés dont la contribution est cruciale pour résoudre les cas difficiles. Étaient-ils rares au point qu'on était obligé d'aller très loin pour les trouver ? Les sources ne le nous disent pas.

4. La passion de l'explication

Pour conclure j'aimerais parler d'un de mes auteurs favoris, un fonctionnaire du début du XIX^e siècle nommé Gao Tingyao 高廷瑤 qui a eu l'occasion de superviser un grand nombre d'autopsies au cours de sa carrière. Sans être l'un de ces spécialistes réputés de médecine légale dont il vient d'être question, Gao était sans aucun doute possiblement habité par une authentique passion pour la résolution des affaires criminelles difficiles ; et le fait est que la médecine légale comptait parmi les nombreuses disciplines administratives dans lesquelles il jouissait d'une réputation considérable, non seulement de son vivant mais aussi longtemps après sa mort. Comme Wang Huizu une génération plus tôt, Gao a consigné ses expériences dans une autobiographie bourrée de détails intéressants et concrets ; en outre — contrairement au *Bingta menghen lu* de Wang Huizu — cette autobiographie, parue sous le titre *Huanyou jilüe* 宦游紀略 (les pérégrinations d'un fonctionnaire), est d'une lecture extrêmement divertissante.

Gao Tingyao est né en 1765 et mort en 1830, et il a eu une carrière officielle d'une

⁸³ *Ibid.*, p. 77-78 et *passim*.

⁸⁴ Cf. *Duli cunyi*, commentaire à l'article additionnel 412/14 (qui date de 1788 et combine trois articles plus anciens, datant respectivement de 1728, 1740 et 1763). Cet article porte sur les quotas eu sur la formation des agents légistes, et Xue Yuncheng affirme qu'il est pratiquement devenu lettre morte et n'est pour ainsi dire jamais appliqué.

vingtaine d'années correspondant peu ou prou aux deux premières décennies du XIX^e siècle. Il était issu d'une famille de propriétaires fonciers du Guizhou et avait passé l'examen provincial en 1786, mais il n'avait pas réussi à obtenir le doctorat en dépit de quatre tentatives. Malgré cela, il avait été récompensé par les insignes du sixième rang de la hiérarchie mandarinale après avoir participé à la répression d'une rébellion d'aborigènes Miao dans sa région natale en 1796, et encore une fois en 1800. À la suite de cela il était entré dans la bureaucratie par la procédure dite « du grand choix » (*datiao* 大挑), réservée aux titulaires de l'examen provincial s'étant présentés au doctorat au moins trois fois⁸⁵. Il fut donc envoyé en 1802 au Anhui en qualité de préfet adjoint (*tongpan* 通判), et passa une dizaine d'années dans cette province, pour l'essentiel en jouant un rôle d'assistant et d'expert auprès d'une succession de gouverneurs, lesquels l'envoyaient partout où surgissaient des problèmes auxquels les fonctionnaires locaux n'arrivaient pas à faire face. Pendant la seconde partie de sa carrière, d'un profil plus conventionnel, Gao servit au Guangxi et surtout au Guangdong, où il fut en particulier préfet de Canton pendant plusieurs années.

Si Gao Tingyao semble avoir été réputé de son vivant pour son intégrité et son efficacité, et aussi pour son caractère tête et son goût de l'affrontement, son véritable prestige dans les cercles bureaucratiques est nettement plus tardif — il passe pour avoir été considéré comme un modèle par des personnalités aussi considérables que Lin Zexu 林則徐 (1785-1850), Hu Linyi 胡林翼 (1812-1861) ou Zeng Guofan 曾國藩 (1811-1872) — et trouve son origine dans la publication posthume de son autobiographie. Contrairement au *Bingta menghen lu* de Wang Huizu, le *Huanyou jilüe* couvre seulement les années passées par l'auteur dans la fonction publique et ne parle que de ses activités et de ses aventures en tant que fonctionnaire. Le texte n'adopte pas le format d'une autobiographie chronologique (*mianpu*) : il faudrait plutôt parler d'une sorte d'« autobiographie libre », peu stricte au regard de la chronologie au sens où Gao se permet parfois d'anticiper sur les événements, ou en contraire revient sur des fonctions qu'il a occupées précédemment, également au sens où le récit extrêmement concret et vivant de ses aventures est régulièrement interrompu par des digressions substantielles consacrées soit à des problèmes de fond, soit à des épisodes de sa carrière présentés indépendamment de l'ordre chronologique.

Le *Huanyou jilüe*, dont le texte est d'une indéniable liberté de ton, confinant parfois à la satire, ne semble pas avoir été destiné par son auteur à la publication, même s'il avait à l'évidence été rédigé avec une visée pédagogique — par la suite en tout cas il a été célébré comme l'égal des meilleurs manuels pour fonctionnaires. J'ai pour le moment identifié huit éditions, dont la plus ancienne, qui semble aussi avoir été la première, a été colligée par les deux fils et les huit petits-fils de l'auteur et a été apparemment imprimée au Sichuan aux alentours de 1860, environ trente ans après la mort de Gao. La plus récente a été gravée en 1908⁸⁶.

⁸⁵ Le peu que nous savons de la vie de Gao Tingyao avant sa carrière officielle provient d'une « biographie familiale » (*jiazhuan* 家傳) rédigée par un de ses « pays », un fonctionnaire nommé Tang Shuyi 唐樹義. Cette biographie est reproduite au début de l'autobiographie de Gao. Voir aussi Ling Ti'an, *Qingdai Guizhou mingxian xiangzhuhan*, p. 73-77.

⁸⁶ Il semble que d'autres encore aient été publiées. Bien que les éditions que j'ai consultées soient pour

La réputation de Gao Tingyao reposait pour une bonne part sur ses qualités d'enquêteur et de juge. Son récit inclut un nombre important d'affaires qu'il a eu à tirer au clair, en particulier lorsqu'il était employé au bureau judiciaire du Anhui (Wan yanju 宛讞局), où les affaires à résoudre se seraient comptées « par milliers » ; et il ne manque jamais de s'étendre sur les procédés ingénieux grâce auxquels il a su en venir à bout. Il se montre particulièrement fier de son talent à « corriger les injustices » (*pingfan* 平反) et à « renverser les jugements » (*fan'an* 翻案) dans des affaires que ses collègues n'avaient pas su traiter correctement. Dans tous les cas, c'est dans ces narrations d'affaires judiciaires que l'on rencontre un certain nombre d'indications intéressantes sur la pratique médicolégale.

Peu après le début de sa carrière au Anhui, Gao est nommé magistrat intérimaire de la sous-préfecture supérieure de Liu'an 六安. Les dix mois qu'il y a passés sont en fait le seul poste relativement stable qui lui a été affecté pendant la décennie où il a été en fonctions au Anhui, et il semble y avoir été très heureux : il affirme quelque part que pendant les vingt années de sa carrière ces dix mois auront été la seule période pendant laquelle il lui a été réellement possible de « consacrer toutes ses énergies aux affaires du peuple » (*de jinxin yu minshi* 得盡心於民事). En tout cas, la majorité des autopsies qu'il évoque datent de cette période. Il dit à un moment en avoir supervisé plus de trente à Liu'an ; il dit aussi que d'après ses archives il aurait eu à y traiter plus de 1 360 affaires judiciaires au total — ce qui n'est pas sans intérêt d'un point de vue statistique : en admettant que Gao Tingyao ait passé approximativement trois cents jours à Liu'an, il aurait eu à régler en moyenne 4,5 affaires par jour, dont une affaire criminelle, ou potentiellement criminelle (nécessitant dans tous les cas une autopsie) tous les dix jours. Quoi qu'il en soit, il est clair que son expérience à Liu'an a été extrêmement gratifiante pour Gao Tingyao.

Il serait beaucoup trop long ici d'analyser en détail tout ce que Gao a à nous dire de ses activités en matière de médecine légale. La première chose sur laquelle il insiste, c'est qu'il respecte toujours les règles — et l'on voit bien là l'intention pédagogique du texte : il n'emmène jamais avec lui plus de personnel qu'il n'est strictement autorisé par les textes, il interdit que la moindre sapèque soit levée sur la population locale par les membres de sa suite (et il fait la liste des fournitures et des vivres qu'il emporte de façon à ne dépendre en rien des régions traversées), il refuse d'être reçu et régalé par les chefs de village (les *dibao*), etc., et tout cela, il l'illustre en grand détail et parfois de façon assez drôle. Il veille également à ce que tout se passe parfaitement dans l'ordre. Ainsi, une fois qu'il dirigeait une autopsie pendant les premiers temps de sa charge à Liu'an il s'était retrouvé harcelé par un « étudiant de l'Université impériale » (*jiansheng* 監生) extrêmement arrogant qui essayait de s'immiscer dans la procédure, donnait son opinion sur tout en gesticulant avec sa pipe, etc. : Gao, avec son habituelle rudesse, le remet à sa place et le calme en lui faisant administrer quelques gifles⁸⁷. Après deux ou trois épisodes de ce genre, affirme-t-il, ses autopsies se sont toujours

l'essentiel semblables du point de vue de leur contenu, certaines révèlent des variantes textuelles significatives, équivalentes par endroits à un véritable *rewriting*. Ces variations sont difficiles à expliquer. Le texte de l'édition que j'utilise a été colligé par les petits-fils de Gao Tingyao et imprimé en 1900 au Hubei.

⁸⁷ Gao semble ne pas avoir détesté administrer des corrections aux notables arrogants, notamment au cours des audiences de tribunal, et tout particulièrement aux soi-disant « étudiants de l'Université impériale », qui

déroulées dans le plus grand calme.

Mais comme l'exige la loi, les autopsies sont toujours des événements publics. Les spectateurs s'agglutinent autour de l'agent légiste en train d'opérer, et les proches du criminel et de la victime sont bien entendu présents. S'ils contestent les conclusions de l'agent ils sont invités à s'approcher, à inspecter ou même à palper le corps comme les y autorise le règlement. Pour ce qui le concerne, Gao Tingyao insiste absolument pour vérifier avec le plus grand soin les résultats de l'examen auquel a procédé l'agent, et s'il existe le moindre doute, pour aller palper lui-même le cadavre : de fait, il explique en grand détail comment faire pour distinguer les lésions réelles des traces qui n'en ont que l'apparence, comment appuyer avec le doigt, et ainsi de suite. Bref, il ne faut pas laisser subsister la plus petite incertitude. Et le résultat — du moins est-ce ce qu'il affirme —, c'est qu'aucune des trente autopsies qu'il a supervisées quand il était à Liu'an n'a été contestée après coup.

Certains épisodes saisissants, racontés de façon extrêmement vivante, quasiment haletante, nous donnent à voir une combinaison inattendue de médecine légale et de secours d'urgence. C'est ainsi que les employés du *yamen* de Liu'an virent un jour arriver un petit garçon qui venait dénoncer sa grand-mère et son oncle pour avoir vendu en mariage sa mère, qui était veuve, et qui disait qu'on venait juste de l'emmener. Gao se précipita aussitôt, mais quand il arriva la veuve s'était déjà tranché la gorge avec un petit couteau servant en temps normal à se tailler les ongles. Il la fit ramener au *yamen* avec toutes les personnes impliquées, examina la blessure, fit appliquer une concoction à base de peau de poulet, et l'installa dans une pièce à l'écart : au bout d'une quinzaine de jours elle était guérie. Dans un autre exemple, tout aussi spectaculaire, des talents de Gao Tingyao non seulement en médecine légale mais encore en chirurgie, la victime est un individu retrouvé gisant sous un pont avec le ventre ouvert : il avait essayé de se donner la mort après avoir tué sa maîtresse, que l'on retrouve encore en vie, reposant sur son lit et perdant son sang en abondance. L'un et l'autre ont droit à une intervention chirurgicale sous la direction de Gao, avec points de suture et pansements (les boyaux de l'homme ont été préalablement remis en place dans la cavité abdominale), et ils survivent ! Et à présent qu'ils sont guéris, on peut les interroger...

Cela étant, une fois au moins dans sa carrière Gao Tingyao se retrouvera sanctionné à la suite d'une autopsie dans laquelle son diagnostic était contesté⁸⁸. Il s'agissait d'une de ces affaires impossibles qui semblent au départ relativement simples mais qui sont ensuite l'objet de complications sans fin parce que le jugement initial est contesté par une succession d'appels. En l'occurrence, deux paysans s'étaient battus à la suite d'un différend sur le partage de la récolte d'une terre qu'ils cultivaient en commun. L'un des deux avait jeté à la tête de l'autre une pièce de vaisselle et l'avait blessé au front ; l'autre était mort douze jours

n'étaient en fait que des individus sans qualification académique ayant acquis leur titre contre argent et résidant dans leur localité d'origine. Pour cette raison ils étaient plutôt méprisés par les notables titulaires de « vrais » titres académiques. Comme les notables titrés (y compris les *jiansheng*) ne pouvaient pas en principe être soumis à la bastonnade, les gifles étaient un moyen commode de les humilier physiquement sans pour autant aller contre la loi.

⁸⁸ Il nous dit qu'au cours de sa carrière ses conclusions ont fait quatre fois l'objet d'appels à la capitale — il s'agissait à chaque fois d'autopsies de contrôle pour lesquelles il avait été désigné par les autorités provinciales —, mais que ce n'est que dans l'affaire décrite ici qu'elles ont été effectivement réfutées.

plus tard. C'était la seule lésion visible à l'examen médicolégal, et il n'y avait aucune hésitation sur celui qui l'avait infligée puisque personne d'autre que les deux hommes n'était impliqué dans la bagarre. Le cas était donc simple, et les premières conclusions furent transmises à la hiérarchie sans que personne ne les conteste.

Cela se passait en 1809. Or, trois ans plus tard, le frère cadet de la victime fit soudain appel, affirmant qu'il y avait en réalité eu deux agresseurs (dont il donnait les noms) en plus de celui qui avait été identifié, et qu'ils avaient frappé la victime aux tempes. Gao fut missionné pour procéder à une nouvelle autopsie, mais il ne trouva rien de plus que ce qui avait été établi par l'autopsie originale. Le frère cadet fit de nouveau appel, cette fois directement auprès du gouverneur général du Jiangnan. Ce dernier ordonna au juge provincial de désigner un autre fonctionnaire pour une troisième autopsie, mais là encore on ne trouva rien de nouveau à signaler. Ce résultat n'eut pas l'heure de satisfaire le gouverneur général, qui fit faire une quatrième autopsie, et cette fois le responsable de l'opération crut observer quelques traces de choc sur une des tempes de la victime. L'un des deux individus qui avaient été accusés par le frère cadet se retrouva de ce fait en position de principal accusé, mais son fils fit derechef appel à la capitale, et l'empereur dépêcha un envoyé spécial pour enquêter à son tour⁸⁹. Or, l'envoyé en question confirma le diagnostic initial transmis par le gouverneur du Anhui — celui qu'avait déjà confirmé Gao Tingyao ; mais le gouverneur général s'empressa de contester cette conclusion, si bien que ce fut cette fois un intendant des grains (倉督) du Guangxi à qui l'empereur ordonna d'aller examiner à nouveau les faits. Ce nouvel enquêteur confirma la version qui avait la faveur du gouverneur général — celle qui incriminait l'un des deux individus accusés par le frère de la victime —, et cette conclusion fut cette fois considérée comme définitive, mettant un point final à l'affaire.

Tous les fonctionnaires qui avaient soutenu l'autre interprétation furent sanctionnés, certains fort sévèrement. Gao Tingyao en faisait partie, mais comme il nous l'explique, à ce moment il avait déjà quitté le Anhui et il s'en est plutôt bien tiré, car il n'était pas impliqué dans les appels à la capitale : il a seulement perdu neuf points (*ji* 級) dans sa notation, alors que d'autres ont été cassés de leur charge, voir exilés. Et en conclusion de cette anecdote Gao ne manque pas de nous expliquer pourquoi, à ses yeux, ce jugement révisé était absurde.

Bilan

Que faut-il penser de tout cela ? Le récit de Gao Tingyao est trop bref pour que nous puissions deviner les enjeux en arrière-plan de cette affaire assez incroyable : une banale dispute entre paysans, une procédure d'appel tardive ayant tous les aspects de l'invraisemblance (c'est en tout cas ce qu'affirme Gao), une nouvelle autopsie (celle de Gao), et à partir de là une succession d'appels et de contre-appels, l'obstination inexplicable

⁸⁹ Le degré exact d'engagement personnel de l'empereur dans ce genre d'affaires judiciaires contestées est toujours difficile à apprécier. Il est tout à fait possible que les services du ministère de la Justice aient suggéré l'envoi d'un tel émissaire dans le mémoire qu'ils étaient de toute façon tenus d'adresser au trône pour formuler leurs recommandations sur les affaires qui leur étaient soumises, et que l'empereur ait donné une approbation de routine. Mais il est également possible que l'affaire ait été discutée au cours d'une réunion du Grand Conseil (*junjichu* 軍機處), que l'empereur s'y soit personnellement intéressé et qu'il ait lui-même pris l'initiative de désigner un envoyé spécial.

d'un gouverneur général qui devait pourtant avoir d'autres préoccupations, l'implication de l'empereur en personne, et au bout du compte pas moins de six enquêteurs — dont deux hauts fonctionnaires spécialement désignés par l'empereur — se penchant l'un après l'autre sur une affaire dans laquelle le seul élément de preuve tangible semble être un morceau de crâne que l'on scrute et rescrute pour y trouver des traces de coups⁹⁰.

L'affaire est incroyable, mais elle ne m'en semble pas moins emblématique à la fois de la place centrale de l'autopsie dans la procédure criminelle à l'époque des Qing et des incertitudes qui l'entouraient. Emblématique, mais pas nécessairement typique, du moins si on la rapporte à ce qui devait être le tout-venant de la pratique médicolégale à la fin de la période impériale. Statistiquement parlant, les irrégularités dont on trouve mention dans les sources judiciaires — les erreurs, les négligences, les cas de tromperie délibérée, etc., dont j'ai essayé dans ce qui précède de donner une idée, même à partir d'un échantillon limité — ne peuvent que concerner une très faible proportion des autopsies pratiquées sur l'ensemble du territoire pendant la durée des Qing. Certes, il faut aussi faire entrer en compte une part impossible à estimer d'irrégularités non détectées, ou non dénoncées, qui pour cette raison ne se retrouvent ni dans les archives ni dans les recueils de documents dont j'ai parlé. Mais il me semble hors de doute que la grande majorité des autopsies étaient des affaires de routine, portant sur des cas où il s'agissait simplement de confirmer formellement des faits sans ambiguïté et ne soulevant pas de problèmes particuliers.

Qu'elles n'aient pas toujours été effectuées avec la plus grande rigueur et que les connaissances médico-légales mises à contribution n'aient pas toujours été d'une grande sophistication importe peu : ce qui importe, c'est qu'on y procédaient systématiquement, car telle était la loi, qu'elles permettaient de boucler la procédure et qu'elles contribuaient à l'exercice d'une justice acceptée de tous. La valeur scientifique de la médecine légale chinoise traditionnelle basée sur le *Xiyuan lu* au regard des normes de la médecine scientifique moderne n'est pas ici le problème : ce qui compte, c'est sa valeur opératoire au sein de l'institution judiciaire. Et il est intéressant de constater que son utilité de ce point de vue a survécu à la disparition du système judiciaire de l'Empire, comme l'atteste le fait qu'elle a longtemps continué d'être pratiquée et de faire autorité alors même que les codes et les institutions judiciaires de la République étaient modernisés à l'image des modèles européens et japonais et que la médecine légale scientifique essayait de s'imposer⁹¹.

⁹⁰ Il est en fait vraisemblable, même si Gao Tingyao n'en dit pas un mot, que d'autres éléments de preuve soient entrés en ligne de compte et expliquent ces incertitudes, à commencer par les interrogatoires des personnes mises en cause. Bien que six enquêteurs se soient succédé, Gao ne parle que quatre autopsies lorsqu'il résume l'affaire pour en montrer l'absurdité : il faut apparemment comprendre que les deux enquêteurs désignés par l'empereur n'ont pas procédé à de nouveaux examens médicolégaux mais se sont contentés d'examiner le dossier et peut-être de procéder à de nouveaux interrogatoires.

⁹¹ Voir à ce sujet les travaux de Daniel Asen, notamment « Dead Bodies and Forensic Science: Cultures of Expertise in China, 1800-1949 », p. 105-140.

Liste des illustrations

Fig. 1 : Scène d'autopsie intitulée « Fengliu guijian » (風流龜鑑), tirée du *Dianshizhai huabao daquan* 點石齋畫報大全, Shanghai, Jicheng tushu gongsi, 1910 (Bibliothèque de l'Institut des hautes études chinoises, Collège de France).

Fig. 2 : Formulaire d'autopsie daté de 1880 (10 feuillets), Archives Dan-Xin (淡新檔案), Taiwan (Bibliothèque de l'université de Taiwan).

Fig. 3 : Diagramme du squelette (1. face et 2. dos), tiré du *Chongkan buzhu Xiyuan lu jizheng* 重刊補注洗冤錄集證, Taipei, Wenhai chubanshe, 1968.

Fig. 4 : Scène d'inspection d'un squelette intitulée « Qin shi yangu » (欽使驗骨), tirée du *Dianshizhai huabao daquan* 點石齋畫報大全, Shanghai, Jicheng tushu gongsi, 1910 (Bibliothèque de l'Institut des hautes études chinoises, Collège de France).

Fig. 5 : Exhumation d'un corps, aquarelle chinoise d'exportation, possiblement XVIII^e siècle (Bibliothèque nationale de France).



死事凡人些宿查腐真要般元

圖 5 “開棺驗屍”（中國十八世紀出口水彩畫）
法國國家圖書館藏

欽差查辦湖

北余姓一案

縣烏兩星使祇

省後示期於五月初七日

落獄重驗屍骨是日清

晨帶同司員四人刑部

差出二件作一名至廠升

座室上設公案十四

欽憲督撫俱面南司員藩臬

及各道員平分兩側須臾

吊骨到案排成人形如法

下鍋煎煮鍋旁另設一案

乃臬憲監資處審畢據

刑部件作報稱驗得傷痕

兩處一在頂後一為缺齒一粒與前驗

符合但部位痕色究為何物所傷

據各仵作言種令人不可思議比

驗候各憲命駕還轎已在上燈後

矣此次閱防十分嚴密各官除隨

帶茶房一名外餘悉在外伺候席

轎左右標兵圍繞雖在場當差官

一出入必嚴詰說者曰慎重

欽命固應爾也

卷之三

張志瀛

甲八

五十九



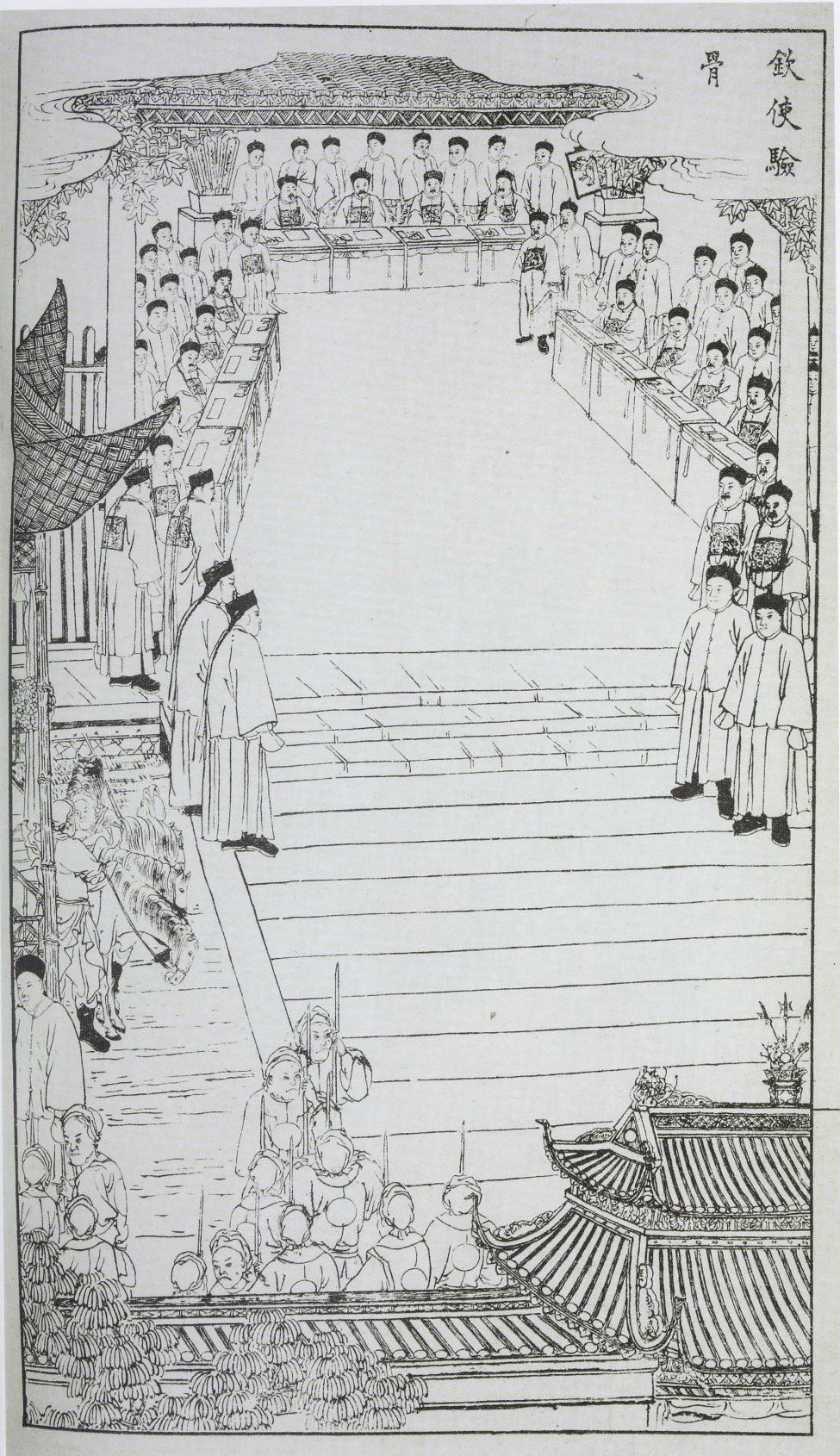


圖 4 “欽使驗骨” 摘自《點石齋畫報大全》（上海，集成圖書公司，1910年）
法蘭西學院漢學研究所藏

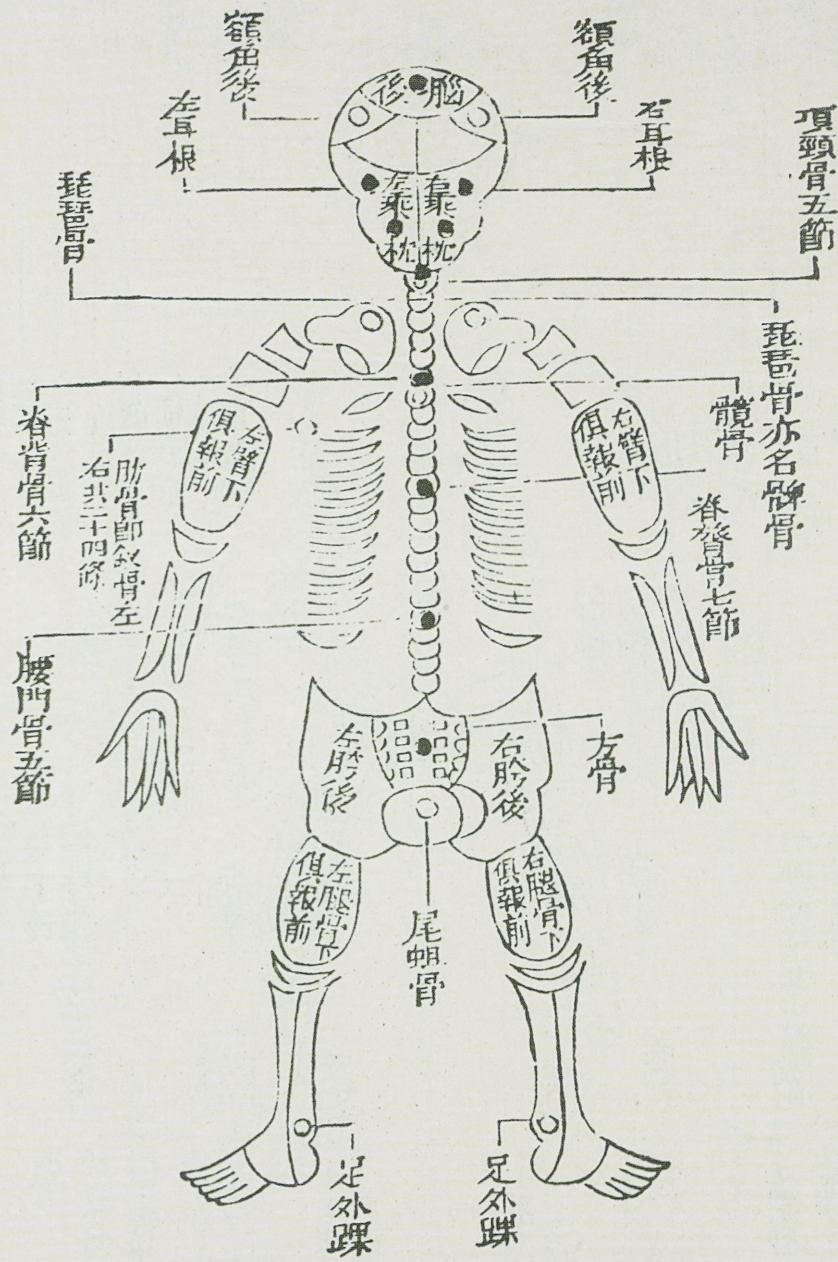


圖 3 檢骨圖 (二) 背面

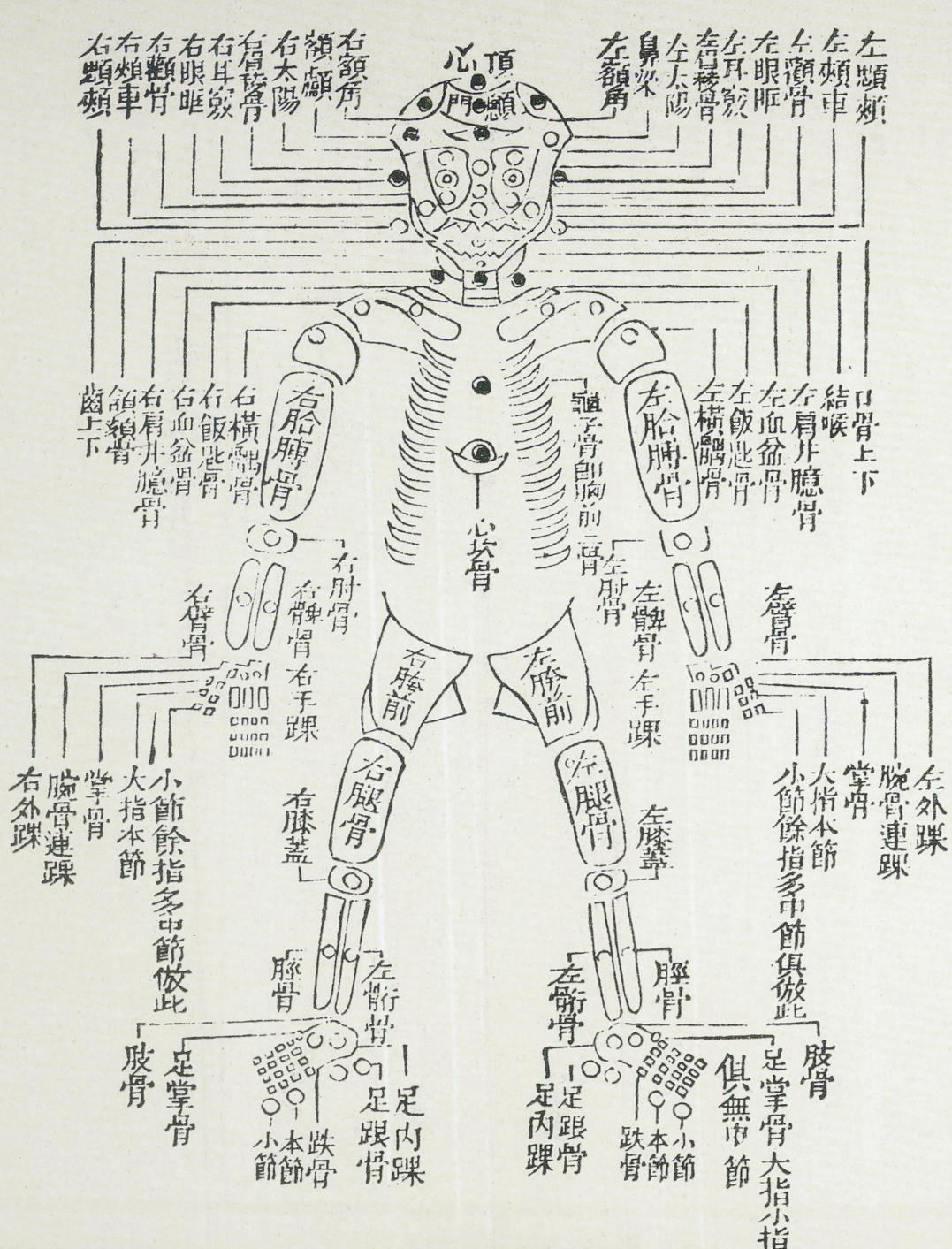


圖3 檢骨圖（一）正面

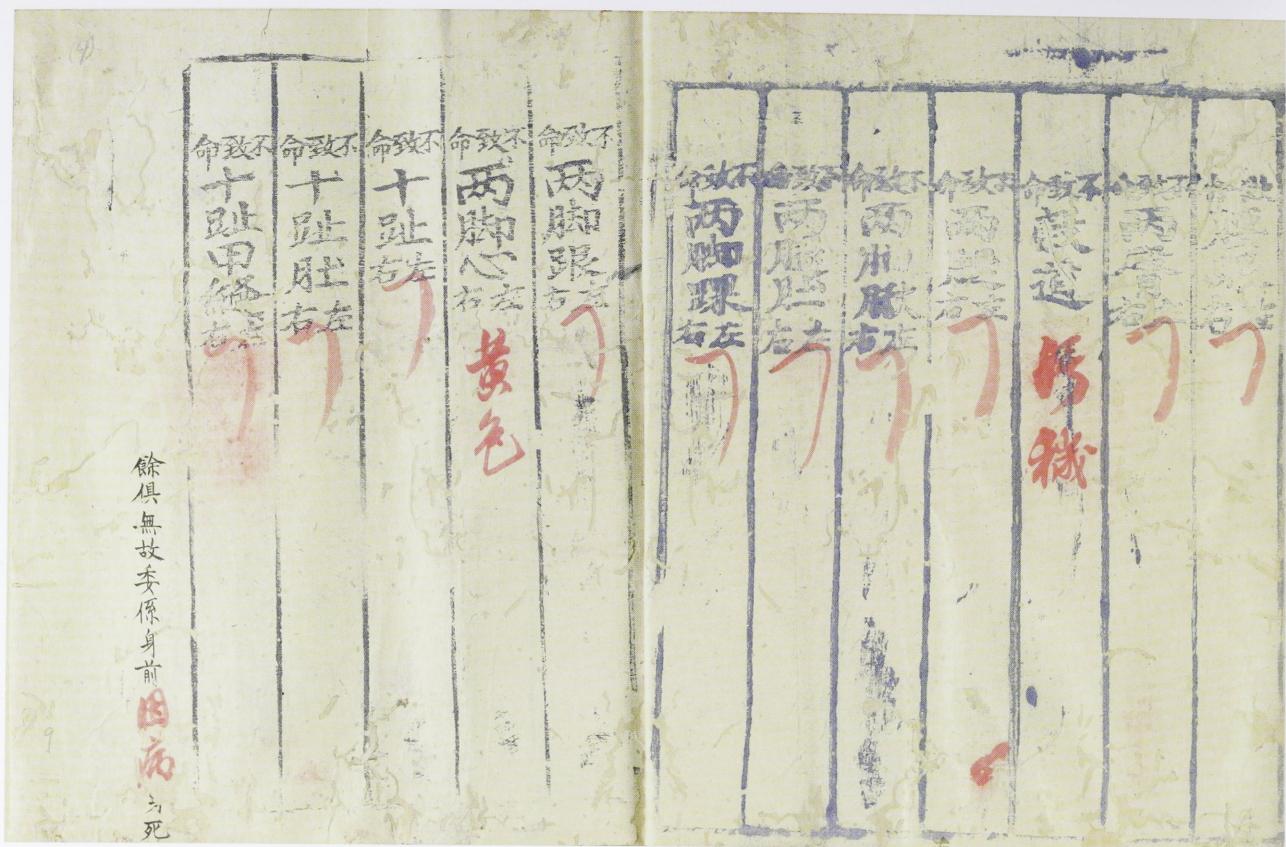


圖 2 淡新檔案 驗屍格 (七)

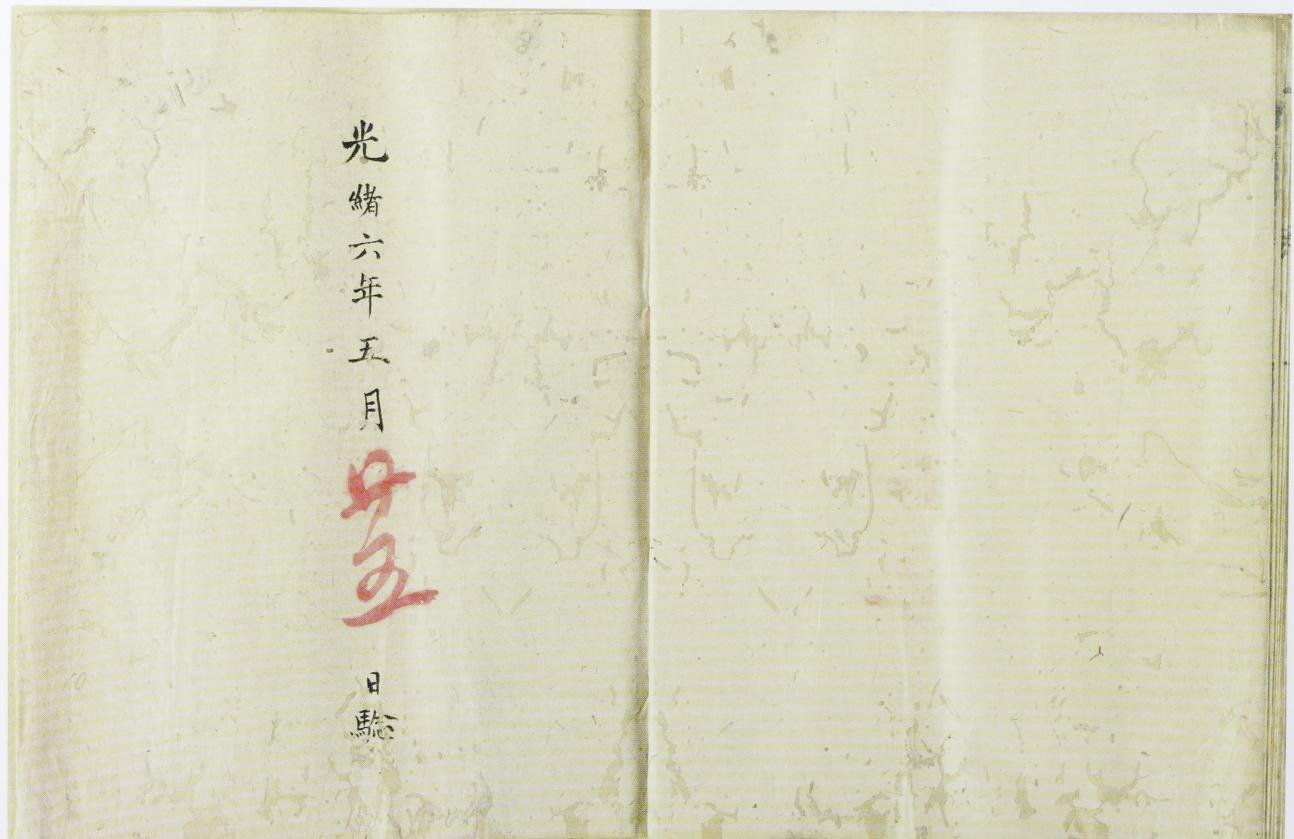


圖 2 淡新檔案 驗屍格 (八)

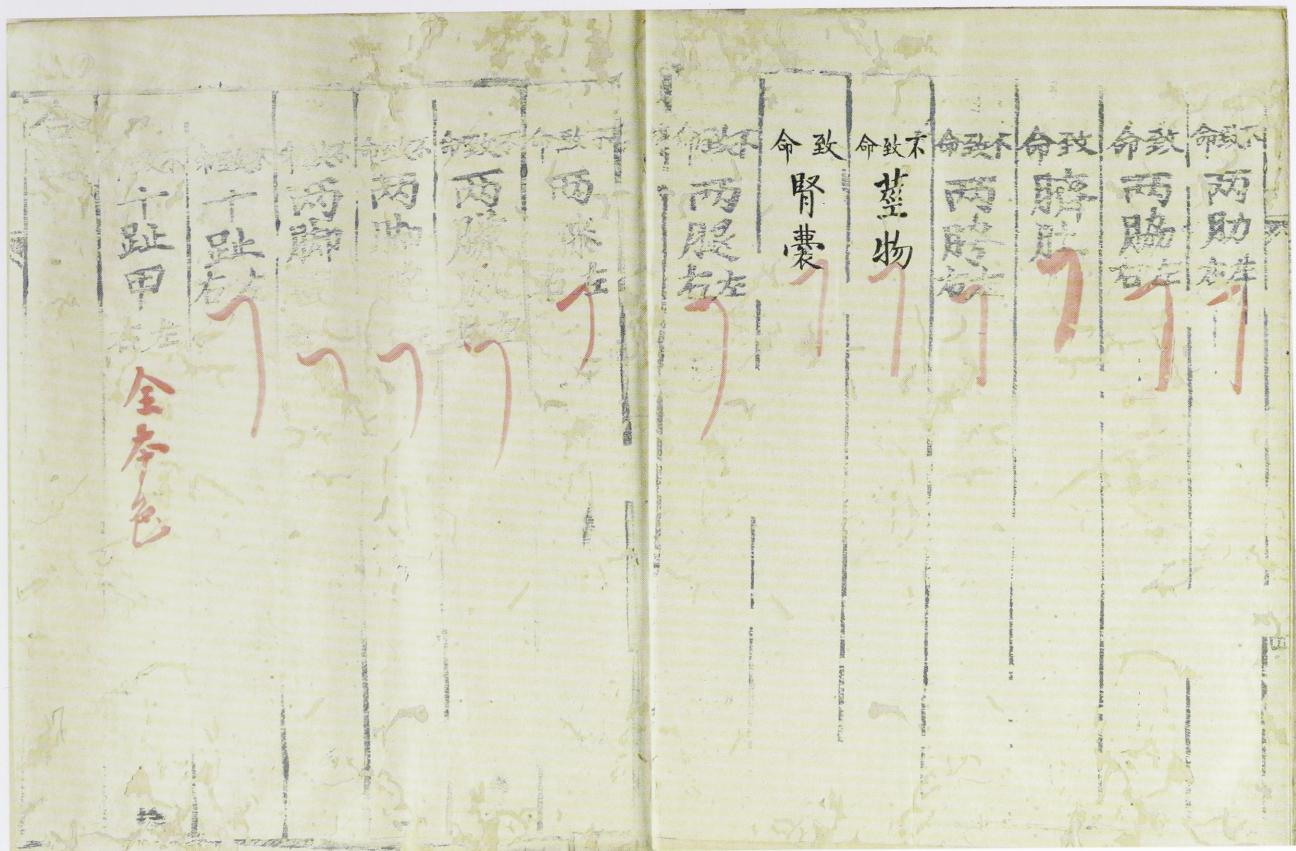


圖 2 淡新檔案 驗屍格（五）

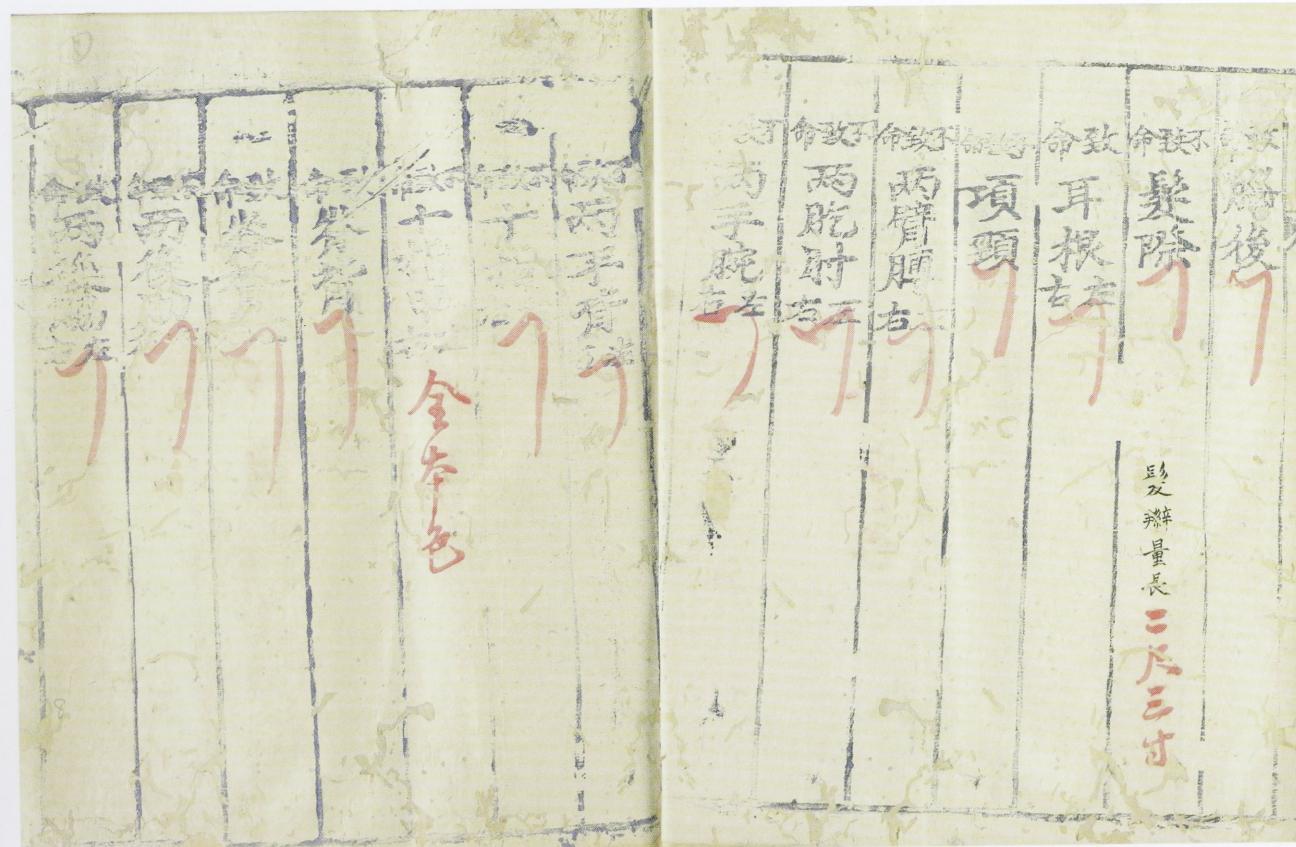


圖 2 淡新檔案 驗屍格（六）

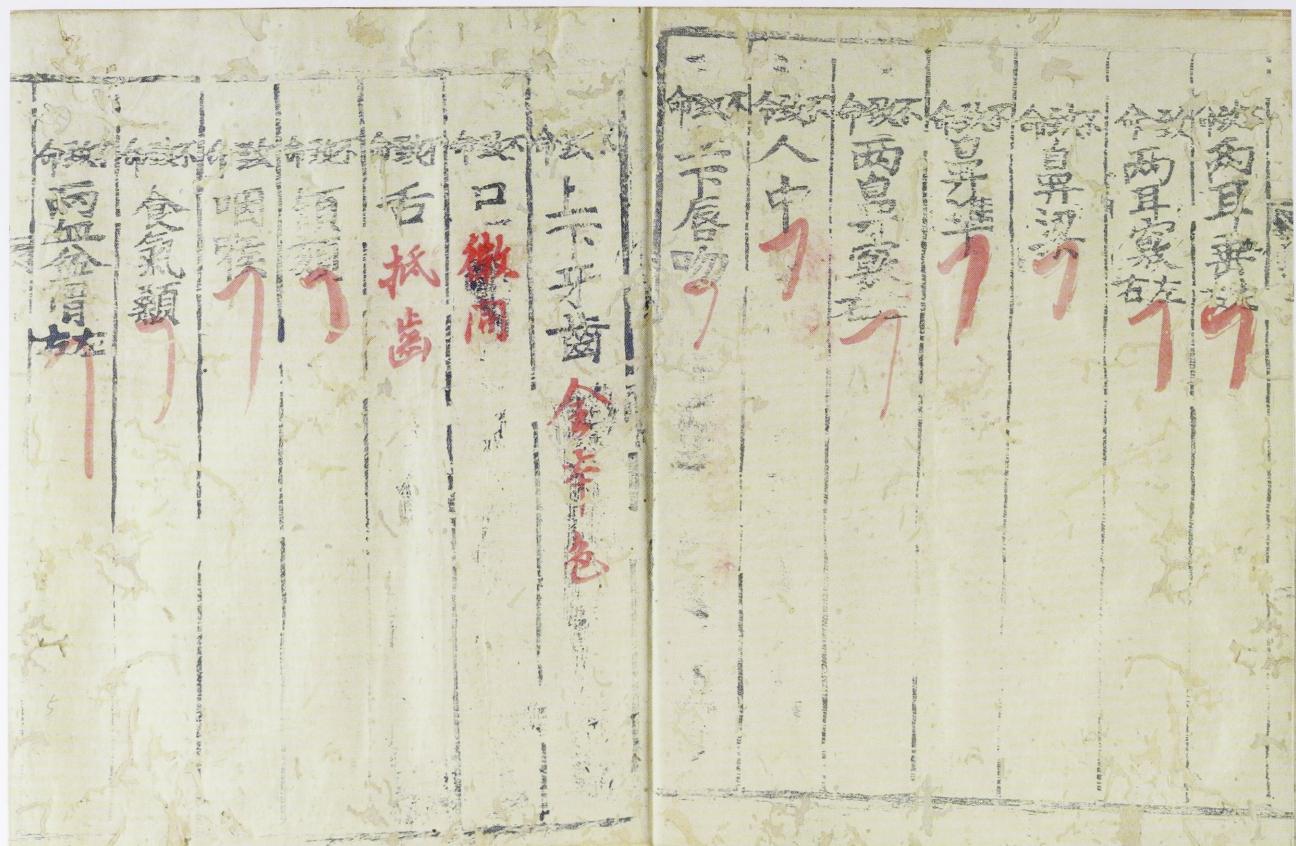


圖 2 淡新檔案 驗屍格（三）

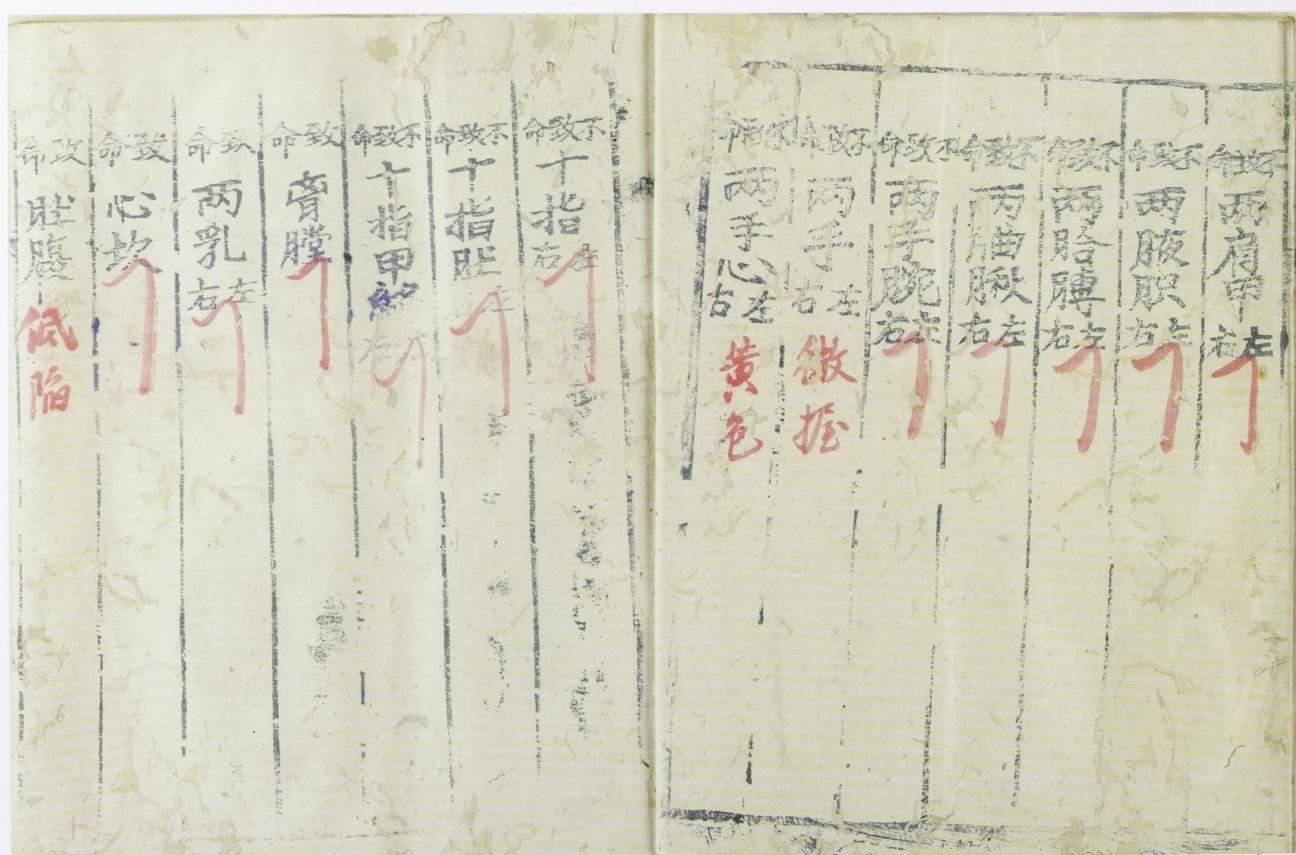


圖 2 淡新檔案 驗屍格 (四)

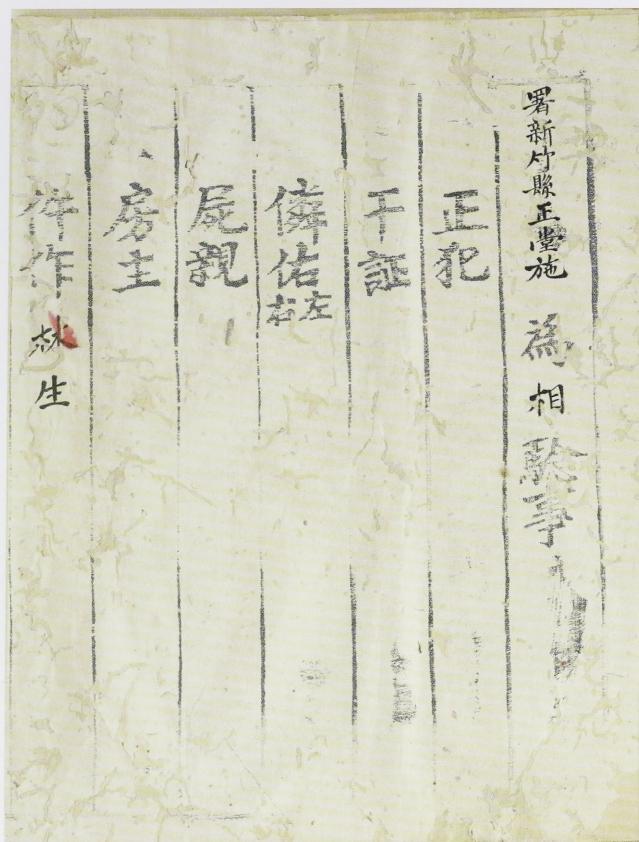


圖 2 淡新檔案 驗屍格（一）

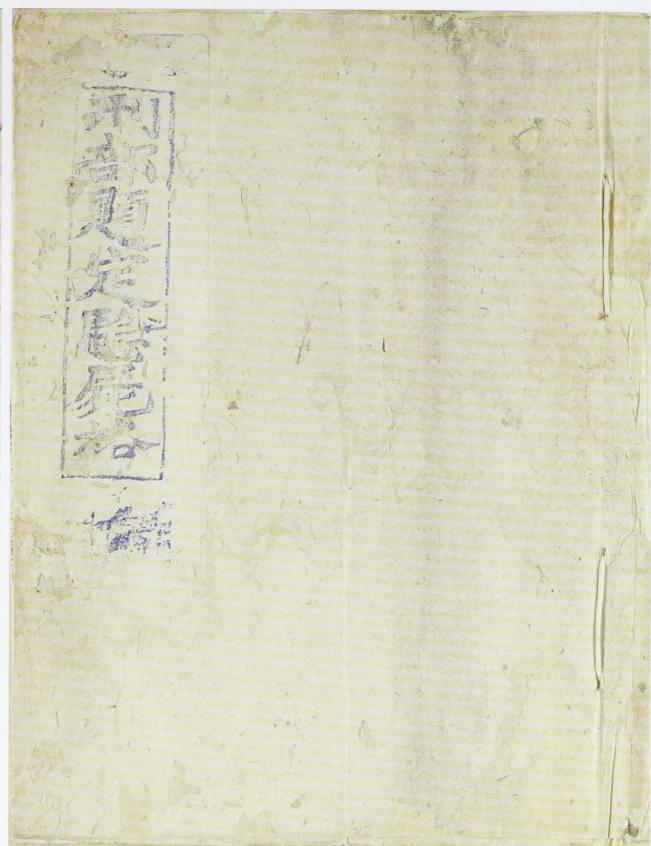


圖 2 淡新檔案 驗屍格（封面）

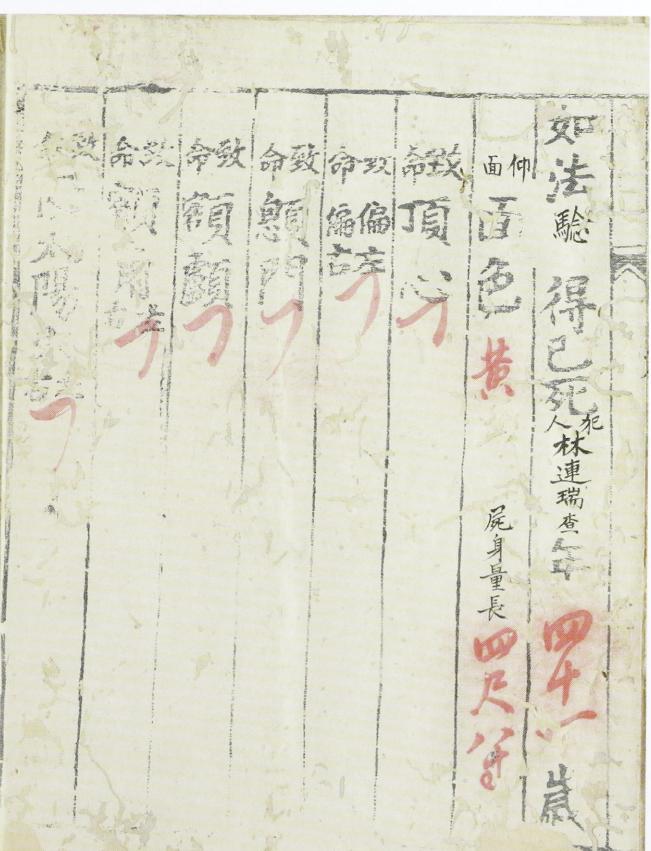
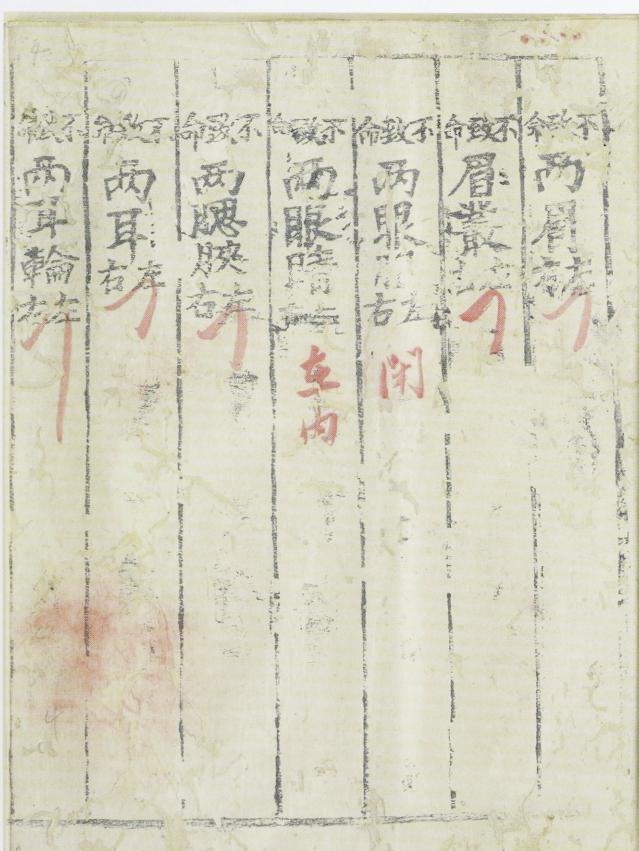


圖 2 淡新檔案 驗屍格（二）

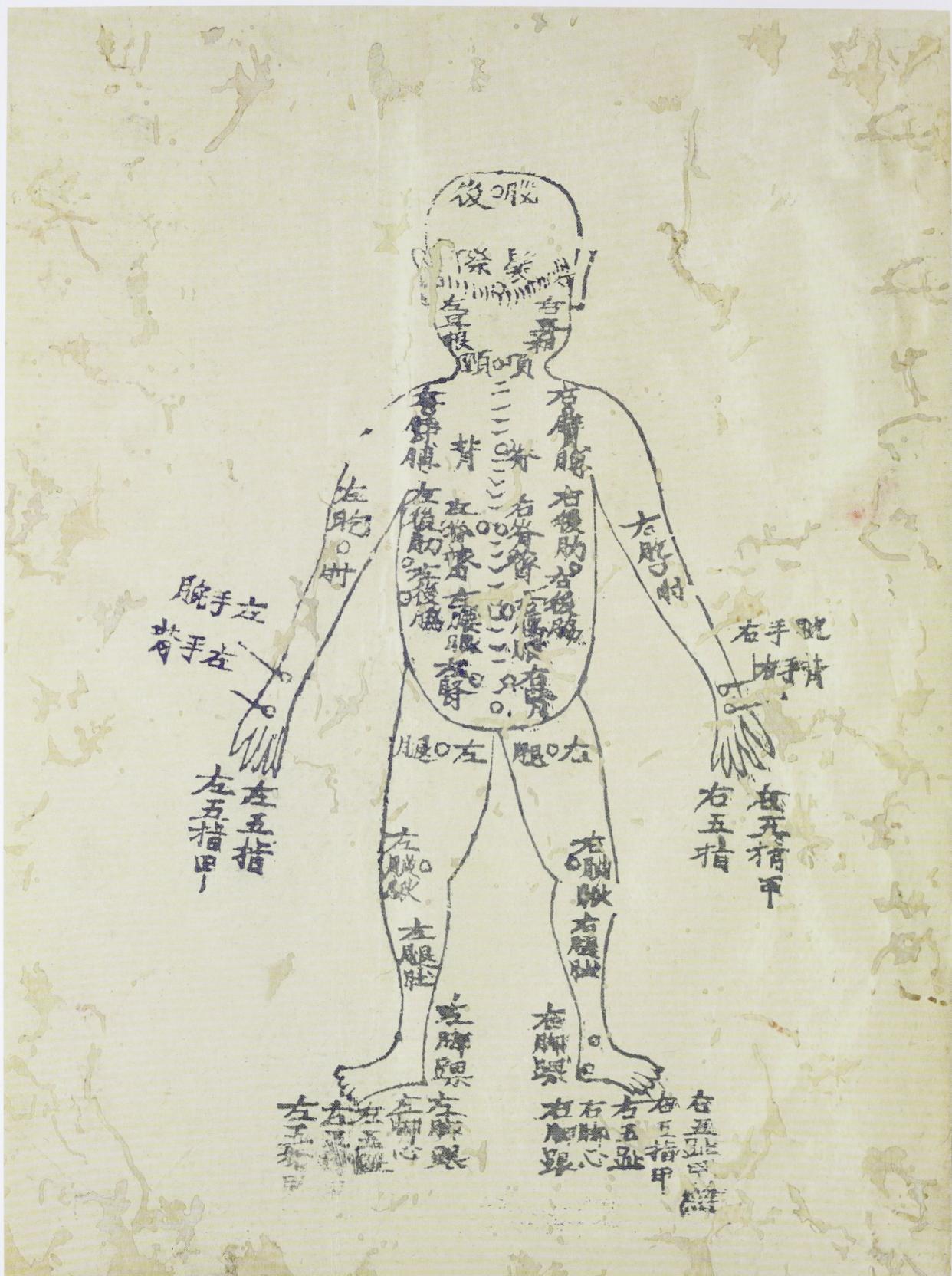


圖 2 淡新檔案 驗屍圖（背面）



圖 2 淡新檔案 驗屍圖，光緒六年（1880年）（正面）
台灣大學圖書館藏

風流龜鑑

尚

柳昇充勃事也而處
一無貞術每家破

而身亡前者蘇淮內大臣前
高墩上拔出一展隨近

宣傳教官請

驗邑草鈎墨含覆如亡者係鎮江

人生機為夥積玉水資作押那
邀之該處人甚楚相識

峰石鑿曲畫綱保

無何金畫底頭

袁深捐黑向人相期曰首者
至此久道白銀機委成於方服妻莫

封故而該鄉草指理運食連通曉鏡

不負春歸半熟勝乎



圖 1 “風流龜鑑”摘自《點石齋畫報大全》（上海，集成圖書公司，1910年）
法蘭西學院漢學研究所藏

OUVRAGES CITÉS / 書目

Sources / 一手史料

Bingta mengben lu 病榻夢痕錄 (Traces de rêves sur un lit de malade), par Wang Huizu 汪輝祖, in *Wang Huizu zizhu nianpu erzhong* 汪輝祖自述年譜二種, Beijing : Beijing tushuguan chubanshe, 1997 (reproduisant une édition Qing non spécifiée).

Cheng'an huibian 成案彙編 (Compilation d'affaires jugées), par Yaerhashan 雅爾哈善 (préface de 1746).

Da Ming lü fuli jianshi 大明律附例箋釋 (Explication du Code et des lois secondaires des Ming), par Wang Kentang 王肯堂 (préface de 1612).

Da Qing huidian shili 大清會典事例 (Institutions et précédents des grands Qing) (édition de 1899), Shanghai : Shangwu yinshuguan, 1908.

Da Qing lü jizhu 大清律輯注 (Recueil de commentaires sur le code des Qing), par Shen Zhiqi 沈之奇 (1715), édité par Huai Xiaofeng 懷效鋒, Beijing : Falü chubanshe, 1998.

Da Qing lüli jizhu 大清律例集註 (Recueil de commentaires sur le code des Qing), par Wan Weihan 萬維翰 (préface de 1766).

Da Qing lüli quanznan jicheng 大清律例全纂集成 (Compendium de commentaires sur le code des Qing) (édition augmentée de 1804).

Dingli cheng'an hejuan 定例成案合鑄 (Présentation combinée de règlements administratifs et de cas homologués), par Sun Lun 孫綸 (préface de 1707).

Duli cunyi 讀例存疑 (Doutes persistants à la lecture des articles secondaires), par Xue Yunsheng 薛允昇 (1905), édité par Huang Jingjia 黃靜嘉, Taipei : Chinese Materials Center, 1970.

Dulü peixi 讀律佩觿 (Le passe-lacet pour démêler les difficultés du code pénal), par Wang Mingde 王明德 (préface de 1674), édité par He Qinhuá 何勤華 et al., Beijing : Falü chubanshe, 2001.

Fuhui quanshu 福惠全書 (Livre complet du bonheur et de la générosité), par Huang LiuHong 黃六鴻 (1ère éd. 1699).

Huanyou jilue 寶游紀略 (les pérégrinations d'un fonctionnaire), par Gao Tingyao 高廷瑤 (s.d.) (édition de 1900).

Lüli guan jiaozheng Xiyuan lu 律例館校正洗冤錄 (Le *Xiyuan lu* revu et corrigé par le bureau du Code) [1742].

Shuotie bianli xinbian 說帖辨例新編 (Nouvelle compilation de notes ministérielles analysant les articles secondaires du code pénal), par Wang Jinzhi 汪進之 (1836).

Shuotie leibian 說帖類編 (Compilation classifiée de notes ministérielles) (1835).

Tanglü shuyi 唐率疏議 (le Code des Tang avec commentaires, 653).

Tang Ming lü hebian 唐明律合編 (Édition conjointe des Codes pénaux des Tang et des Ming), par Xue Yunsheng 薛允升 (1901), édité par Huai Xiaofeng 懷效鋒 et Li Ming 李鳴, Beijing : Falü chubanshe, 1999.

Xiyuan jilu 洗冤集錄 (Textes réunis pour laver les injustices), par Song Ci 宋慈 (préface de 1248). Édition moderne, Beijing : Falü chubanshe, 1958.

Xiyuan lu jizheng 洗冤錄集證 (le *Xiyuan lu* avec commentaires réunis), par Wang Youhuai 王又槐 (1796, et nombreuses éditions augmentées).

Xinzeng cheng'an suojian ji 新增成案所見集 (Compilation de cas homologues consultés personnellement), par Ma Shilin 馬世璘, Xie Kui 謝奎 et Wang Youhuai 王又槐 (quatre séries, 1781-1812).

Xing'an builan 刑案匯覽 (Collection de cas judiciaires), par Bao Shuyun 鮑書芸 et Zhu Qingqi 祝慶祺 (1834).

Travaux secondaires / 二手文献

Asen, Daniel, « Vital spots, Mortal Wounds, and Forensic Practice : Finding Cause of Death in Nineteenth-Century China », *East Asian Science, Technology and Society*, 3 (4), 2009, p. 453-474.

———, « Dead Bodies and Forensic Science: Cultures of Expertise in China, 1800-1949 », Ph. d. dissertation, Columbia University, 2012.

Chen Chongfang 陳重方, « *Qing Lüli guan jiaozheng Xiyuan lu xiangguan wenti kaozheng* » 清《律例館校正洗冤錄》相關問題考證 (Recherches sur les questions relatives au *Xiyuan lu* revu et corrigé par le bureau du Code), *Youfeng chuming niankan*, 6 (2010), p. 441-455.

Djang, Chu, *A Complete Book Concerning Happiness and Benevolence : A Manual for Local Magistrates in Seventeenth-Century China*, Tucson : The University of Arizona Press, 1984.

Hummel, Arthur W., *Eminent Chinese of the Ch'ing Period*, Washington, D.C. : Government Printing Office, 1943.

Jiang Yonglin, *The Great Ming Code / Da Ming lü*, Seattle : University of Washington Press, 2005.

Ling Ti'an 凌惕安, *Qingdai Guizhou mingxian xianguan* 清代貴州明賢像傳 (Biographies illustrées d'hommes éminents du Guizhou à l'époque des Qing), Shanghai : Shangwu yinshuguan, 1946.

Wang, Zhiqiang, « Case Precedent in Qing China : Rethinking Traditional Case Law », *Columbia Journal of Asian Law*, 19, 1 (2005), p. 323-344.

Will, Pierre-Étienne, « Developing Forensic Knowledge through Cases in the Qing Dynasty », in Charlotte Furth, Judith T. Zeitlin et Ping-chen Hsiung (éd.), *Thinking with Cases: Specialist Knowledge in Chinese Cultural History*, Honolulu : University of Hawai'i Press, 2007, p. 62-100.

_____, « Forensic Science and the Late Imperial Chinese State », in Lim Jongtae et Francesca Bray (éd.), *Science and Statecraft in East Asia*, Leiden : Brill, sous presse.

_____, *Official Handbooks and Anthologies of Imperial China: A Descriptive and Critical Bibliography*, Leiden : Brill, sous presse.

Xie Xin-zhe, « Procedural Aspects of Forensics Viewed through Bureaucratic Literature in Late Imperial China », communication au colloque « Global Perspectives on the History of Chinese Legal Medicine », Université du Michigan, 20-23 octobre 2011.

別的研究，我們可發現，即使在帝國滅亡後的好長時間後，甚至民國的法律與法治皆已按歐日體系現代化、科學法醫學在中國已出現了之後，以《洗冤錄》為基礎的傳統屍體檢驗學依然持續被應用，並且保有原來的知識權威（注釋九二）。

(九一) 紹昇 Daniel Asen, « Dead Bodies and Forensic Science: Cultures of Expertise in China, 1800-1949 », 頁 105-140°

來，最終的偵查結果十分荒謬。

結論

我們該如何看待這起案子？高廷瑤的敘事可惜太簡略，使得我們無法猜想，這起可說令人驚奇的案子，背後還有甚麼不得而知的詳情？一開始只是平凡不過的農人紛爭，命案發生多年後，屍親的突然上控，牽引出此案所有光怪陸離的面向（至少高如此認為）。先是由高負責的覆驗，然後一連串的呈控，呈控後又有另一造一路喊冤。理應日理萬機的堂堂總督，其對此案的固執態度，更是無從解釋。再加上連皇帝都多少參與其中。從頭到尾，不下六位不同的審案官，其中包含皇帝指派的兩名高官，都曾經為了尋找打傷痕跡，用心研究過這起僅存一塊頭骨作為物證的奇案（注釋九〇）。

這的確是一樁奇案，但對我而言，其實同時標誌著驗屍在清朝刑事程序中占有的核心位置，以及環繞著驗屍工作所有可能的不確定性。不過此案雖是個指標，但與帝國晚期常態、平凡的驗屍活動比起來，不一定屬於經常出現的案件。以統計的角度來看，法律文獻中經常出現的違規情形，例如上文中我透過少數案例，大致介紹的驗屍出錯、草率亂驗、有意詐偽等情形，其實只佔了有清一朝，在全國版圖中執行的所有驗屍中的極小部分。當然，我們也必須留意，因未被查獲或檢舉而不可能出現在檔案、案例集裡的違規事項，也就不可能被我們納入考慮範圍。不過，我認為大多數的驗屍活動，無疑是正常的例行公事，只是為了形式上確認沒有疑點，沒有特殊問題的尋常案情。

驗屍活動常常在不甚嚴謹的狀況下完成，而且驗屍知識並非總是如此精密，這些都不是嚴重的問題。重點是按照法律規定的成式，按部就班地執行，好讓司法程序可以完滿，並使人人接受的司法體系可以運作。按照現代醫學的標準，如何評價中國傳統驗屍知識的價值，在此不是關心的課題，重點在於它在司法制度中的技術價值。透過

（九〇）雖然高廷瑤對此隻字未提，此案的審理過程非常有可能考慮到了一些其他種證據，而這些證據可以解釋這幾個疑點，例如，兩位嫌疑犯的供詞。雖然總共有六位官員先後經手此案，當高廷瑤為此案的荒謬下結語時，只提到了四次驗屍：因此可見，兩位欽差大臣並沒有進行新的驗屍，而只是重新檢視案卷，或者可能重新訊問涉案人證。

腹中完全，最後兩人都奇蹟生還！也就可以分別訊問了……

雖說如此，在高廷瑤的仕宦經歷中，至少有一次因驗屍結果遭質疑而受到處分（注釋八八）。這是一件起初看似單純的案子，卻因為初審結果屢屢遭到上控者的質疑，而最後演變成複雜，甚至不可能解決的案子。兩名農人為了共同耕種地之收成分配的糾紛，而起了口角衝突，並互相毆打。其中一人向第二人的頭部丟擲鎧具，打傷額頭；受傷者十二天後死亡，而額頭之傷是驗屍時唯一可見的傷痕，由於除此二人外，並無他人參與之前的鬥毆，因此兇手的身份頓時立明。案情非常簡單，偵辦的結論無人有異議，遂順利呈送到上級機關處。

整起事件發生於一八〇〇年，然而，就在三年之後，死者幼弟突然呈控，宣稱除了已判決的被告以外，兇手其實另有二人，他們打傷了死者太陽穴，而上控人也提供了這兩位嫌疑者的姓名。高廷瑤因此奉命前往當地進行覆檢，但卻沒有任何新的發現，覆檢結果維持原驗的結論。死者幼弟再次直接到江南總督處上控，江南總督即令按察使派另一名官員執行第三次驗屍。但同樣地，仍然毫無新的發現。總督對此似乎不太滿意，於是命令進行第四次驗屍。這一次主事的官員認為在死者太陽穴上，發現了撞擊的痕跡。如此一來，死者幼弟舉發的兩名嫌犯之其中一人，頓時成了此案的首犯。不過，這位新被告的兒子，隨即赴京上控，皇帝遂特遣欽差重新調查（注釋八九）。這位欽差卻確認了原本由安徽巡撫送出的調查報告屬實，也就是說結論與高廷瑤相同；但是總督非常急於駁斥這項結果，於是皇帝再一次派出廣西倉督，前往事發地重新審視所有線索。廣西倉督最後得出與總督的想法一致的結論，亦即，其中一名遭死者幼弟指控的嫌犯，的確有罪。此一看法最後被採納為結案的終極報告。

於是，所有曾經支持另一個看法的官員，都受到了處分，有些人甚至遭到重罰。高廷瑤當然也是持與結案報告不同意見者，但是，就像他在書中解釋的，他早已離開了安徽省，京控時他沒有被牽連在內，因此對他影響不大。相較於其他遭革職，甚至判流徙的同事，高只是失去了九級。作為敘述此遭遇的結語，高廷瑤不忘解釋為何在他看

（八八）高廷瑤指出，在一生仕途中，他呈交的審擬案件曾經四次遭到有關當事人京控，每一次都是關於他受省府之命，前往執行的覆驗。但當中只有在以下談到的案子中，他的判決真正遭到否決。

（八九）到底皇帝在此類法律案件中，親力親為的程度為何，實在很難判定。很有可能是刑部官員，在必須向皇帝奏報經手案件，並提出可行方案時，向皇帝建議派遣某位欽差重啟調查，而皇帝可能只是例行性地同意。但有時也有可能，是在與軍機處會議時，皇帝自己對某些案件產生了興趣，而自發下令派遣欽差。

平均一天必須審理^{八七}個案件，其中每十天就有一件是，或者有可能是兇殺案，也就是說必須驗屍。不論實情如何，在六安的經驗，對高廷瑤來說饒富趣味。

礙於文長限制，在此無法詳細分析所有高廷瑤敘述的驗屍活動。他非常強調的一點是，自己始終遵守規定——這裡我們可以再度看出，高氏寫作的教學目的。每次驗屍時，高廷瑤從未隨帶超過法律限制數目的下屬人員，也嚴格禁止隨行人員向老百姓強徵驗屍資費（高甚至列表說明自己攜帶的器具與伙食，以免干擾所經之地的民眾），他總是拒絕地保的邀宴等等。而這些原則都是用不失諱的方式，透過具體的細節而呈現。高廷瑤也力使所有程序依法進行。在抵達六安，初上任時，在一次監督驗屍的同時，他受到一名監生的干擾。這位人士十分自滿，意圖插手正在進行的驗屍工作，搖晃著菸斗，指手畫腳地對驗屍大發高論等等。高則嚴厲斥責，下令掌摑，好讓此人知道分寸（注釋八七）。在另外兩三起類似事件後，高說，從此以後，他執行驗屍時，全場鴉雀無聲。

然而，由於法律如此要求，因此所有的驗屍都必須公開舉行。觀眾圍繞正在檢查傷痕的仵作，被害及加害兩家屬自然也在場。一旦對仵作的報告發出異議，法律都允許家屬接近屍體，親自驗看，甚至觸摸屍身。對高而言，他一直以來都非常審慎地查核仵作的檢查結果，如有任何不明之處，絕對親自碰觸屍體檢查。他也非常詳細地解釋，如何分辨真傷與看似真傷的痕跡，例如使用手指觸壓等等。總之，無論如何，都不能讓偵查結果有任何一點不確之處。如此便使得，至少根據高所宣稱的，他經手的三十件驗屍工作中，沒有一件在事後遭到質疑。

另外幾個更吸引人的小故事，敘述十分生動，讀起來甚至令人屏息，也讓讀者看到驗屍如何與急救，以一種意外的方式結合。一天，六安衙門的差役看見一名小男孩，前來指控自己的祖母和叔叔，將其守寡的母親轉賣嫁作他人婦，新夫家已前來帶人。高廷瑤一得知此情，馬上馳奔前往，但此時寡婦已經用剪指甲用的小刀自刎。於是高命令將寡婦，連同一干人犯，帶回衙門，驗視傷口，並敷以雞皮，令其在另一室休養，期在救治。十五日後，寡婦因此痊癒。在另一件同樣令人歎為觀止的插曲中，高廷瑤不僅展現屍體檢驗長才，也發揮傷科救治的知識。傷者被人在橋下發現時腹部裂開。這名男子是在殺害情婦後，意圖自盡。被害的情婦被人發現時也尚有生命跡象，在床上大量出血。在高廷瑤的指揮下，這兩人都接受了緊急救治，分別縫合傷口，施以包紮，男子原本外露的腸子也已置回

（八七）高似乎不排斥給地方豪紳一點教訓，特別是在法庭中斥責這些毫無功名，滯居原鄉，用金錢換取頭銜的，所謂的監生。這些人通常受到正途出身的仕紳所輕視。由於士大夫階級，包括監生在內，不能處以笞杖，掌摑是肢體上汗譏這些人，而又不違法的最佳辦法。

如果說高廷瑤在世時，因其為官正直、效率高，還有其固執，以及喜好接受挑戰的個性，而享有良好的聲譽，但由於他的自傳乃於死後出版，然後才因為被林則徐（1785–1850）、胡林翼（1812–1861）、曾國藩（1811–1872）等名臣視為楷模，始真正名噪一時。不同於汪輝祖的《病榻夢痕錄》，《宦遊記略》僅敘作者任職期間，公務中所進行的活動及奇遇。敘述不採用年譜體例，而是一種「自由的」自傳，也就是說，並非嚴格地按照事件的時間順序編排，有時高選擇提前敘述比較晚發生的事件，有時則是相反地，突然回憶起較早任他職時發生的事。另外一個「自由自傳」的特徵是，高敘述這些具體又生動的奇遇記時，中間不斷大篇幅穿插作者對相關問題的闡發，或者有時天外飛來一筆，加上一些獨立於敘事時間順序的，其他一些做官時的小插曲。

《宦遊記略》不可否認地，是用一種真實自由的口吻寫作，有時甚至語帶嘲諷，因此出版廣傳，似乎不像是作者的本意。不過，無論如何，此書具有教學用意，則是無可置疑的，而《宦遊記略》也的確在出版後被視為最佳官箴書之一。我曾經找出此書的八種版本，其中年代最久遠的、大概也是此書最早版本的，乃1860年左右，由高廷瑤兩個兒子及八名孫子編成，於四川刻印的版本，也就是說，已在作者死後三十多年。這些版本中最近代的於1908年付梓（注釋八六）。

高廷瑤享有的盛譽，多半來自其辦案審案的才能。其自傳中敘述了許多高解決的案件，特別是他在皖贛局任職的期間，經手案件以千計；而他的敘事詳細交代了，他如何運用機智使案情終於水落石出。他對於自己在同僚們無力解決的案件中，展現了「平反」及「翻案」的天分，顯得頗為自豪。也就是在這些案情的陳述中，我們可以找到許多關於驗屍有趣的資料。

在開始於安徽任職不久後，高獲得任命調任六安州署理知州。他在此處停留的短短十個月，其實是他在安徽省任官的十年期間，唯一相對穩定的職位，而高對此似乎也相當高興：在自傳某處他提到，在他歷經二十年的仕途中，這十個月是他「得盡心於民事」唯一的一段時光。無論如何，大部分高提及的驗屍工作，皆來自於這段期間。他曾表示，在六安監督驗屍的進行，不下三十次；他也指出，根據他的個人檔案，他在這段時間應該辦理了超過一千三百六十件法律案件，以統計數字的角度來看，實在不可小覷：如果說高廷瑤在六安任職大概三百天，那麼，

（八六）除此之外，似乎還有別的版本。雖然我查閱過的不同版本，在內容上大致大同小異，但某些版本中確有一些重要的文字差異，有些地方甚至同等於重寫。這些差異很難解釋。此處我用的版本是由高氏之孫所編刻，1900年湖北的版本。

地經驗的專家們所感興趣的，是複雜的案子，例如汪輝祖被派到桂陽處理的那種「疑難大案」。此類案件需要更多的經驗累積，以及對屍體檢驗知識的熟悉：薛允升曾經在評論中表示，某些特殊案子發生時，更需要遠赴別省提調高明的仵作來驗屍，指的就是此類困難案件（注釋八四）。薛允升的寫作年代在十九、二十世紀交接之時，雖然他所說的有可能符合其時代背景的實情，我們還是無法得知清朝其他時期的實際狀況到底為何。我之前提過，十九世紀出的驗屍案例集，呈現了一些見多識廣且受人尊重的仵作，他們的貢獻在偵破疑難案件中，扮演十分關鍵的角色。難道這樣的仵作，真的如此稀少，以至於要千里迢迢去尋找嗎？史料並沒有給我們答案。

肆·對解釋的熱情

作為結論，在此我希望略談我最喜愛的作者之一，也就是十九世紀初一位名為高廷瑤的官員。雖然高不是上文提及的那些屍體檢驗學之著名專家，但在一生仕途中，辦理了無數次驗屍工作，無疑地對疑難刑案抱持著真誠的熱情；而驗屍也是讓高氏在身前與死後，都深獲好評的行政專長領域之一。就像早他一代的汪輝祖，高廷瑤在他的自傳中具體地呈現其自身辦案經驗，提供許多有趣的細節；而且，和汪輝祖的《病榻夢痕錄》不同的是，這本提名為《宦遊紀略》的自傳，讀起來十分充滿樂趣。

高廷瑤生於1765年，卒於1830年，約莫於十九世紀的前兩個十年中，仕宦二十年。他出身於貴州地主家庭，於1786年考取鄉試，但在考進士時，卻四度落榜。即便如此，1796及1800年，高因鎮壓貴州苗變有功，獲賞六品頂戴。在此之後以「大挑」的管道，正式晉身官員。「大挑」這種登上仕途的方式，乃專為參加進士考試至少三次的舉人所設（注釋八五）。1802年，接獲任命至安徽任通判，並在安徽省一待就是十幾年，大部分時間擔任歷任巡撫幕下的助理或顧問。這些巡撫時常派高至各處州縣，負責當地官員解決不了的問題。高廷瑤的職業生涯之後半段，則循較為平常的模式，在廣西與廣東兩省任官，曾任廣州知府多年。

(八四) 見《讀例存疑》，「檢驗屍傷不以實」律第十四條附例的註解（此條例頒布於1788年，其實是合併了三條分別訂於1728年、1740及1763年的條例內容）。此條主要明訂學習仵作的配額，根據薛允升，這條章程其實已成空文，從來沒有落實過。

(八五) 關於高廷瑤仕宦之前的生平，我們所知甚少，唯一的資料來源為一位同鄉官員唐樹義所撰的「家傳」。這篇傳記轉錄在高自傳的開頭。又見凌惕安，《清代貴州明賢像傳》，頁73-77。

也因此，汪最後決定以殘疾為由，提出解任的請求。他府的兩個同僚官員則被派往桂陽縣進行驗骨，並且確認真正死因是毆傷或勒死，完全與虎咬無關。不幸的是，故事尚未結束。對汪輝祖態度十分嚴厲的按察使，執意要為汪的藐視職責加以參奏。汪對此的看法，似乎是認為他在描述從江華縣歸途事故的報告中使用了「瑞雪」一詞，惹惱了按察使（注釋八一）。無論如何，即便汪輝祖數次極力為自己辯護，還有湖南布政使的支持，都無法改變最後按察使的意見被採納的事實，汪輝祖便如此以「規避」的理由遭到革職。

缺少諳練仵作

在汪輝祖的案例中，我們看到，汪的不幸之開始，源於值得仰賴的諳練仵作實在太稀少的問題：如果汪一開始就能找到這樣的稀世珍寶，他就不會有空暇，接受江華縣典史之請，到該縣驗屍，也就不會在歸途中受了腳傷，更不會有我上文提及的其他接踵而來的厄運與後果。湖南省南邊偏遠山區，有可能特別的缺乏人手。然而缺少可靠仵作的問題，似乎是一個普遍的問題。我在其他地方曾談過，即使關於仵作配額以及仵作養成的法規，如何地詳細，人們還是不斷抱怨仵作的人數不足，還有大多數仵作的無能（注釋八二）。

前文中看到的法律案件中，我們的確看到不少無知無能的仵作，在許多其他的案件中也是如此；但是，關於他們人數不夠以及能力低下的抱怨，我們是否就應該信以為真？我認為，問題在於我們持甚麼樣的標準衡量。較有可能的情形是，大部分的驗屍工作，多多少少由具備此行基本技術的仵作執行，驗屍結果也具有可令人滿意的可靠度。關於仵作素質低落的抱怨，或者對不諳驗屍之官員的批評，比較來自於專家。對他們而言，驗屍工作是一項學問，甚至抱有滿腔熱情。他們對驗屍知識的嚴謹態度，可從談論《洗冤錄》的作品，以及各種《洗冤錄》的註釋與批評著作中觀察。我在別的文章中曾經勾勒幾位此類專家的著作、智識歷程及態度（注釋八三）。這些同時也具備豐厚實

(八一) 「瑞雪」指的是在適當時機降下的大雪，被視為豐收的好徵兆。在出差路途中的官員，經常在報告中提及此類天氣現象，因為瑞雪暗示著當今統治者的德治。汪輝祖笨拙的地方在於，在提及瑞雪的同時，報告關於腿傷這件不是好兆頭的事。

(八二) 參閱魏不信，〈Developing Forensic Knowledge〉，頁72-74。

(八三) 同上，頁77-78，及他處。

別的領地完成任務，這使他們有時無可避免地必須長途跋涉。這就是在道州知州任內，發生在汪輝祖身上的事（注釋七六）。

就像其他因法律長才及效率著名的地方官員一樣，汪輝祖時不時便會奉命前往其他州縣調查疑難案件。1790年，甫離開寧遠縣的職位，抵達道州接替上任於任內去世的知州，湖南按察使派遣他前往桂陽縣，調查一樁案情可疑的四屍死亡案件。在此之前，在汪於桂陽州辦理一間尼姑庵縱火案時，已從桂陽知州口中聽聞此案（注釋七七）。有一個叫何劉氏的證人指稱四名被害者乃死於虎咬傷，然而在屍身上卻毫無虎咬痕跡，衣服也沒有撕裂跡象（注釋七八）。也就是說，這是一起需要由官司釐清真相的疑案，以便確定死因到底是像證人所說的意外，還是一次殺害四人的凶殺案，甚至謠傳有可能是因姦致死。如果兇殺屬實，則需要指認、逮捕並處決一或數名兇犯。

在汪輝祖之前，已有另一名官員被派去調查此案，但顯然無法讓真相大白。現在則輪到汪輝祖來挑戰這個任務。根據汪的說法，骨骼檢驗照例須借調諳練仵作（注釋七九）。由於道州（汪輝祖任職處）所屬的永州府境內各州縣，皆無適合的仵作，汪聽說郴州和桂州轄下有幹練仵作，遂去函提借。汪認為這是當時唯一對查案有利的辦法，因此決定等到適合的仵作到了桂陽縣後，再自行前去。在之後被湖南巡撫約談之時，汪輝祖強調，等候仵作的這段期間是合法的。無論如何，由於郴州及桂州遲遲沒有回音，汪接受道州南邊江華縣典史的請求，前往代替監督驗屍工作（注釋八〇）。此時正值隆冬，而路程長達兩百里（大約一百公里），全程是崎嶇山路，而且必須冒著大雪暴雨前進。在回署的路上，汪輝祖失跌，腳受了傷。由於骨折處不但遲遲不能痊癒，還更加惡化，致使無法步行，因此，即使按察使屢屢催促，汪已不能前往桂陽縣。

(七六) 此事的完整敘事，請見汪輝祖《病榻夢痕錄》，卷2，頁26b-40b。

(七七) 桂陽直隸州自1732年起直屬湖南省政府轄下，與隸屬郴州桂陽縣不同。

(七八) 《洗冤錄》的其中一條（3/13b-14a）解釋如何辨別虎咬傷（〈辨虎咬傷〉）。見王明德《讀律配鯤》（北京，法律出版社，2001），頁375-376。

(七九) 目前為止，我尚未在法律文獻中找到這則條例。

(八〇) 此處剛好為上文中提及的幾個律例中的規章，提供很好的例子；亦即，當驗屍地點離官府太過遙遠，或者當地縣官不克前往，則由屬官移請鄰近州縣官代驗。

(1731-1807) 晚年口述的自傳年譜《病榻夢痕錄》（注釋七三）中得到最佳的印證。汪氏的職業生涯以及影響力，皆已廣為清代帝國行政史的專家所知，在此便不需贅述。在正式成為官員之前，汪大半輩子以刑名幕友的身份，在行政部門效力，並在此一領域中聲名遠播。雖然汪輝祖在1775年終於中了進士，他遲至十一年後，五十五歲那年才第一次正式任命，擔任湖南省南邊偏遠山區中寧遠縣的知縣。兩年後，調任鄰近另一個縣的署理知縣，再過兩年後，再度調為道州知州，這些地方都同屬湖南的山地偏鄉。而也就是在此處，汪輝祖的仕途在一年後，因為一場與上司之間的衝突，最後以「規避」職責為由遭到革職，因而嘎然畫下句點。

以汪輝祖的才幹、認真的態度，並且受到同僚的讚賞，還是著名官箴書《佐治藥言》（注釋七四）的作者，會受到「規避」職責的指控，實在是令人吃驚的事。也就是說，汪輝祖應該不會是這種逃避責任的官員。在《清代名人傳》（*Eminent Chinese of the Ching Period*）裡，關於汪輝祖的介紹中提及，汪乃「因為官正直，堅守原則，引起同僚不滿而遭人算計」（注釋七五），最後才會慘遭革職。剛正不阿的官員，引來不肖同僚的嫉妒，恰好是我們在傳統中國傳記中常看到的刻板印象。汪輝祖受到處分的真正原因，就像汪在自傳描述與解釋的那樣，事實上複雜許多。值得一提的是，汪輝祖的陳述，不僅就事論事，而且不帶一絲尖刻的語氣。汪的確把自己描述成受害者，不過並非遭忌妒上司欺壓的這種受害者形象，而是受到被指派任務中難以克服的困難之折磨，加上碰上一位無論如何不願妥協、不接受任何無法執行任務的理由的上司，因此而承受的壓力。

此一事件的起因，在於汪輝祖受命至另一縣完成驗屍。這個事件也完整呈現了清帝國地方行政的一大問題，也就是在遼闊的帝國版圖上，行政人力顯得極為薄弱的問題，特別是在事件發生的湖南邊緣山區。官員們幾乎獨自管理廣袤的領土，擁有極少數可供協助、值得信賴的下屬。此外，就像我們看到的，他們還必須常常接獲指派，到

(七三) 汪輝祖的晚年因癱瘓而長年臥床。這段期間，他口述一生回憶，由兒子們記下，編成年譜，並於1796年出版。此書的續編則持續記錄至作者去世為止。《病榻夢痕錄》於十九世紀，甚至至今，都經過多次再版，因此有許多現代版本；Arthur W. Hummel, *Eminent Chinese of the Ching Period*, 頁824-826，為此書做了極佳的介紹。

(七四) 此書最早版本出刊於1785年。汪同時是另一部屢次再版的官箴書之作者，此書題名為《學治臆說》，在遭革職後，於1793年問世。

(七五) 見上引Hummel, *Eminent Chinese*, 頁825。Hummel的《清代名人傳》特別為官階不高的汪輝祖立傳，主要原因在於汪受到當時特出文人的大力賞識，即便汪從未撰寫任何重要的學術作品。

參·四處奔波的官員與遍尋不著的諳練仵作

我們在前文裡看到，在某些特殊狀況下，例如驗屍地點離縣衙過於遙遠，或者當縣官正好因公外出，最好的做法是移請鄰近州縣官員前來代驗。對於這樣的差事，地方官自然不會有太大熱情。這至少是1729年例意有所指的現象。這條事例目的在於處罰接到移請代驗之公文，卻藉故拖延的鄰縣印官。他們的藉口不外乎是有要務在身、偶染疾病等等。這條規定便旨在要求對這些理由嚴加查核，如有不實，這項規定也明定懲處辦法（注釋七二）。

意在核實原由本地官員執行的初驗是否真確的「覆檢」，也是地方官外出至其他州縣出公差的常見理由。實際上，當有覆檢之需要時，按察使或者巡撫可從於省會等待任命的眾多候補官員中，派選「委員」前往執行覆檢。不過，在我翻查過的案例集中，也不乏命令已任正式職位的官員，包括知府在內，至特定州縣負責覆檢。被指派這樣的任務，除了意味著必須離開崗位一段時間，造成例行公務進行的不便，也代表著必須克服遙遠又艱辛的路途。更別說一抵達驗屍地點，覆檢官還得忍受開棺、檢驗腐爛已久之屍身等各項令人不悅的工作【圖五】。

因此，我們很容易想像，地方官是多麼地不情願接獲指派此類任務的命令。當然，透過正規的法律案件紀錄，我們很難窺見官員們的心理狀況。幸好，我們手邊至少有一則關於此類公差的描述，這份敘述同時也交代了一些令人吃驚的細節。而且，這段故事的主人翁，並非行政官僚體系中默默無名的小卒，而是在清代地方行政史研究者眼裡舉足輕重的大人物。這也是為何在此，我想要花一點篇幅分享這則故事。

汪輝祖的不幸遭遇

如果說一些官員的確很認真地看待驗屍工作，並且這項程序對他們的宦途具有重大影響，這些都能在汪輝祖中被一位差役殺害，隨後一行人將屍體拋入深谷之中。衙役說服（不用賄賂）仵作將死因報成失足跌入山谷，受傷而死；由於無論如何，屍身勢必已因酷熱的天氣及連日暴雨而損壞，仵作甚至沒有驗看屍體，便依囑行事。縣官未經查核便直接呈報仵作的驗屍結果。最後是一名證人後悔收賄作偽證，真相才終於大白。

（七二）《大清會典事例》，卷121，頁1a-b。

遭到詰難。一條頒訂於1670年的事例目的即在於防範「檢屍官員聽信仵作」以致檢驗報告有誤（注釋六七）。至於仵作方面，在一道1728年的諭旨中，皇帝親自鼓勵仵作們用心誠實檢驗，事繁州縣中，如有仵作三年內未曾犯下不法的過錯，則重賞至十兩銀兩（注釋六八）。

在很多案件中，我們看到官員受到不老實的仵作蒙混欺騙。例如，1706年，一位縣民因灌溉水源之使用權的糾紛，與人鬭毆，不多久後便患病身亡。其家屬前往報官，宣稱死者死於毆傷。為了使這個捏造的情節顯得更加有說服力，家屬又對屍體拳打腳踢，甚至折斷了幾根肋骨，然後買通仵作，囑其將傷痕顏色描述成與他們說詞相符的樣子。驗屍時，官員對仵作的報告毫無懷疑，便轉報給上司。另一名之後負責覆檢的官員，同樣也受到誣告說詞，以及另一名也被買通的仵作之矇騙，認定原驗結果屬實。一直要等到由另兩位官員負責的第三次驗屍，才發現死者身上的傷痕，乃死後偽造，這也使得被告的刑責有了一百八十度的翻轉（注釋六九）。

另一件1730年發生在河南陝州的命案，其中的縣官毫無保留，接受收賄仵作明顯有所偏頗的驗屍結果，沒有仔細查核案情的細節，毫無頭緒地將報告呈送上級機關。這位知州自然因此嘗到苦果：他的草率造成的後果，嚴重到幾乎等同蓄意縱放，使得本應遭判斬首的兇手逍遙法外，知州因而最後被判處死刑（注釋七〇）。類似的案件的確不少：為了使被告或者共犯脫身，仵作們因收賄或為了別的原因混報屍傷，無能的縣官不明究理，逕將不實的驗屍結果轉報上級。無能而不用心核對，甚至不願靠近屍身親自檢查的縣官，不乏其人（注釋七一）。

（六七）內文請見上文註33。

（六八）《大清會典事例》，卷851，頁4。這道諭旨（之後被一條1736年例引用）乃回應刑部的一項提議而下達。刑部建議明訂每個州縣可擁有的仵作人數，從三名到一名不等，端視地方大小而定。

（六九）《定例成案合鑄》，卷28，頁23b-24a。此案被放置在禁止驗屍超過二次的禁令之後：本案中，三檢受到許可，是因為案情複雜。說服第二人，要求後者一肩擔下所有刑責，宣稱自己單獨犯案。之後又買通仵作，囑其偽造與謊言相符的驗屍結果。

（七十）《成案彙編》，卷26，頁25a-26a。案發經過是兩名男子，為了一名女性而與第三人起了爭執，口角後起意殺害。其中一人用金錢買通仵作，讓巡撫本人直接審問。被控者為一群違法在嚴州府建德縣山坡地整地墾種的棚民。當地官府命令他們離開佔據地，棚民則頑強抵抗，最後官府只好派出一支由衙役和農民組成的小軍隊，始將棚民雇請來抵擋官兵的武人捕獲。在回官府的路上，這名武人試圖脫逃，逃亡之

本夫只是外出長途旅行，一年之後才返鄉！高廷瑤對此有感而發：「於無屍可驗之案尤應慎愈加慎矣」。根據高的說法，這種烏龍案件不在少數，這也是為何，對於看似簡單不過的案情，千萬不能未經細心調查，便輕易地照單全收（注釋六四）。

官員遭仵作蒙騙

回到有屍可驗的命案，在史料文獻中還可見到另外一類驗屍問題，也就是官員因無能或不用心檢驗，而受到仵作蒙騙，聽信仵作任意謊報的屍傷。雖然仵作的角色在驗屍中十分關鍵，但他們也無疑是司法系統中脆弱的一環，而這也是他們經常給予人的觀感。其實，一場驗屍成功與否，不僅取決於仵作或官員個人，而是與這兩人組成的團隊息息相關，因為理論上，這意味著技術與操守的理想結合。史料呈現某些高度專業的仵作，他們能夠就技術問題與監督他們的官員侃侃而談，特別在受到上級官司質疑，需要維護自己觀點時，更加展現他們的知識與權威（注釋六五）。某些高明的仵作甚至頗有名聲，例如在1786年的一道詔令中，乾隆皇帝本人提到大興縣仵作的技術以及專業權威。這名仵作先前十分風光地識破一起命案中百出的詭計（這名仵作負責的是第三次驗屍），並且拒絕與前兩次的仵作同流合汙，不願提交偽造的驗屍報告（注釋六六）。

不過，普遍對於仵作的看法，明顯地並非如此讚許有加。一般認為，專業高明的仵作仍屬極少數（之後我會再討論這點）。況且驗屍報告在命案中扮演著關鍵的地位，因此，涉案人很難不受私心驅使，設法買通近身檢查屍體並斷定死因的第一人（甚至在多數案件中是唯一一人）——仵作。沒有甚麼能比一個由受賄仵作，以及無能、或者對驗屍不感興趣的官員組成的團隊，更能破壞一場驗屍的品質，以致於得出的結論必定引起紛爭，在上訴的過程中

(六四) 《宦遊記略》(1900年版)，卷1，頁21b-25a。

(六五) 見魏丕信，《Developing Forensic Knowledge》，頁73，79各處提到的幾個例子。

(六六) 見《新增成案所見集》，二集，卷19，頁37a-38b。大興縣乃兩個京縣之一。次年，很可惜地，同一名仵作卻無法抗拒誘惑，在另一起命案中接受了賄賂。不過有鑑於他以往的貢獻，這位仵作有幸得到從輕發落。乾隆皇帝似乎對發生在京城與驗屍相關的問題，持有特殊的個人興趣。

然而，北京的刑部法官並非總是如此通融。這點可以在1741年，一件人物十分有趣的法律案件中，得到印證（注釋六二）。這件兇殺案發生在山東省一座充滿暴力氣息的城市裡（城市確切的地名與位置不得而知）。被害者遭到一名自己熟識的職業竊賊活活打死。這位竊賊為了不明的原因，與死者曾有過節，因此挾怨報復，甚至還受到一幫在衙門擔任捕役的朋友們協助。被害者在被打之日當晚即因重傷而死，加害者及其黨羽將屍體移至當地一條河流的岸邊，投入河裡。之後，兇手與共犯皆遭逮捕，並經由證詞及實體證據指認確鑿，該省巡撫遂以這些其視為無可反駁的證據予以判刑。然而，刑部官員對此卻不甚苟同，一一舉出證詞與證據的破綻，並且懷疑兇手的真正動機，因此下令重新展開調查，以「務得實情」。換言之，雖然刑部官員一開始便強調，「命案全以屍傷證見明確，方成信讞」，他們還是承認，有時因為無法尋獲屍體，必須不得不省去驗屍證據。但前提是，他種證據必須無懈可擊。

即使如此，有時上級法官無法輕易接受，作為驗屍證據之基礎的被害者屍體，就這麼永遠消失。如果說河流會帶走一切，沙漠則在原地不動。這就是為什麼司法機關在一件涉及內蒙古旗軍的命案中，持有以下我們將看到的態度。這樁複雜且引人入勝的案子，發生在內蒙古的一個臨時軍營裡（注釋六三）。命案發生時，眾證皆在，而兇手也承認殺害死者，並偷偷將屍體掩埋；然而，就在死者遺孀要求領回遺體時，所有人都無法找到。這時，原本的兇手突然翻供，宣稱自己清白，沒有殺害任何人，而所謂的死者其實是自行脫逃。經過一番沸沸攘攘，當時承辦此案的都察院，獲得許可，派遣一批由兩百名軍人組成的小隊，攜帶鏟子跟鐵鋤，連同嫌疑犯，前往原駐營地點，在附近的大漠中進行滴水不漏的大規模搜索。但這已在命案發生的六年之後。搜索歷時十天後，大隊人馬沒有找到任何蛛絲馬跡。但是正因為嫌犯矢口否認涉案，而最關鍵的證據，也就是被害者屍身，一直沒有下落，都察院無法僅憑證詞結案。審案過程因此中斷，司法機構只能要求當地軍事單位再次搜索，希望能找到一絲絲線索，同時要求邊界的滿洲將軍留意是否有脫逃軍人的蹤跡，無論是死是活。最後的結論是，待這些軍事人員回報搜索結果，再繼續審理並終結此案。我們至今無法得知，這些搜查是否有任何實質收穫。我想大概還是一無所獲，否則，史料不會隻字不提。

十九世紀初的模範官員高廷瑤（下文我會專門提到他），曾經敘述一起外遇婦人疑似夥同情夫殺害本夫的案件，案中的兩位涉案人不敵嚴刑拷打，最後招認殺害了本夫，而後將屍體焚燒，企圖毀屍滅跡。此案偵結後才發現

(六一) 《成案彙編》，卷26，頁33a-b。

(六二) 同上，卷26，頁31a-32a（1740年諭旨）。

在接下來的這件案子中，即使官員以及仵作同樣因無知而出錯，被告之家屬的奸詐狡猾也是無庸置疑。事件發生在1803年的浙江省金華縣，起因非常平凡，不外乎是我們在法律案件中很常看到的，農人互相指控侵佔土地或盜用灌溉水源的這類糾紛。本案中，兩個堂兄弟為了其中一人種的樹，對另一人造成不便，而起了肢體衝突，其中一人受傷三十天後過世。此案報告（注釋五九）中交代了一個很有趣的細節，亦即，雖然驗屍時在屍身上發現了不少重傷，其中一處還正中死者腦部，被告的父親仍宣稱死者其實是服毒身亡，並非因毆致死。事實是，驗屍當時，由於正值酷暑，屍體已經開始腐爛，發變造成的顏色容易使人誤認為服毒身亡。仵作因而聽信被告父親之詞，將屍體發變之跡指為服毒的徵象，並沒有仔細查驗。辦案官員僅將仵作做出的驗屍結論寫進報告裡，沒有親自核對。然而，浙江省巡撫，也就當時著名的政要與文人阮元（1764-1849），批駁該地方官的報告，飭令重新驗屍。此次覆驗沒有驗出任何一點服毒的跡象，而被害者死於毆傷，毫無疑問。之後所有涉案人員，包括知縣及仵作在內，被提調到杭州，由巡撫本人訊問（注釋六〇）。仵作此時承認他的錯誤，但把失誤歸咎於自己的無能與缺乏經驗，極力否認曾經收賄。至於金華縣知縣，則強調已「自行檢舉」自己犯下的錯誤，也是自己請求批准第二次驗屍。不過，就像大部分的案例，地方官以及仵作最終還是受到處分。

屍體遍尋不著怎麼辦？

綜上所述，一般而言，未經過驗屍程序便直接結案，在法理上很難被接受。想當然爾，唯一能夠被接受的情形，就是根本無屍可驗的時候。我們的確可以發現在一些案例中，刑部最後不得不接受驗屍無法照例進行的事實，但接受的前提是，案情的所有細節都能過透過其他可能的方式清楚還原。1753年甘肅省的一個案子便提供了例證。在此案中，兇犯打死與他發生肢體衝突的被害人，之後在一名共犯的建議下，將遺體丟入河中，毀屍「滅跡」。雖然屍體終究沒有被尋獲，既然正犯與共犯皆已遭到逮捕並且認罪，刑部還是決定將此案納入秋審簿冊之中（注釋六一）。

(五九) 《新增成案所見集》，四集（1805），卷17，頁17a-21a。

(六〇) 此處的巡撫並非阮元本人，而是另一位暫代的巡撫。阮元當時正在赴京覲見皇上的途中。

(六一) 見《大清律例全纂集成》，卷31，「檢驗屍傷不以實」律之註解，頁7a。省府每年必須造冊，載明當年該省等待處決的死刑犯，連同其審擬的判決，一併上報給中央政府的三法司。三法司再於皇帝主持的秋審時，重新檢視這些案件。

「檢舉」的說詞遭到回絕，而依「檢驗屍傷不以實」律處分（注釋五五）。

雖然此案中的驗屍結果不確實，至少一開始的確進行了驗屍。當然，我們無法得知，該辦案官員在此一階段的行為，受到甚麼樣的動機驅使——也許是像之後我們會看到的一些例子，受到無能或者受賄作弊的左右。江蘇省1743年的一件案例，其中的情形則更為明顯。我們可以清楚地看出，辦案官員的容易受騙，或者至少他們的極度草率，是如何驅使著涉案人想方設法、捏飾情節，掩蓋真實的案發經過。一名丈夫因為吃醋，動手毆打他的妻子，妻子則在二十九天之後身亡。加害人則在此時贈與死者母親為數不少的一百二十兩，目的明顯在於使死者母親隱匿不去報案，自願放棄控告其婿活活打死自己的女兒：的確，當地方官抵達當地準備驗屍時，死者母親不願讓官員驗屍，並宣稱女兒死於疾病，甚至還出示醫生證明作為證據。根據此案報告，該官員並沒有被查出收賄情事；不過，他還是立即接受死者母親的說詞，以病死結案，依例准予免檢，並同意將屍體掩埋。之後，這位官員以照顧患病之父親為由離任，並沒有繼續審理此案，也沒有將審案結果呈報上司。這樣的態度顯得十分可疑，尤其當時死者的兄弟曾經呈控，控訴其姐其實是遭丈夫毆打而死：如此情節屬實，此案照理應該受到更嚴謹的審理，然而這件案子從頭到尾，既沒有驗屍，也沒有結案報告。因此刑部建議將此官員照「不肖官員隱匿不報照諱命議處」，而非按照「將受傷身死之人作為病斃，擅自掩埋結案者」處理（注釋五六）。

其他類似案件也值得一提，當中我們可以看到，將受傷身死錯判成因病身亡，其實是驗屍的執行不當而造成，因而連帶嚴重影響到涉案人的命運。例如，1769年，福建丘陵地帶的兩批茶農，因互指彼此侵占地盤而起了口角。在爭執中，一名小女孩被石頭打傷了頭部，並在當晚於父母親家中過世。由於身亡前小女孩抱怨腹痛，使得父親懷疑其女死於上文提及的發痧（注釋五七）。初驗毫無保留地證實了這個看法，但是省府命令進行的覆驗卻驗明死者死於打傷。我認為這個案件當中，官員的問題比較在於無知與無能，而非草率或不誠實的操守問題；但是這樣的無知與無能卻在刑事責任的釐清上，造成非常嚴重的影響。此案的最後報告中說道，初驗中發生的錯誤，「幾致兇犯漏網」（注釋五八）。

(五五) 《成案彙編》，卷26，頁30a。

(五六) 這兩種罪名都出現在前引（註51）1727年例中。根據例文，「不肖官員」之所以「隱匿不報」，是害怕找不到兇犯，對其考績以及宦途都有負面影響。

(五七) 在此案中，發痧的症狀似乎是某種喉嚨囊腫。

(五八) 《新增成案所見集》，一集，卷37，頁39a–40a；此案中的「兇犯」當然就是以石頭誤傷小女孩的茶農。

之親屬，想盡辦法證明死者並非死於他殺，並非罕見之事。通常他們宣稱死者單純死於「傷風及他病身死」。此一慣用語出自1686年的一條事例，該例專門處理此類隱瞞真正死因的情形，且明定地方官以及其上司，如果無力識破詭計，應該受到甚麼樣的處分（注釋五〇）。有時被害者家屬試圖將他殺身亡的案件偽裝成自然病死，便可請求掩埋，並且免去官員驗屍的煩惱（注釋五一）。成案集中的確不乏這樣的案件：地方官無條件接受家屬說詞，以便省去偵查以及驗屍的麻煩。其中不少辦案官員寧願故意讓自己受到欺騙，或者至少沒有積極查驗家屬說法的真實性。不過，在所有今天能看到的案件中，這些官員的不法情事最後都遭查出，並受到處分（注釋五二）。

舉例而言，1785年發生在安徽桐城縣的一件案子，情節相同。一名男子在肢體衝突中失手打死自己的姪子。死者的母親即前往衙門舉發，知縣照例應立刻前往驗明屍傷。然而為了一些不明的原因，死者之母突然改變想法，改口宣稱其子乃因病身亡，且不願接受驗屍。知縣遂接受新的說詞，請求上司批准立即掩埋死者遺體。案件到了按察使審理時遭到了批駁，按察使派遣另一名官員，由桐城縣知縣偕同，進行了屍體檢驗，驗明死者確死於毆傷。此時，桐城縣知縣仍努力地為自己尋找解救之道，說明自己的狀況適用「經遵駁自行審出改正」之例，但最後還是因無力查出他殺情節，且草率請求批准掩埋，受到降調的處分（注釋五三）。

另一個於1740年判定的案件，則是關於可能受被告家屬誤導而出錯的屍體檢驗（在此使用的史料將焦點擺在地方官應受的處分，而對案情並無太多著墨）。據我所理解，一名男子被石頭擲傷，經過一段時間後身亡。屍體檢驗證實死因乃某種名為「發痧」的疾病，具體病狀應該是皮膚突然冒出小疹子（注釋五四）；既然死因單純，應可直接立即掩埋。然而死者的兄弟在此時卻不服判決，強烈請求覆檢，以得實情。該審案官自知碰到了大麻煩，遂向上司聲報「自行查出檢舉」，並請派員一同進行覆檢。在覆檢得以舉行之前，該官員已經調往別處任他職，因此最後沒有參與覆檢，而是由接任的署官負責。這位繼任者查出真正死因其實是遭石頭擲傷。最後，原辦案官員之前「自行查出

(五〇) 《大清會典事例》，卷125，頁1a。

(五一) 另一條1727年頒發的事例，明訂處罰受到此類詭計欺瞞的地方官之方式。見同上，卷851，頁4a。

(五二) 也正是因為這些不肖官員被查出，這些案子才能被收錄在成案集中的「檢驗屍傷不以實」類之下。

(五三) 《成案彙編》，卷26，頁22a-b。該知縣受到的處分，乃依註50提及的條例而決定。

(五四) 在此處引用，或者別處可見的史料中，「痧」字無水字旁。

完結」，應盡快命令巡撫派員進行檢骨。

同樣出現在《新增成案所見集》中的下一個案子性質類似，其標題為「屍傷未驗即行定案」(注釋四九)。1755年，廣東省兩名男子為了彼此之間買賣木柴，其中一人短付幾文錢而大打出手。文獻中鉅細靡遺敘述兩人互毆的經過，描述彼此如何拳打腳踢，直到其中一人最後一拳斃命。此時，地方官恰巧因公外出，因此，應該由縣丞負責代驗填格，撰寫偵查報告，並於正官回署時呈交。然而，案發不過六天，這位縣丞卻宣稱屍體發變嚴重，皮肉過於損毀，導致體表相驗不足憑信。正官回署後，接受縣丞這樣的說法，並決定此案單憑證詞與犯供便可結案。於是將此偵查結果呈報上司，同時申請免檢。之後，該省巡撫在奏摺中表示，由於證詞對毆傷經過指證歷歷，且無矛盾不一，此案的確「毋庸起檢」。然而同樣地，刑部官員再次認為如此草率結案，實在於法不合，因此要求飭令該省巡撫派員進行屍體詳檢：「即或屍久發變，例應詳檢明確，方成信讞」。

因病而非受傷而死

總而言之，即便關於免檢的法條僅適用於極少數的情形，上文中我們清楚看到，某些負責辦案的地方官員，有時在該管巡撫的支持與首肯下，試圖擴展准免驗屍例的適用範圍，以便擺脫驗屍工作帶來的種種不快，且避免驗屍場上經常發生的口角爭執。特別是借用病死可告免檢的相關規定省去驗屍的麻煩，無論對當事者家屬或對辦案官員本身而言，皆具有相當的誘因。

上文中曾經提到，關於免檢的規定，主要載明於「檢驗屍傷不以實」律附載條例之前兩條，此二條例皆源自明代。這些規定明確規範，在何種條件下，死者家屬可告免檢，亦即「別無他故」的自盡案件、自然死亡以及監犯因病身故。不過，如死者曾經受到暴力攻擊，經過一段時間後死亡，則必須驗屍，才能判定其死因是否來自此次暴力事件，或者另有別的原因；依情形不同，施暴者應受的刑罰天差地遠。

從上文介紹的成案集中，收錄在「檢驗屍傷不以實」類別下的刑事案件可以看出，被告者之家屬，甚至被害者

(四九) 《新增成案所見集》，卷37，頁37a-38a；同一案件也由《大清律例全纂集成》，頁7a中關於「檢驗屍傷不以實」律的註解所徵引。
史料只交代案發地點在廣東省境內，並沒有提及該縣之地名，亦無相關辦案官員之姓名。

刑部在針對此案做出的結論中聲明，僅根據供詞定案，沒有依法進行屍體檢驗，從來沒有過前例。然而，我們卻可以看到，辦案官員基於屍身壞爛嚴重，或者遺體已由家屬殮埋且攔驗，或者眾口一致、案無疑竇等理由，試圖單靠證詞而結案，並非個案。無論哪種情形，重點都在於說服上司「免檢」的正當性。不過根據史料所呈現，刑部沒有那麼容易接受這類說詞。

1752年，在一件案子的審理過程中，刑部官員的立場與考量得到了皇帝的首肯。這件1746年發生在河南省的案子有點複雜(注釋四六)。1746年初，一位在地方上極具勢力、且具捐職州同銜、名為彭家植的大地主，因懷疑一名負責替他收租的佃農孫起，擅自侵吞實為另一名已故佃戶欠繳的一石米糧，遂隨同一名僕人加以狠毒虐打。孫起受彭委託代收租金，並以一年三石糧作為酬勞，實已有多年。遭受一頓痛打之後，孫起重傷不起，只能由胞弟用板車載回調養，仍於二十五日後不治身亡。然而，由於孫的家人懼於彭家植的權力地位，畏於其「宦勢」，並未報官，立即將孫起屍身掩埋。現有的史料並沒有說明這件案子如何在五年後才被提起，但無論如何，湖南巡撫很可能在地方官的建議下，最後決定此案不需進行驗屍。首要的原因在於，死者是在法定的保辜限期（亦即被害者調養之期間）之外殞命；再者，死者家屬聲明屍身入土已有多時，早已化為枯骨。因此，在巡撫上奏的奏摺中，他認為本案「似可據供定案毋庸開檢」(注釋四七)。

刑部官員不接受這些理由。首先，他們認為，就兇殺案而言，「從無據屍親告免檢驗之例」。至於是否於保辜期限之外殞命，也必須決於所受之傷的性質，更確切地說，辜限的實際天數乃視骨頭是否受到折損而不一；而即便死亡數年之後，透過驗骨，還是能很容易地判定受傷之時是否傷及骨頭(注釋四八)。因此刑部官員認為此案「未便草率

(四六) 《新增成案所見集》，卷37，頁34a-36a。參見《大清律例全纂集成》頁4a，「檢驗屍傷不以實」律註解。

(四七) 湖南巡撫針對此案其實也考慮了死者與彭家植之間的名份關係，他認為，孫起是雇工人，而非佃戶。這層身分關係對彭家植應受的刑事責罰有所影響。

(四八) 根據清律第303條，輕傷的保辜期限為二十天，如有骨損，則為五十天。加害者所受的刑罰會依被害人於辜限期滿之前或之後身亡而不同。

此遲至六天後才能處理此案。但此時州官認為被害者遺體已經因暑熱而嚴重損壞，想必無法有效率地進行相驗（也就是體表檢查）。再加上眾證一致，無人對主嫌的認定提出異議，州官便直接以口供通報，並附上他的審辦結果以及審詳（亦即暫擬的判決），呈送給上司。然而事情沒有這位州官想像中的簡單，安徽按察使最後拒絕承審，認為類似的兇殺案不能沒有經過驗屍便結案。州官此時只好「通詳請檢」，請求准許檢驗屍骨。然而就在此時，案子的進展又遇到了新的難題而遭到拖延。開棺驗骨必須有被害者家屬在場，然而當時死者之子已前往他處乞討維生，一時之間無法掌握其行蹤。整整一年之後，當死者的兒子被官府人員找到時，檢骨才真正能夠施行。

這個案子其實包含不少有趣的考察點。在刑部的眼裡，辦案的一開始就沒有驗屍即構成了「故意遲延拖累」，而犯錯的官員依法可照「易結不結」例予以革職(注釋四三)，而且檢骨在能夠實際進行前，歷經了如此漫長的等待，也是歸咎於州官沒有在偵查之初便予以初驗。此外，在本案的原始公文中，其實有很多關於期限的討論，甚至討價還價，例如，當初六個月的審案期限到期時，該省巡撫沒有立即參奏審案逾期的州官，而現在案子終結，州官則極力為自己辯白，認為審案限期的計算，應該是由檢骨之日起算。此外，這位官員還認為自己可以在這六個月之外，再多享有特許延長的三個月，因為這三個月當中，他為了另一件艱難的任務遠赴他處(注釋四四)。安徽巡撫接受州官的自我辯護，並許可其延展限期的請求，而這其實也符合省府多半傾向維護自己轄下地方官的印象。另一方面，這也可能造成了地方官無憚於稍微放縱自己，不完全嚴守限期，而最後引起刑部的斥責。這也正好是此案的結局：刑部認為州官要求展限的理由，只是為一件早該結案的案件爭取更多時間的藉口，最後壽州知州還是遭到應得的處分(注釋四五)。然而，此案當中最耐人尋味的地方在於，該州官正是因為認為案情單純，屬於「易結」之案，才會跳過驗屍的步驟，直接採用證詞而結案。換句話說，在州官的眼裡，此案已經確實了結。

(四三) 此處的法源依據乃《大清會典事例》中一條1725年的條例，卷125，頁1a。

(四四) 1806年頒布的一則條例明文允許從覆檢之日起寬展辦案限期，不過頒定時間已在此案發生之後，見《大清會典事例》，卷125，頁2a。在本案當中，該省巡撫似乎意圖援引一件情況類似的判例，作為論證的依據。

(四五) 此案緣起的人命案件於1738年，陰曆六月十六日通報到官，檢骨則是於1739年陰曆六月二十五日進行。最後皇帝降旨，確認該州官遭革職並交由吏部議處，時間點則是在1740年陰曆十二月。

楊允璽一案中，一件鬪毆羣殺案可以在案發長達數月後，始為官府所知，表示地保沒有發揮作用。由此可窺見，十八世紀像臺灣這樣的邊緣地帶，不僅在公務體系之中充斥著混亂的現象，在民間也是如此。另一個案子同樣發生在帝國邊陲，雖然地域特色迥然不同，但一樣顯示出驗屍遲延，以及官員辦事不用心的問題。不過，此案也牽扯到另一個在許多例案中提到的有趣現象，也就是以屍變過於嚴重，而以無憑檢驗為藉口，託詞不願立即驗屍。1728年，一名飢荒難民在直隸總督轄下的熱河廳界內毆殺死人，照例應由當時設立不久的熱河廳同知執行驗屍。然而發現命案的牌頭先向其所屬之旗通報，而駐防熱河蒙古四旗的總管遲至隔月才將案件轉發同知。這位官員也理應即刻前往驗屍，卻聲稱屍身已經嚴重發變，無法檢驗，並詳請上司批准檢骨。最後他是等到刑部命令執行驗屍才決定動身，然而，此時屍體已被犬隻吞噬殘破。熱河廳同知因此由於「驗屍遲延」按「檢驗屍傷不以實」律處分（注釋四二）。

類似的情形在環境沒有那麼艱鉅的地區卻也十分常見。想當然爾，驗屍必須盡速完成的重要原因之一，是為了防止遲延愈久，屍身發變便愈嚴重的情形發生，特別是在中國多數區域，其氣候及衛生條件造成屍身保存不易。因此，驗屍工作越是受到延宕，屍傷便越難辨識，藉此判斷死因的任務便更加艱鉅，甚至最後不得不進行屍傷辨別難度更高的骨骼檢驗，除此別無他途。因此，官員經常宣稱屍身損壞嚴重，以致無憑檢驗，藉此合理化不進行初驗的決定。不過作法不竟相同。有時，在宣告無憑檢驗後，辦案官員直接憑藉他種證據而結案，或者如同前一個案例中的官員，提請上司批准檢骨，而這項程序必然又使審案進度有所延後【圖四】。

1740年發生在安徽省的一件案子，為第一個可能狀況提供了有趣的案例（注釋四二）。1738年某日，壽州某地有一名小偷在群架中被眾人毆死。案發後，當地地保即按規定向州衙門通報。由於通報到案時，州官正好在別地驗屍，因

（四一）《成案彙編》，卷26，頁18a-b。

（四二）此案至少在三個不同的史料中提及，並以不同的文句呈現。這是因為此三個文獻所徵引的，乃原始案卷的不同部分：見《成案彙編》，卷26，頁19a-b，《新增成案所見集》（1780年序，續補新案件至1805年），卷37，頁28a-30b，《大清律例全纂集成》，「檢驗屍傷不以實」律之註解，頁3b。

限期

因故或無故沒有在規定的限期内完成相關的驗屍程序，也是一項非常常見的違例行為。上文已引述一些地方官非但沒有依法盡速完成初驗，甚至延宕多時的例子。另外一些案件中，官員的延遲不驗甚至沒有特別的原因，例如，1732至1733年間，湖北省興國州知州遲至命案發生五個月後，始對遭胞弟親手毆死的被害者進行屍體檢驗，然後才將初驗報告呈給上司；此外，這名官員在命案審辦的六月限期到期之前，一直沒有將審解公文提交上司（注釋三七）。

在某些環境特殊的案例中，我們看到的問題，其實是由複雜的行政程序，加上官員之不用心而共同造成的，再加之以地理距離的條件，通常結果就是，遵守命案即報即驗的原則根本就是天方夜譚。也正是如此，1742年，當臺灣縣知縣楊允璽走馬上任時，屬下剛好回報，某件鬭毆致死案中的一名在逃共犯甫遭緝獲（命案是在案發將近九個月後，才由被害者的兄弟通報官府，官府因此去函上司，請求批准檢骨）。這名犯人到案後認供，承認以拳傷將被害者致死。楊允璽依規定詳錄招供，卻沒有將死者屍體開棺檢驗（注釋三八），以致於兩年之後，當楊因病離職時，案情都還無法偵結。對此，刑部按照慣例，依「易結不結」例（注釋三九）將楊允璽革職。臺灣府知府也因未向上級機關通報檢驗遲延情事，遭到相應處分。短暫接替楊允璽的另外兩位代理知州也有所牽連，一位有意拖延驗屍，另一位則是將此案束之高閣，擱置不理。同樣地，整整三年內都無法結案並懲處相關有罪人員的所有上級官員，甚至福建總督與巡撫都遭受處分（注釋四〇）。

因此在此案中最後決定革職。

(三七) 同上，卷26，頁23a。

(三八) 亦即「開檢」，指的是將被害者屍體從棺槨，或臨時的殮埋處取出，以進行骨骸之檢驗。（也用「開棺檢驗」字樣。）因此「開檢」之意其實並非我在《Developing Forensic Knowledge》一文中頁98，註60中解釋錯誤的「剖屍」。「啟檢」明顯為「開檢」之同義詞。

(三九) 易結不結例其實不僅僅在刑事案件中被援引，其適用範圍涵蓋所有性質的事物。截至目前為止，我尚無法得知此例文最原始的表述方式。

(四〇) 《成案彙編》，卷26，頁24a-b。

省昌邑縣的一件因鬥毆致死的兇殺案。案發之後，當地官府「隱匿」案情長達二十多天，當時署理縣事之官員沒有檢查屍身，也沒有行文通報。隨後的接任知縣甚至等了三十天才完成驗屍及通詳的手續。這段期間，由於沒有收到通報，加以死者家屬並未出面報案，該縣上司完全對凶殺案毫不知情。此案最後經過審理，兩位官員均遭到革職處分^(注釋三十一)。另一件成案乃發生於1704年，湖南省永興縣某縣民遭人毆斃致死。此案中的原審知縣依例在期限內呈上偵查報告，但其上司郴州知州沒有要求將案卷及人犯招解至州進行複查。此條文獻指出，上司曾經批令重新檢屍，然此時署理永興縣事的官員以屍親「攔檢」為由，藉故推託，嚴重延遲調查報告之呈交。郴州知州最後遭到革職處分，署永興縣事之官員則以上司批檢而不履行之情由，遭降一級調用^(注釋三十二)。另外一種藐視驗屍章程的表現，就是州縣官不顧1686年的禁令，委派巡檢或者雜職代替自己檢驗^(注釋三十四)。同樣地，在另一件發生在江蘇省泰州的兇殺案中，知州擅自將檢驗屍傷的職責交派與吏目完成，並未親自辦理^(注釋三五)。

當然這一類型因草率而犯下的違例行為，並非僅發生於清朝初年。1746年成書的《成案彙編》敘述了一件一名婦人受踢後致死的案件。案件中的江西省南豐縣知縣事發當時正好不在署內，典史理應牒請鄰近州縣之地方官前來代驗。然而，典史並沒有依法照辦，並且直到約莫十天後，縣官回署當天，都沒有通報案件，以致於屍身嚴重發變；最後，這位典史遭到撤職^(注釋三六)。

(三十一) 同上，卷28，頁22a-b。

(三十二) 同上，卷28，頁22b。這項始於1670年的規定經常受到引用，然而其實針對兩個完全不同的情況所設。規定原文如下：「凡檢屍官員聽信仵作，有傷報稱無傷，或將打砍傷痕報稱跌磕傷者，降二級調用。轉詳之上司罰俸一年。如上司批令覆驗，竟不覆檢，將傷痕不行全報者，降一級調用。」見《大清會典事例》，卷125，頁1a（或者卷851，頁3b）。在《定例成案合鑄》，卷28，頁23a亦刊載同一條規定，然沒有附上訂立的年代，並增加一些文字。由此觀之，這項條例所規定的事項當中，其實只有第二款適用於永興縣此一案例。《定例成案合鑄》還收錄了其他援引這項規定的實例，其中州縣官或因漏報或錯報屍傷，或因不執行覆檢而受到處分。

(三十四) 《大清會典事例》，卷125，頁1a。此一不法的行為僅受到降一級的處罰。上文中我們看到，「檢驗屍傷不以實」律中已明文嚴禁濫委他人帶往驗屍，但是僅就衙門書吏與役卒而言。

(三十五) 《定例成案合鑄》，卷28，頁24a。

(三十六) 《成案彙編》，卷26，頁36a。法律為相同情事所規定的刑罰為杖六十，行政處分為降一級。不過，既然級別制度不適用於典史，

犯之姓名，或者案發地點所屬之省分。只要稍微熟習律例，這些補充資訊讓案件的查找更加方便，讀者能夠迅速地就特定的法律問題，找到相關的案件資料（注釋二九）。筆者也是循此徑，閱覽若干案例集中，對應到律例「檢驗不以實」一條之章節。雖然這些擷取的案件仍屬少數，我認為它們還是能夠使我們更全面地認識驗屍程序中有可能出現的各種問題。我也參考了不少出現於十九世紀的清律私刻本，其中在正文上緣常附刻有豐富的評論講解，這些內容有時也包含成案，或者其他各種探討同樣問題的資料。

檢驗不用心

這些問題，實際是那些呢？首先，第一種類型便是因粗心而造成的無心之過，或者至少是某些地方官面對驗屍規則持有的輕佻態度。《定例成案合鑄》（1707年序）提供不少這樣的案例。此合集成書於十八世紀初，當中刊錄詔令以及現行則例，並佐以實際案件以闡明這些規定。所有收錄的文書皆照大清律的形式排序。在時間上，此書涵蓋康熙一朝的前四十五年（書中資料止於1707），之後還有多種續編。此集給我們的印象是，在清朝初期的幾十年內，即便檢驗的一些基本的原則已經頒布通行許久，檢驗程序規範尚未有如之後兩朝間具系統性與理性的發展（注釋三〇）。

在《定例成案合鑄》敘述不用心檢驗的例子包括，一名地方官在驗辦一件因威逼而自縊身亡的案子時，沒有隨帶仵作前往驗屍；相反地，他僅由一名獄卒偕同，而驗屍結果並不確實（注釋三一）。另一個案例是1690年，發生於山東

（二九）有些著作中，案件乃依事件發生之年份排序，不過同年發生的刑案，還是按照律例條文編排。

（三〇）例如，1697年刑部議准一位御史的奏摺顯示，在此時，審案官尚且不需確認傷仗相符；該御史同時也批評，在某些省分，地方官甚至沒有在驗屍報告中寫明致命傷，因此從今以後，每次審理人命案件，州縣官務必要填明致命傷。的確，到了十八世紀，驗明傷仗相符以及載明致命傷，已成為正規程序的尋常步驟。見《定例成案合鑄》，卷28，頁23a。

（三一）同上，卷28，頁22a。《定例成案合鑄》收錄之所有案件的實際發生經過，其實難以完整地恢復其全貌。這是因為編者僅節錄與欲探討問題直接相關的部分；以此案為例，編者感興趣之重點在於地方官受到的懲處，以及該管上司因未將此案轉詳而受到的處分。而此案最後交由審理的原因，編者亦無交代（也許經過上控）。有點弔詭的是，此案的問題就在於仵作沒有參與，但這位地方官最後是以聽任仵作混報屍傷（見下文，註第33）之罪名而處分。

屍責任，至少可以描繪出一個較實際的、而且對比強烈的圖像。

文獻史料

刑部審核以及駁回的案件是搜尋這些實例特別方便的史料。本文中筆者並不採用檔案，而是利用集結成冊的案件集，今日多於圖書館中收藏。其中有些編集者僅收集中央政府刊發的邸報或京報，亦即傳教士們所稱的*Gazette de Pékin*，或者是透過其他管道「通行」的政府文告；審案者有權引用這些文告作為判例。不過，有些案例集的編者則收錄從未公開問世、貯藏於刑部或者省級政府的檔案，由可以查閱這些檔案的官員，或者他們的幕友抄出。無論案例集所收案件之來源為何，它們都大致分為兩類，亦即「成案」與「說帖」。前者記錄的是由諭旨所認可的最終判決，而後者則是刑部內部的公文，通常針對巡撫題擬之判決中的幾個細節加以討論（注釋二七）。

總而言之，這些案例集在十八世紀初開始出現，並在十九世紀之間數量大增，每部著作收錄的案件橫跨幾年到幾十年不等。大多數的案例集乃刊刻印刷本，但也有一些手抄本，現今收藏在專門圖書館的珍稀書籍中（注釋二八）。整體而言，案例集此一文類的目的在於，讓地方官以及他們的幕僚熟習法律概念以及為刑部所喜好的推論方式，特別是在法官比照審擬、可以享有一定詮釋權力的情況下，更顯重要。

基本上這些案例集裡，案件依照大清律例中的分類排序呈現：每一件文獻被放置在其內容主要涉及的律例條文之下。大部分的著作中皆有詳細目錄，標明每一項案件的內容。每頁的版心（如同西方普通書籍在每頁的上緣重複標明書本或章節標題）載有一些編輯資訊，例如與此頁內容對應的律例章節與條文，有時會寫上此案件的性質，正集的詳細描述。

（二七）有時這些案例集亦收納其他類型的文件，例如抄錄入律條例，或者皇帝針對某些特定案件下的諭旨。關於一些案例集的詳細情況，見王志強（Wang Zhiqiang），« Case Precedent in Qing China »，頁323–327–333° 又見Will, *Official Handbooks and Anthologies*裡各成案、說帖的詳細描述。

（二八）到目前為止，我考察了約五十部1707至1902年間成書的成案集或說帖彙編，不過此類書籍仍有多种尚未能閱覽（由於秋審案件自成一個特殊的範疇，而且常以寥寥數語交代案件經過，因此在此不將秋審案件集納入考慮）。此類案件集在1830與1840年間數量激增，恰好與《洗冤錄》註解本的黃金時期吻合。《刑案匯覽》可說是案件集中，即使到了今日都最廣為流傳引用的著作之一。其初版年為1834年，之後多次再版，添入許多補充資料。

遮蓋了真實的面向。首先，我接下來會提到幾個比較不正規的呈現方式，這些敘述雖然描寫的也是中規中矩、按部就班的驗屍工作，仍能讓我們對驗屍能有一個比較接近實情的概念。有時，州縣官必須不畏酷熱以及強風暴雨，隨帶幾個衙役，前往位處偏僻的荒郊野外驗屍。幾經波折後終於抵達，卻發現面對的是一具死亡多天，屍身腐爛嚴重甚至受到殘害的遺體。再加上，隨行仵作有可能為人不可靠或者根本不諳驗屍，州縣官必須親身檢查仵作報告的結果，還要面對一群家屬與證人。這些人的供詞不一定都像《學案初模》裡的案子每每聲明地那樣協調、完美吻合。事實上，即便驗屍的條件不一定都如此艱難，有時我們還是會覺得，州縣官最後呈報的調查報告，比較像是與涉案人之間交涉後達成的共識，而非單純地用科學方法，由客觀事實與鐵證所建立的結論。此外，就算一個案子看似單純，毫無任何疑點，任一造涉案人隨時都有可能翻案上控，甚至多年後才提出異議。此時，驗屍的困難大增，必須釐清的屍檢問題非常可能無解（注釋二六）。當然，更別說那些非屬單純、疑點重重的案件。

綜上所述，地方官即便嚴格地遵守規定，在驗屍的工作當中，他們還是經常會遇到實際的難處，也就因此會想要試著鑽法律漏洞，或者走捷徑以減少驗屍工作帶來的麻煩與不快，甚至千方百計想要完全規避。上文中我們看到，清律「檢驗屍傷不以實」主律定下的黃金守則就是，正印官必須親自立刻前往驗屍。而當這條黃金守則無法落實時，相當數量的附律條例便為此提出解決之道，甚至允許忽略這個最重要的原則。即使冒著被參奏、被處分的風險，濫用這些變通條款還是顯得相當具有誘因。除此之外，一場值得懷疑的驗屍，其問題的癥結點可以是單純的無心之過，也可能是上下交相賊，甚至背後有收賄情事。我們無法得知，哪一種狀況出現的比較頻繁，或者，易言之，我們無從查起，在清代中國的任一時期，嚴格遵循規章、審辦官員毫無一點冤枉嫌疑的案子佔了多少比重。在史料中可看到的那些不符規範的驗屍案例，其問題都是在上司覆審案件之時，或者不滿判決的關係人鳴冤之後，始見天日。因此，即使分析這些案件不足以全面地衡量中國帝制晚期的驗屍實作狀況，對於地方官如何履行他們的驗

(二六) 在史料中可以發現大量的鳴冤控案，通常控訴人在事後才宣稱之前仵作與驗官得出的結論有誤。有時，這些控訴中加雜著個人私利。在此略談一件有趣的實例，乃1824年由刑部四川清吏司重審的案子。上控人為死者父親，懷疑其死去的女兒乃被其婿所殺害，之後棄屍於河中。然而，上控之前的幾次驗屍都證實了死者乃投河自殺，因此這位父親被以誣告女婿之罪名判刑且受罰。刑部卻認為上控人有合理的懷疑理由：某一次驗屍的執行仵作漏報了一項重要線索，而另一次檢骨的仵作不慎在工作當中破壞了屍骨。這兩名仵作都分別受到處分。至於初審的縣官，雖然我們無從得知他到底犯了甚麼樣的錯誤，依然交由吏部發落，決定他應受的處分。詳見《說帖類編》(1835年刊)，卷36，頁20a-21a。

行下去。也就是說，從地方到省級，由不同的審理層級接辦時，沒有人願意看到案件曾因形式不符，或論證不充分等的原因遭到駁回。換言之，最好無需從新偵查，以及更重要的，無需再檢驗一次，因為任何覆檢一定都比初次檢驗困難許多。所有人最樂見的，就是省府為所有重案所題擬的判決報告皆為中央政府所認可與採納；尤其如同我們在下文中會提到的，從成案和刑部說帖諸選集中可以發現，刑部官員通常在審閱調查報告以及判決書時，不輕易放過任何一個細節。

在其他著作中，我曾經介紹過一部專收「模範案卷」的成案集，乃1838年由雲貴總督伊里布主導出版的《學案初模》^(注釋二四)。這本案例集的主旨，在於，從雲南省級檔案中擷取足以作為效法對象的案卷，以向地方官員示範他們應該如何正確地進行相關程序。集子中的每個案件卷宗幾乎以全貌呈現；雖然例應附卷的正式屍格與屍圖沒有收錄在這本成案集裡，但其內容都在州縣官呈給上級的通報詳文所含的驗屍報告中，一一詳細說明清楚。在每件案卷中，我們可以看到，州縣官總是開門見山，宣示自己在案件報官之後，隨即謁驗，並且完全符合規定，僅由二名仵作、一名縣衙刑書偕同^(注釋二五)。隨後在案卷中，州縣官解釋自己如何在命令將屍身擺放在平坦之處後，「對眾如法相驗」。接著按照標準屍格的順序，一一列明由仵作喝報的驗傷結果；之後聲明這些結果都經過自己「親驗無異」，且親自驗明傷痕與凶器吻合並填格取結。這些甘結狀必須由所有涉案人簽署，表示對於驗屍結果毫無異議。也就是說，在撰寫調查報告時，地方官便已經事先預防周全，避免日後遭到執行不當的指控。此外，在所有的案卷中，我們可以看到不同作者使用一模一樣的句式，這意味著，地方官意圖在偵查報告中為自己的屍檢工作塑造一個依循成規，甚至是儀式性的形象，表明所有的程序都在合乎規範、沒有任何意外的情形下完成。而他們在採取這樣的作法上，受到相當的鼓勵。

然而，將屍體檢驗程序刻劃得如此完美，條文規範與實際操作之間看似如此和諧，這種表現方式通常很有可能

(二四) 請參閱，魏丕信，“Developing Forensic Knowledge”，頁76–77及81°。這本成案集收錄二十個案件，依照犯罪類型而分門別類。1839年另有《學案初模續編》問世，同樣收錄二十個案件。Daniel Asen藉由《學案初模》中的一件案子詳細分析屍體檢驗知識的思維模式，參見氏著《Vital spots, Mortal Wounds, and Forensic Practice: Finding Cause of Death in Nineteenth-Century China》，刊於《East Asian Science, Technology and Society》，3 (4)，2009，頁453–474。

(二五) 有時，撰寫案卷的地方官也會說明前往驗屍地點之路途距離。例如，在第十二件案例中，知縣指出驗屍地點距離縣衙五個驛站，而在第十八件案例中的距離為一百二十里，也就是大約六十公里之遠。

的兩個縣之一）任內，必須面對的特別複雜、困難之情形。因此，《福惠全書》應受到特別的注目，不僅是因為這部著作在清代被視為經典，並廣為流傳、徵引，也是因為我們可以在其中「聽見」作者自己的「聲音」，活靈活現地表露出作者的真實人格，這點在同類著作中實為罕見（注釋二二）。這些特殊的優點也在關於驗屍的篇章中展現無遺（注釋二三）。

貳·現實生活裡的驗屍情形

黃六鴻在書中總是宣稱自己驗屍一向嚴守分際，遵守每一條規定。作為讀者的我們只能選擇相信他的話。不過，就像我之前所說的，不是所有官員都如此循規蹈矩，而且有時候，實在是客觀條件「不允許」貫徹每一項規定或禁令。接下來我要介紹的法律案件，目的便是在於為上文中曾提到的，官員看待驗屍抱持的不同態度，提供具體的實例；有人戰戰兢兢，也有人粗心大意，甚至蓄意違反規範。

規則的遵守

事實上，無論是取供以釐清案情、檢驗屍傷，或是撰寫偵查報告，與驗屍相關的所有規則應該大體上都受到一定的遵守，特別是遇到尋常案件，沒有太大疑難之處時，尤是如此。嚴格遵守規定，特別是在觀看的公眾面前，依循規章進行應有的程序，可以降低審擬公文遭到上司批駁的風險。的確，彙整出一件無懈可擊的卷宗，其中沒有任何矛盾，甚至每一個字、每一個細節都完美地導向最後結論，這本身就是一種藝術。而最能精湛地發揮此項藝術者，莫過於地方官員所聘請的法律專家，也就是精通律例與司法程序的幕友，也稱為刑名師爺。事實上，不僅僅是州縣官，一省之內的各個官僚層級中，所有人皆希望法律案件的審理可以按部就班、順利地銜接進

(二二二) 《福惠全書》是英文漢學著作最常引用的官箴書，但通常直接引用1984年章楚 (Djang Chu) 出版的英譯本。然而，此譯本並非完整翻譯，而且有時一些譯法不完全確切。

(二二三) 這些內容出現在關於人命案件的章節裡，卷14，頁3b-7b（《福惠全書》的不同版本皆採用了相同的頁數排序）。另外，《福惠全書》中亦收錄出自黃氏之手的行政書信，其中一件也談到了驗屍的問題。

最後，關於驗屍本身，一些附律條例提供了堪稱詳細的執行章程。然而，如果真的要了解這些規則的所有細節，以及它們在何時、如何被制定出來，則必須在浩瀚的行政事例、則例中鑽研了。的確，在律典與行政規章這兩大規範範疇之間，有許多重疊之處。而這兩大範疇都展現了中國傳統立法的特色，亦即，規範性內容與違反者應受的處分同時一併條陳（注釋一九）。

除了前文討論的關於驗屍工作之職權分屬問題，程序性的規章也涵蓋了其他要點，例如如何於驗屍前訊問地保（亦即地方與官府之間的聯繫人）、屍親、兇犯與證人、辦案期限、可偕同州縣官前來驗屍者的人數與職階、驗屍的經費（地方民眾理論上不應負擔任何花銀）、驗屍的順序（從頭到腳，先驗仰面，再驗背面）、如何測量傷痕大小以及如何描述傷痕（注釋二〇），作作應該如何喝報傷痕的性質及所在位置，以及刑書該如何記錄這些觀察結果，最後州縣官如何親自檢查、如何與同場觀驗的屍親及證人應對、如何填寫屍格等等。這些步驟在許多著作中討論過，此處不宜贅言。

不意外地，官箴書也多多少少詳細地探討這些林林總總的規定（注釋二一），一些作者也會加入自己的個人意見。雖然在定義上，官箴書之用意在於教導讀者們如何嚴格遵守法規，有的時候，作者會以自己的實際經驗為鏡，具體地告訴讀者如何排除萬難，務使這些規則確切地落實。就這點而言，黃六鴻於1694年撰寫、1699年初版，並在有清一代不斷再版的《福惠全書》顯得特別有趣。這部著作，除了是官箴書文類中最長且最詳細者之一——有時甚至顯得繁瑣——，其作者非常樂於以第一人稱，敘述堪稱為最第一手的實地經驗。書中內容包含豐富的個人簡牘，以及關於真實事件與作者如何應變的詳細記錄。此外，也具體描寫了黃六鴻本人在治理山東省鄒城縣（作者初為官時任職裡，而是在遣送途中，或者在由雜職人員負責的臨時拘禁處，那麼，驗屍的手續必須照樣進行。

（一九）規定性的內容不一定總是透過單向且直接的宣告而表述，特別是在《大清律例》裡，規範本身常常依附在處分內容當中，藉此表現。光緒朝《大清會典事例》（1899年版）中，多數關於驗屍的重要行政規章同時收錄在卷125（屬於「吏部」下「處分例」的一部分）以及卷851（亦即律典中「檢驗屍傷不以實」一條及其附例）。本文在此不討論涉及京師地區以及滿清特殊軍事編制——八旗人員的特設法規。

（二〇）條例第八條（1747年訂）規定丈量屍身傷口的長寬及深度時，須使用工部頒發的標準量尺。
（二一）關於屍體檢驗在官箴書中所佔的地位，詳見謝歆哲（Xie Xin-zhe），〈Procedural Aspects of Forensics Viewed through Bureaucratic Literature in Late Imperial China〉（從中國帝國晚期的官員書寫看屍體檢驗的程序性面向）。此文作者發現，清中葉以降的大部分官箴書中，提到屍體檢驗時，多以程序性內容為主。至於技術性的內容，官箴書作者通常僅建議讀者詳細參考《洗冤錄》。

他屬地之印官，仍需親身前往進行覆檢，以核實之前雜職或巡檢執行的檢驗結果。事實上，條例第十七條（1776年例）免去了這項覆檢的步驟，不過這是專為一個很特殊的情形所設，其適用範圍侷限在貴州省一些偏遠難至的山區，而且僅適用於酷暑。在此一情形之下，代驗的雜職官員可以在建立傷單後，隨即命令殮埋，因為如果等到印官前來覆檢，屍身大概都已嚴重發變（注釋一五）。委派駐在離縣衙門較遠的佐貳直接代驗，同樣也可在廣西省適用（條例第十九條，1773年入律，1826及1827年修訂）；而屬於奉天省轄下的三個廳，也准許直接派遣雜職代驗，但有一個明確的附帶條件，亦即，必須距離縣城三百里（約一百五十公里）之外（條例第二十一，1822年入律，1827年修訂）（注釋一六）。

另外一個附律條例中觸及到的問題是，在甚麼樣的狀況下可准予免檢？《檢驗屍傷不以實》附律條例之第一條（此條可追溯至明朝1585年，於1725年修訂）明文規定，遇有自殺或病死案件，如有心人士事後報稱實為兇殺命案，則無須一律予以檢驗。薛允升對此的注解指出，此條僅適用於自殺以及自然死亡已在最初之時查實無疑，且死者已殮埋的情形。同樣地，在一些明文列舉的情況下，屍親也可要求免檢，並請求立即殮埋的許可——特別是在有可能需要進行侵入性檢驗，並檢查骨骸，而非僅止於屍表檢查時【圖三】。附律條例第二條，沿襲自明太祖洪武皇帝（1368-1398）頒布的一道詔令，即旨在明定屍親可告免檢的條件。只要偵查的結果毫無疑問地指出實屬自盡案件，的確別無他故或任何他殺的可能，一經死者家屬提出免檢的請求，便可照准；同樣地，遭盜賊殺害之死者，經屍親告求免檢，則只需簡單地對屍體進行「相視」，亦即稍微驗看傷痕即可（注釋一七）；此外，當獄囚患病而醫治無效身亡，只要死因確切無疑，亦可准予免驗（注釋一八）。

(一五) 薛允升對此條例態度有所保留，他指出，很多貴州以外的地區也有著難耐的炎熱氣候。

(一六) 另有一條1822年的事例，內容關於昌圖廳（此處提及的三個廳中之一）特有的相關問題。昌圖廳境內最遠的邊境離衙門距離長達五百里，如果要到廳轄內的蒙古地區相驗人命，必須跋涉甚至一千里遠。參閱《說帖辯例新編》，卷48，頁44a-b。其他區域，即使環境不同，也面臨同樣的難題，例如福建省有三個地區有佐貳官派駐，然而皆距離其本管正印官之官署甚遠，見《成案彙編》收錄1741年事例，卷26，頁37a-b。

(一七) 此條僅就盜賊逃逸，尚未緝獲指認的情形而言。薛允升對此條例頗有意見，他指出，若盜賊最後遭到逮捕，那麼原先的被盜賊殺害的案件便成為法律所認知的人命案件，如此一來，驗屍的程序應該是必要的。

(一八) 不過，如果人犯死於虐傷，驗屍是不可免的。相同地，死亡發生時，若人犯並非監禁在正式（亦即，附屬於行政部門）的監獄

證，甚至不需要等候正式的驗屍命令即可進行：如此一來，屍身保存完好，用以明確判定死因的外在傷痕才能清楚呈現。而且，如果驗屍工作能夠盡快完成，涉案的相關人等就無法擁有充分時間共同串謀，偽造其他證據，或編造虛妄情節矇騙審理的官員，甚至收買仵作，讓他捏造對賄賂人有利的驗屍結果，並呈報予審案官。然而，兇殺命案並非時時在衙門周邊區域發生，而在某些縣轄內，有不少偏僻的村莊離官府甚遠，而且路途十分艱辛。除此之外，命案通報到官之時，州縣官有可能為其他公務，有時是在外地進行驗屍，或者被委派到同省的其他屬地進行特定的任務，因此不在署內。因此屍體檢驗遲遲不能實行，而驗屍的難度也不斷增高，驗屍結果遭到兩造家屬質疑，或者受到上司批駁的風險也越大。

大部分附加在大清律例中「檢驗不以實」一條內的附例，乃於十八世紀，雍正及乾隆兩朝內頒布。其中絕大部分便是對以上提及的問題提出應變方式。遇有州縣印官正因公出差，或者案發地點距離官府實在太遙遠，以致於州縣官本人無法立即前往相驗，應該如何變通解決？條例第五條（1735年入律，1740年修訂）便明立，如驗屍地點距離與鄰封州縣的邊境不遠，准許委請隔壁州縣的印官直接前往檢驗；同樣地，如果命案發生在偏遠山區，一日內無法到達，准許委請駐防當地的縣丞或同知前往相驗。但無論如何，由於最後還是由正印官審理案件，所以驗屍報告都必須經由正印官過目查核（注釋一四）。

其他條例則在這些規定的基礎上加上更詳細的規範。例如條例第十條（1747年例）特別就四川、貴州以及其他環境因素雷同的地區，制定應變的方式：如這些地區的某些州縣並無佐貳官，而州縣官無法抽身及時相驗，則准許委由雜職，例如典史或者經歷等官代驗，但不許這些官員直接填寫驗屍報告。雜職僅許寫立傷單，之後再由州縣官查核此份傷單，並將傷單內容轉填入正式的屍圖屍格中，與結案報告一併呈報上司【圖二】。條例第十一條（1753年例）同樣明立在甚麼樣的情形下准許委由雜職相驗，這些條件包含，正印官有事他往而同城並無佐貳，或者是離命案現場不遠處有雜職人員駐防。此規定的用意同樣是在於確保驗屍能夠在最短時間內完成：甚至當雜職官員所在之處距離驗屍地點也太遠時，亦准許派遣巡檢前往相驗。不過，在雜職或巡檢檢驗的狀況下，本地印官或者鄰近其

縣屬於所謂的事簡州縣，公務不甚繁忙，州縣官必須親自前往事發地點檢查傷痕。除上述情形以外，州縣官有權委派縣丞或巡檢前往檢查，但州縣官本人仍須親自檢覈傷單，通詳呈報上司。參閱《大清會典事例》，卷851，頁4a，1736年例。

（一四）薛允升（《讀例存疑》之作者）在註解此條時強調，委派佐貳官，甚至委託雜職相驗，必須是真的別無他法時的作法。

報告。

因受賄而在驗屍結果上造假，這點在律文中特別與前段有所區隔：這是因為賄賂屬於犯罪行為，而非前段中一一列舉的單純職業失誤。這些職業失誤既然可處以杖刑，而且甚至能對正官施行（注釋二），就表示是嚴重的錯誤。不過，仍尚未構成枉法。沈之奇在他極具影響力的《大清律輯註》中，特別清楚劃分枉法與不枉法之間的區別：他認為，此條文第一段列舉的不法情事皆屬「公罪」，並非有意犯行，而相反地，收賄在定義上便屬於有意圖的行為（注釋二）。

本文中我首要最感興趣的並非實因受賄而犯下的違法情事，而是這些「公罪」，或者說職業失誤。因為這些執行公務當中失當的行為，才真正地與本文探討的帝國官員之驗屍活動密切相關，而且直接與一些結構性問題有所關連，諸如政府官員的職業行為，以及與其密不可分，關於規則如何被執行的問題。正如上文所提及，驗屍乃刑案偵辦程序中非常關鍵的一環；但也是頗為脆弱的環節，這不僅來自前文所述的種種行政執法上的行為，也是屍體檢驗及其結果判讀自身內在的技術困難所使然。再加上由於驗屍報告對刑責歸屬以及判刑事關重大，涉案人士自然會對驗屍結果屢屢提出質疑，又對驗屍的進行形成另一層障礙。

此外，時間與距離也產生不少問題。上文中我們已看到，地方官必須在人命案件報官後隨即親自前往相驗（注釋二）。所有律例註釋家以及官箴書的作者都不厭其煩地強調，在最短時間內完成的驗屍，才是其可信度的最佳保

（引自《大清律例全纂集成》，1799年版，卷31，「檢驗屍傷不以實」律之註解）。但其實清代的文獻中處處可見「檢驗」一詞用來廣義涵蓋任一形式的屍體檢查。此外，王肯堂對明律第436條的註解中（見前註7），在提及初檢與覆檢時，皆使用了「檢」此一字眼。

（一）對正官施行杖刑，至少是法律條文字面上所規定的，其實作為官員，犯錯者可被准許以罰金替代受刑。除此之外，還有吏部所頒布的各項「處分」的章程，包含降級、扣餉、調任、直接革職等等。

（二）參閱沈之奇《大清律輯註》，卷28，頁1032-1034。沈之奇的註解分為律後註與律上註。前者置於每條律文之後，主要內容在於強調其立法精神，並搭配一些解釋。後者則置於每頁上方，目的也是解釋條文，以及闡釋一些理論以及歷史淵源，並討論前人所做的註解與詮釋。1746年，洪弘緒出版了沈之奇輯註的增修版，其中納入了雍正及乾隆兩朝修律時增添的內容。此一版本在1755年時重新修訂復刻，成為沈之奇輯注最廣泛流傳的修訂本。十八十九世紀間出版的無數大清律例註解本中，沈之奇的律學註釋一直都佔有重要的一席之地。

（三）因鬪毆受傷但未造成死亡的情況下，相視生傷的規定又與檢驗屍傷略有不同：如果事發於官署所在的城內或近郊，或者如果此州

(注釋八)。若不論1646年添加的小註，此條律文內容完全沿襲大明律第四百三十六條，而這些後來嵌入的小註則使原律文略失精簡。到了清末，在此一主律之下一共加入了二十一條附例（注釋九）。大清律例所載字數較多的主律內容如下：

凡官司初檢驗屍傷，若承委牒到，託故遷延不即檢驗，致令屍變；及雖即檢驗不親臨屍所監視，轉委吏卒，憑臆增減傷痕。若初檢與復檢官吏相見，扶同屍狀，及雖親臨監視不為用心檢驗，移易如移腦作頭之類。輕重如本輕報重，本重報輕之類。增減如少增作多。如有減作無之類。屍傷不實，定執要害致死根因不明者，正官杖六十，同檢首領官杖七十，吏典杖八十。仵作行人，檢驗不實，扶同屍狀者，罪亦如吏典，以杖八十坐之。其官吏仵作，因檢驗不實而罪有增減者，以失出入人罪論。失出，減五等。失入，減三等。

若官吏仵作受財，故檢驗不以實致罪有增減者，以故出入人罪論。贓重於故出、故入之罪者，計贓，以枉法各從重論。止坐受財檢驗不實之人，其餘不知情者，仍以失出入人罪論。

不論是無心之過，還是明知故犯，主律條文涵蓋多數描述驗屍情形之文獻中提及的種種弊端，包括延遲檢驗，造成屍身已發變腐爛，導致驗屍報告之可信賴度大受折扣；擅自委派不可靠的雜職僚屬逕行檢驗；理應彼此監控驗屍結果的官員交相勾結串通（注釋一〇）；建立驗屍報告時因疏失造成的錯誤；或者甚至因受賄而故意竊改驗屍

(八)「不以實」也可以解釋為「不誠實」。唐律中「不以實」之意，大概就是要如此理解，因為此詞乃出現在唐律中關於詐偽、謊報之條文中。

(九)關於大清律例中本律（亦即按照1740年頒發的版本）與附例的編號，筆者採用薛允昇《讀例存疑》（黃靜嘉版本，台北，中文研究資料中心，1970）中所標示的序號。至於大明律，在此按照姜永琳英譯大明律中之排序。

(十)上司如在州縣官的調查報告（包含驗屍報告以及州縣官採錄的供詞與證詞）中發現矛盾或可疑之處，即令進行覆檢，並指派與原驗官非同一人的官員完成。此外，不服原驗報告的屍親如進一步上控，甚而在一些案子中直抵京城提出京控，此時，也必須進行覆檢。理論上，同一案件最多僅准進行兩次驗屍（參見《光緒大清會典事例》，卷125，頁1a，1675年例，以及大清律例122條附例第條）。然而史料中進行三次檢驗，甚至更多的案子亦有不少（例如本文末引證的幾個例子）。覆檢的實行，通常距離初檢已有一段時間，有時相隔十分久遠，因此被檢驗的是已經腐化後的屍體，特別是死者的遺體必須由棺柩中取出，然後就骨骸進行檢驗。檢骨需要一些不同的處理程序，以使傷痕更加明顯。大部分的作者認為檢骨稱為「檢」，而肉屍的體表檢查稱為「驗」。然而，此二名詞的用法其實並非如此嚴格區分。著作甚豐的乾隆年間著名幕友萬維翰，在他極具影響力的《大清律例集註》中解釋：「古人皆稱檢驗。今人以驗屍為相驗，拆蒸為檢驗」。

論上展現足成典範的精準與嚴密性。更甚者，正如我前述中所強調，驗屍在整個審案過程中具有關鍵地位。驗屍的用意在於釐清事實，靠著無可反駁的鐵證，或者至少盡可能地減少案情中的疑點，犯人才能受到公平的處置，不致釀成冤獄。明末著名，並於清代仍極具影響力的律典註釋家王肯堂（1549–1613）曾說，刑案審辦的兩大支柱便是驗屍與對犯證的詰問；不過，犯證之間有串供翻異之虞，而相反地，屍身上清楚可見的傷痕卻是難以捏飾的客觀證據（注釋七）。更何況，規範驗屍實作的總總守則，便是用來確保驗屍能在最佳的情況下進行，以便獲取可靠的驗屍結果。

然而，實際情形很明顯地經常與理想相悖：人性的弱點以及專業性的不足造成了一些無法避免的後果，實地驗屍的困難有時可以是非常難以克服，而行政積習的影響也限制了驗屍的效率與可信度。無論如何，如果我們想超越泛泛之論以及那些老生常談的批評，那麼就必須具體確實地考察這些影響驗屍操作的負面因素；同樣地，我們也應該以相同的方式，探討國家機器，甚至某些官員以個人之力，為抑止這些負面效應而做出的應對措施。這就是我目前初步意欲探討的課題。

順帶一提，在對驗屍制度的重視上，從來沒有一個朝代能夠超越清政府所付出的精力，以及它為驗屍所設定的種種規範，這也使得研究清代驗屍制度更加有趣。此外，史料中對驗屍實際情形的紀錄，沒有能比清代文獻更具體的。在後文中，我首要探討官方正式頒布，用以規範驗屍活動的文字，以及這些規則所揭露實際的問題。接著，本文最長的篇幅將討論一些法律案件，以為這些驗屍規範實行困難的具體例證，並讓我們了解這些困難對規則的實踐所產生的影響。最後，我在文末會引用兩個自傳性的記錄。其一寫自一位十八世紀末極負盛名的地方官員之手，他的公職生涯便是葬送在他與上司之間，肇端於一件驗屍案的衝突。第二則記錄來自一位十九世紀初同為地方官員的一位作者，也同樣被視為公職的典範，而且似乎頗以敘述個人驗屍經驗為樂。

壹·大清律例與行政規章中的屍體檢驗

大清律例中唯一專門為屍體檢驗而設的本律，乃《刑律斷獄》篇中題名為《檢驗屍傷不以實》的第四百一十二條

(七) 見王肯堂，《大明律附例箋釋》，卷28，頁25b。清初出版了兩種王肯堂箋釋的改編本；較晚的清律註釋書籍經常引用王肯堂之作，並承認受其影響。

們的角度來說，把所有驗屍工作交給屬下專責的差役——仵作，是最輕鬆不過的了（注釋五）。總而言之，驗屍（或者檢查生傷）從來都不是件愉快的工作，特別是負責檢驗的官員經常必須面對一群嘈雜的證人、兩造的家屬，甚至單純來看熱鬧的人。這些圍觀者總是迫不及待地對仵作喝報、以及驗官親自一一查核的驗屍結果提出質疑【圖一】。最後，由於驗屍必須在現場進行，為此，地方官時常必須親自舟車勞頓前往遙遠的村莊進行驗屍，這為他們造成了許多時間的浪費。

但是，驗屍卻是刑案偵辦程序中極重要的一環，受到許多規定細則的重重限制與管理，不能草率倉促進行。若有任何程序疏失或錯誤（無論有意或無心），一經發現，承辦案件的官員將可能受到嚴重的懲處後果。因此，為了避免事後受到指摘，負責刑事偵辦的州縣官最有可能以符合程序規範為優先考量；也就是說，對州縣官而言，這份工作的重點並非在嚴守規範的同時，不計任何代價地克服困難、解決疑點，務必追出真相。他們的最在意的，乃呈報給上司一份形式上中規中矩的案卷，並在公文裡指出，所有的規則都受到嚴格遵守，驗屍報告與供證之間沒有任何衝突，以使得其呈報的案卷不會有遭到上司批駁之虞。

透過實際的法律史料，亦即非理論性的文獻或條文規定，我們觀察到官員在驗屍的實際執行中所表現的態度與行為，而這正反映了上述的種種限制與憂慮。當然，實際的狀況因人而異，也會隨不同事件、背景而變。批評地方官不重視驗屍的文獻汗牛充棟，敘述著州縣官不但對檢屍知識一竅不通，而且非常排斥親身近距離地檢查死者屍體，因而通常毫不猶豫地接受對自己最省事的案情版本作為結案依據。不過，另一方面，一系列圍繞著官本《洗冤錄》的屍檢學專門著作，到了十九世紀發展特為顯著，這也顯示了在官員及其幕友當中，亦不乏一群對驗屍學充滿熱情的專家。這些專家不僅進一步拓展驗屍學知識，使其超越了1742年律例館校訂《洗冤錄》的範圍，也不忘提醒，如果沒有官員積極參與驗屍工作，特別是如果他們對驗屍的大小疑難不具有足夠的知識水準，司法根本無法正常運作（注釋六）。

本文即欲詳細討論這些面對驗屍的不同態度。無論人們如何評斷中國傳統驗屍學的科學價值，其驗屍制度在理

(五) 本文的法文版中，筆者使用“*agent légiste*”一詞作為「仵作」的法譯名。此詞來自於法文中的“*médecin légiste*”一詞，意為法醫。但仵作從來不曾被視為醫生。英文著作中最常使用“*coroner*”作為「仵作」的譯稱。

(六) 關於這方面的討論，詳見魏丕信著《Developing Forensic Knowledge》，頁74–75, 77–78。

發行的《律例館校正洗冤錄》，此一情形才有了完全的翻轉（注釋二）。從此開始，辦案官員在撰寫驗屍報告，與以此驗屍報告為據、必須呈予上司的擬罪判牘時，都必須嚴格遵守這本與《大清律例》具有同樣權威的官方版《洗冤錄》。

然而，雖然官方修訂本看似為所有驗屍的技術都訂立了固定的標準方法，有清一朝，甚至到了民國初年，法醫學專家與經常實作屍檢的官吏——時常其實是同一人身兼這兩個角色——並沒有因此停止增訂補充的工作，俾使中國屍檢制度所仰賴的整套知識夠與時俱進和改善。許多此類增修的成果收錄在官版《洗冤錄》的私刊本中，以釋文、增補、註解以及案例的形式，充實官方版的內文。這些私家註解本大多源於《洗冤錄集證》（1796年初版），並於十九世紀百花齊放，出版數量可觀。這批書籍至少見證了當時一部份與驗屍相關之官員對此的積極重視（注釋三）。

不過，本文所述並不將中國傳統法醫作為一門「科學」來討論，其重點不在於闡釋其科學本質，亦非描述其科學知識的發展。我的焦點將擺在屍體檢驗的實際操作，以其作為司法程序的一個環節，甚至是地方官員（注釋四）平常直接親理的行政事務之一的觀點來討論。依據法律，除特殊情況以外，驗屍此一行政職責，地方官員不能擅自委由他人代勞。他們到底秉持甚麼樣的態度、又擁有甚麼樣程度的知識能力，來盡到他們的驗屍職責？平心而論，有很多的原因使州縣官並不將驗屍這項工作放在心上。通常驗屍知識與驗屍技術與地方官員的訓練養成毫無關聯。以他

(1) 通常歷史學家將清代官方版《洗冤錄》之刊刻年代設定在1694年，然而卻沒有任何史料支持此一說法。陳重方則非常具有說服力地論斷1742年才是最可能的時間點。參閱氏著〈清律例館校正洗冤錄相關問題考證〉。感謝謝歆哲讓我得知這篇文章。

(2) 《洗冤錄集證》最早於1796年出版，然而初版似乎沒有流傳至今。初刊後的幾十年內，許多增補續刻本陸續續續出現，每一次都又增加了新的補充資訊。第一部續刊本於1813年付梓，與其他後來的續修本都在各自書名中保留原書名，再於其開頭或結尾冠上「重刊」、「增訂」、「補注」等字眼。關於《洗冤錄》文本的詳細歷史經過，請參閱魏丕信著〈Developing Forensic Knowledge through Cases in the Qing Dynasty〉，頁69–75，特別是“Forensic Science and the Late Imperial Chinese State”一節。

(3) 亦即知縣及知州。法文及英文中經常使用“magistrat” / “magistrate”來指稱州縣官，正是由於他們掌理的大部分事務具有司法性質。

行政常規與職業熱情

—清代中國的屍體檢驗活動

魏丕信 著
謝欽哲 譯

正如同其他許多中國的事物一樣，屍體檢驗在中國也可說是歷史悠久。的確，一些從墓葬遺址中出土的行政文書，顯示了早在帝國時期初期，亦即秦漢時代，一旦發生兇殺或非自然死亡的案件，按照當時制度，地方官員必須進行屍體檢驗，以便確認真正的死因。關於此一時期中國屍體檢驗的基本原理、技術以及規範，我們所知實在有限。甚至對中古時期也是如此。然而，到了宋朝，情形則大為改觀。透過現存最早的屍體檢驗專著——《洗冤集錄》，可知宋朝時的屍檢技術實踐明顯地達到高度的複雜程度。《洗冤集錄》的作者宋慈（1186–1249）曾於南宋末年擔任司法官員之職，其自序則作於1247年。正如其書名所表明，以及作者本人在自序中的說明，《洗冤集錄》的內容大多來自於今日已佚失的舊文獻。本文所探討的清代屍體檢驗制度，包括紀錄驗屍結果的屍格與屍圖，基本上可追溯至北宋時期，並於南宋時期趨於完善。^{（注釋一）}

在南宋之後的幾百年間，《洗冤集錄》的各種修訂版本紛紛出現並廣為流傳，這些版本通常題名為《洗冤錄》。同時，也出現了一些書名不同，但同樣大篇幅取材自《洗冤集錄》的著作，其中兩部為今人所知，分別為《平冤錄》與《無冤錄》。此二書名皆不再僅求「洗」刷冤抑，而是撫「平」冤屈，甚至以趨於「無」冤為理想訴求。這些著作在技術操作性上皆具有權威，但並無法律上的權威地位。直到了清代，藉由1742年刑部官方校刊

(一) 此一論點由清末著名法學家薛允昇所提出，參見氏著《唐明律合編》，第805–806頁。唐（618–906）律中並無與下文將提及，明清二律中的「檢驗屍傷不以實」律直接相對應之條文，不過，「檢驗不以實」此一文句已在《唐律疏議》（653年）卷25中的第384條出現，此條文乃專論詐病、偽傷及假死等情形。

出版前言

從一九九七年開始，在法國外交部和法國駐華大使館的贊助下，法國遠東學院北京中心組織安排了題為「歷史、考古與社會——中法系列學術講座」的學術活動。

該學術活動的目的是為了介紹考古學、歷史學乃至整個社會科學方面最近的研究成果。講座交替邀請中法專家來作報告，並與對此有興趣的聽眾：研究人員、教授、大學生等進行交流。

數所大學和科研機構不僅輪流作為東道主歡迎各方主講人，而且積極參與了講座的組織活動。它們分別是：北京大學、清華大學、北京師範大學、中國社會科學院歷史研究所、考古研究所和社會學研究所、中國科學院自然科學史研究所以及國家圖書館。

為了使更多的人瞭解講座仲介紹的研究成果，現在我們著手將其中的一部分以中法兩種文字的單行本形式印行出版。

適逢法蘭西學院中國現代史講座 (*chaire d'Histoire de la Chine moderne, 1991-2014*) 魏丕信 (Prof. Pierre-Étienne Will) 教授榮退，本期特別收錄魏教授發表的一篇學術演說。本文論文並非於「歷史、考古與社會」系列講座中宣讀。身為晚期帝制中國史的專家，本文作者特別關切明清時期帝國行政中國家機器的運作。透過其豐富的著作，魏丕信教授對近幾十年來的明清社會史、制度史與政治史研究領域的革新，做出積極的貢獻。本文探討中國深厚的法醫傳統，彰顯這項地方官從事的法律活動中，極為重要的一個面向。藉由就法律規章、案件集和一些地方官的職業自傳進行對照，作者詳細地描繪清代法醫活動的種種程序。即便史料總不忘強調驗屍工作令人不悅甚至厭惡的地方，作者在這篇具啟發性的文章中指出，屍體檢驗這個在前現代中國法律程序中舉足輕重，但仍為少數人知的領域，隨著時間發展出一套專門的知識，不斷精進直到帝國的終結，甚至繼而延續。

本出版物得到法國外交部的資助

歷史、考古與社會——中法學術系列講座

行政常規與職業熱情

——清代中國的屍體檢驗活動

魏丕信

法國遠東學院北京中心

二〇一五年六月

雨肩錄

西漢賦考

卷之三

卷之三

卷之三

卷之三

卷之三

命致腎囊

第十七號



法國遠東學院北京中心編印

二〇一五年六月

歷史、考古與社會——中法學術系列講座

魏丕信

行政常規與職業熱情

——清代中國的屍體檢驗活動